FACHES-THUMESNIL

Délibérations certifiées exécutoires
Séance du Conseil municipal

Mercredi 30 septembre 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

OBJET : ORDRE DU JOUR

Désignation du secrétaire de séance
Appel des membres
Approbation du procès-verbal de la séance du mercredi 1er juillet 2026
Lecture de l'ordre du jour
Communications de Monsieur le Maire

Délégation : Conseil Municipal
Rapporteur : Monsieur le Maire

DEL N°2026/089 Communication des décisions municipales prises au titre de la délégation générale

Délégation : Urbanisme, Aménagement Urbain et Politique Foncière
Rapporteur : Madame Mathilde DELEFORGE

DEL N°2026/090 Noms de la rue et des places du futur quartier Jappe/Geslot - Résultat référendum

Délégation : Conseil Municipal
Rapporteur : Monsieur le Maire

DEL N°2026/091 Acquisition de la Licence IV de M. Michel DELOOR
DEL N°2026/092 Modification de la désignation des représentants de la commune au sein de divers organismes et institutions
DEL N°2026/093 Composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)
DEL N°2026/094 Désignation des membres de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public

Délégation : Sécurité et Tranquillité Publique
Rapporteur : Monsieur Touhami DAHOU

DEL N°2026/095 Réajustement et fixation des redevances d'occupation du domaine public

Délégation : Personnel municipal, dialogue social, état civil et élections
Rapporteur : Monsieur Mohamed EL ALLALI

DEL N°2026/096 Retrait la délibération N°2026/040 du 22 avril 2026 relative à la création d'un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services
DEL N°2026/097 Mise à jour du tableau des effectifs ville au 30 septembre 2026
DEL N°2026/098 Formation des élus – retrait de délibération DEL 2026/067
DEL N°2026/099 Formation des élus

Délégation : Urbanisme, Aménagement Urbain et Politique Foncière
Rapporteur : Madame Frédérique SEELS

DEL N°2026/100 Plan Local d'Urbanisme (PLU 3) – Procédure d'évolution du PLU
Liste des demandes proposées par la commune
DEL N°2026/101 Acquisition d'un garage 64 rue Émile Zola

Délégation : Transition écologique
Rapporteur : Monsieur Mathieu ROUX

DEL N°2026/102 Renouvellement de la convention de partenariat avec l'association ADAV

Délégation : Transition écologique
Rapporteur : Madame Frédérique SEELS

DEL N°2026/103 Convention de partenariat 2026 -2027 avec l'association REPAIR CAFE
DEL N°2026/104 Projet vivons lowtech lever – Avenant N°1 à la convention entre opérateurs relatif à l'intégration de la ville de Faches-Thumesnil en tant que partenaire du projet
DEL N°2026/105 Budget Participatif Métropolitain 2

Délégation : Éclairage public et Commissions de Sécurité
Rapporteur : Monsieur Abdenbi ALILOU

DEL N°2026/106 Adoption d'un plan de rétablissement de l'éclairage public nocturne

Délégation : Espace public et biodiversité
Rapporteur : Monsieur Alexandre TORNU

DEL N°2026/107 Frais administratifs liés à la régularisation de dossier d'occupation illicite du domaine public

Délégation: Démocratie participative et protection animalière
Rapporteur : Madame Mathilde DELEFORGE

DEL N°2026/108 Mise en place des conseils de quartiers de Faches-Thumesnil

Délégation : Finances et Maîtrise Budgétaire
Rapporteur : Monsieur le Maire

DEL N°2026/109 Attribution d'une subvention d'équilibre au Centre communal d'action sociale (CCAS) de la ville de Faches-Thumesnil

Délégation : Finances et Maîtrise Budgétaire
Rapporteur : Madame Marie-Aude ANSART

DEL N°2026/110 Cession du Woodybus à la Société Humbird
DEL N°2026/111 Décision Budgétaire Modificative N°2
DEL N°2026/112 Non-facturation des repas de cantine non consommés en raison des fortes chaleurs
DEL N°2026/113 Majoration de la cotisation dûe au titre des logements meublés
DEL N°2026/114 Admissions en non valeur – annule et remplace la délibération 2026/079

Délégation: Économie Locale
Rapporteur : Monsieur Olivier BRUYNOGHE

DEL N°2026/115 Dérogation au repos dominical – année 2027

Délégation: Économie Locale – Commerce de proximité
Rapporteur : Madame ANNA MOUILLARD-SEMINERIO

DEL N°2026/116 Convention pour la réfection de la façade du 34 rue Ferrer

Délégations : Patrimoine culturel, Programmation et Associations rattachées aux équipements culturels lecture publique
Rapporteur : Monsieur Bernard BALCEREK

DEL N°2026/117 Subvention à l'Harmonie Municipale

Délégation: Sports, Équipements Sportifs et Numérique
Rapporteur : Monsieur Mathieu ROUX

DEL N°2026/118 Règlement d'utilisation des City-Stades

Délégation : Conseil Municipal
Rapporteur : Monsieur le Maire

DEL N°2026/119 Retrait de la protection fonctionnelle accordée à Monsieur Patrick PROISY
DEL N°2026/120 Retrait de la protection fonctionnelle accordée à Monsieur Christopher LIENARD
DEL N°2026/121 Retrait de la protection fonctionnelle accordée à Madame Violaine MAREIGNER

Questions orales

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026089-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026089-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/089

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : COMMUNICATION DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES AU TITRE DE LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE

Conformément à l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et en application de l'article L. 2122-23 du même code, Monsieur le Maire rend compte des décisions prises depuis le dernier Conseil municipal :

DM 2026 022

Approbation avenant numéro 3 au marché PA25-03 marché public global de performance pour la rénovation, l'exploitation, la maintenance et la gestion des installations d'éclairage public et services connexes de la commune (titulaire société CITEOS) / Procédure adaptée

Augmentation de 5.82% du montant du marché - Date de notification : 03/09/2026

DM 2026 023

Attribution du marché PA26-06 location de tapis / fontaines et bonbonnes d'eau.

Marché en deux lots. Procédure adaptée. Lot 1 Tapis Lot 2 Fontaines et bonbonnes d'eau. Accord cadre à bons de commande monoattributaire. Attributaire lots 1 et 2 société ELIS. Durée 24 mois. Montant maximum (période de reconduction comprises) Lot 1 60 000 euros HT / Lot 2 20 000 euros HT. Date de notification 31/08/2026

DM 2026 024

Attribution du marché PA26-07 prestations de nettoiement manuel.

Marché réservé. Procédure adaptée. Accord cadre à bons de commande monoattributaire. Attributaire société INTERVAL Durée 6 mois. Montant maximum 100 000 euros HT. Date de notification 31/08/2026

DM 2026 025

Attribution du marché PA26-08 Prestations de mise à disposition de personnel pour le remplacement temporaire d'agents de la Ville.

Marché réservé (tous les lots). Procédure adaptée. Accord cadre à bons de commande monoattributaire.

Attributaire lot 1 - entretien courant des locaux / société INTERM'AIDE Durée 1 an. Montant maximum 120 000 euros HT. Date de notification 06/09/2026

Attributaire lot 2 - pause méridienne / société INTERM'AIDE Durée 1 an. Montant maximum 70 000 euros HT. Date de notification 06/09/2026

Attributaire lot 3 - encadrement du jeune public (atsem) / société CAP INTERIM Durée 1 an. Montant maximum 10 000 euros HT. Date de notification 27/07/2026

Attributaire lot 4 - auxiliaire de puériculture / société CAP INTERIM Durée 1 an. Montant maximum 10 000 euros HT. Date de notification 27/07/2026

DM2026026 : Suivi des animations de la Médiathèque

OBJET DU CONTRAT	NOM DU PRESTATAIRE	COUT DE LA PRESTATION	DATE DE SIGNATURE DU CONTRAT
Spectacle du 26/09/26 et atelier du 03/10/26 « A nos peaux sauvages »	Compagnie Rosa Bonheur	1 578,62 €	SEPTEMBRE
Atelier Circle Songs du 28/11/26	DYNAMO	702,00 €	SEPTEMBRE
Exposition « Notre Matrimoine » du 15 au 22/09/26	Département du Nord	0,00 €	SEPTEMBRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026089-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/089

DM 2026 027
La mise à disposition des salles des sports au profit des collégiens permet d'organiser l'éducation physique et sportive par les enseignants du collège Jean MERMOZ. Les dispositions sont reprises dans une convention, qui définit les modalités de mise à disposition, pour l'année 2026- 2027, au profit du Collège Jean MERMOZ. Les salles concernées sont les salles Jean MERMOZ n°1 et n°2 et les salles du complexe sportif KLEBER, propriété de la ville. La municipalité met à la disposition du collège Jean MERMOZ les salles selon un planning défini conjointement avec le service des sports et l'autorité municipale selon une convention signée conjointement par le Maire et le principal de l'établissement.

DM 2026 028
La mise à disposition des salles des sports au profit des collégiens permet d'organiser l'éducation physique et sportive par les enseignants du collège Jean ZAY. Les dispositions sont reprises dans une convention, qui définit les modalités de mise à disposition, pour l'année 2026- 2027, au profit du Collège Jean ZAY. Les salles concernées sont les salles Jean ZAY n°1 et n°2 et les salles du complexe sportif KLEBER, propriété de la ville. La municipalité met à la disposition du collège Jean ZAY les salles selon un planning défini conjointement avec le service des sports et l'autorité municipale selon une convention signée conjointement par le Maire et le principal de l'établissement.

DM 2026 029
Contrat sous l'égide de la direction de l'événementiel
Première édition du F-Tival au Parc des Aubépines
Coût : 26 825.00 €
Date de l'événement : dimanche 20 septembre 2026

S'agissant d'une communication, aucun vote ne clôture ce point.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026090-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026090-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/090

DÉLÉGATION : URBANISME, AMÉNAGEMENT URBAIN ET POLITIQUE FONCIÈRE
RAPPORTEUR : MADAME MATHILDE DELEFORGE
OBJET : NOMS DE LA RUE ET DES PLACES DU FUTUR QUARTIER JAPPE/GESLOT – RESULTAT DU REFERENDUM

Monsieur le Maire rappelle qu'un référendum citoyen permettant à chacun de participer à la dénomination des futurs espaces du quartier Jappe/Geslot a été lancé et s'est clôturé ce mercredi 30 septembre 2026 à 17h. Sous l'ancienne Municipalité, le nom Révolution française avait été attribué sans concertation préalable.
Nous avons constaté que seules trois rues sur deux cent neuf portent le nom de femmes. La Municipalité souhaite saisir l'opportunité de ce nouveau quartier pour rétablir les équilibres paritaires, et féminiser les futurs espaces à travers des parcours inspirants, tout en créant une forte cohérence.
Au-delà du nom des rues, le thème retenu permettra de donner une véritable couleur au quartier. Cette identité pourra se traduire par des éléments visuels et symboliques tels que des statues, des œuvres artistiques ou des décorations urbaines, en lien avec le thème choisi, afin de créer un cadre de vie harmonieux, identifiable et porteur de sens.
La participation s'est faite en ligne, sur la plateforme de participation citoyenne mais également au format papier, via les différents services de la mairie.
Le référendum s'articulait autour de 5 thématiques et propositions permettant de choisir le nom du futur quartier mais également de la voie principale et du parc urbain. Les 5 thématiques étaient les suivantes :

- L'odyssée des Sciences ;
- Mémoire et Résilience ;
- Le souffle et la Vitalité ;
- L'empreinte Créative ;
- L'îlot Jardin.

485 personnes ont participé à ce referendum.

À la clôture, le thème qui a remporté le plus de voix est **« Mémoire et Résilience ».**

Le futur quartier se nommera donc **Éco-quartier de la CONCORDE, rue Lili LEIGNEL, Parc Simone VEIL.**

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de valider les résultats de ce référendum et le nom du futur quartier et de ses espaces.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 ABSTENTIONS (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026091-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026091-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/091

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : ACQUISITION DE LA LICENCE IV DE M. MICHEL DELOOR

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal que, lors de la délibération du Conseil municipal du 9 octobre 2025, le Conseil municipal, alors en place, avait approuvé l'acquisition de la licence IV appartenant à M. Michel DELOOR (DEL N°2025/125) au prix de 28 000, 00 euros.

La motivation de cette acquisition était celle ici rapportée :

"Considérant la volonté de la commune de soutenir le développement de l'activité économique et commerciale de proximité ;

Considérant l'opportunité pour la ville de détenir une licence de débit de boissons de 4ème catégorie (dite « licence IV »), permettant la vente de toutes boissons alcoolisées dont la consommation est autorisée, en vue de :

- favoriser l'installation ou le maintien d'un établissement de convivialité (café, bar, restaurant) sur le territoire communal ;
- disposer d'un levier d'accompagnement des porteurs de projets en matière de commerce de proximité ;
- renforcer l'attractivité du centre-ville et la qualité de l'offre de services aux habitants ;

Considérant qu'une licence IV est actuellement disponible à l'acquisition pour un montant de 28 000 € (débits de boisson LE DOULIEU), et, que son rachat par la commune permettrait d'assurer son maintien sur le territoire communal, évitant ainsi son transfert vers une autre commune."

Alors qu'il ne semble pas qu'il y ait à Faches-Thumesnil de réels carence et manque dans l'exploitation des licences IV sur la commune, il apparaît que la motivation de la délibération adoptée le 9 octobre 2025 est discutable. À cette première considération sur l'absence de carence et de manque, s'en ajoute une seconde selon laquelle le prix proposé pour l'acquisition de la licence IV de M. Michel DELOOR est manifestement surévalué.

Il ressort des informations que les services municipaux ont recueillies que le prix de cession d'une licence IV (prix de marché 2026) se situe entre 7 500 et 50 000 euros, le plus souvent, actuellement, entre 12 000 et 24 000 euros, en l'absence de barème officiel.

Une autre source indique une fourchette de 40 000 euros à 80 000 euros (Paris, Lyon, Marseille, dans les arrondissements centraux). Dans les villes moyennes, comme Lille, la fourchette se situe entre 20 000 euros et 45 000 euros. Dans les villes périphériques, comme Faches-Thumesnil, de 5 000 à 30 000 habitants, la fourchette s'établit entre 8 000 euros et 20 000 euros.

Une dernière source récente indique une licence IV disponible dans le Nord pour un montant de 12 600 euros / 13 600 euros TTC, tous frais inclus.

Il convient donc que le Conseil municipal soit bien convaincu que le prix de 28 000 euros est manifestement surévalué par rapport aux informations qui ont été recueillies.

Par ailleurs, et cette question aurait dû être débattue dès le 9 octobre 2025, il convient de réfléchir au devenir de cette licence IV, une fois acquise aux nouvelles conditions proposées. La vocation d'une commune comme Faches-Thumesnil n'est pas d'être propriétaire d'une licence IV dont elle n'assurera jamais l'exploitation. Il convient d'abord, et dès à présent, de réfléchir au devenir de la licence IV ainsi acquise. Elle peut être louée comme elle peut être cédée sans perdre d'argent.

Monsieur le Maire ouvre la discussion sur le devenir de cette licence IV.

Après discussion, Monsieur le maire propose au Conseil municipal :

- de mandater Monsieur le Maire ou son représentant, à l'effet de renégocier avec M. Michel DELOOR, ou un mandataire de M. Michel DELOOR, le prix d'acquisition de la licence IV de M. Michel DELOOR en le ramenant à la somme de 11 000 euros ;
- de décider du devenir de la licence IV ainsi acquise, soit la louer soit la céder aux meilleures conditions du marché, conformément à l'intérêt général et à la stratégie de développement commercial de la commune, pour un montant qui ne saurait être inférieur à 11 000 euros, en vue de son exploitation sur le territoire communal.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :

25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).

1 ABSTENTION (Jean-Marc LEVILLAIN).

7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIENARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUDI).

La Secrétaire,

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026092-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026092-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/092

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DE DIVERS ORGANISMES ET INSTITUTIONS

Conformément à l'article L. 2122-25 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal dispose de la faculté de désigner, pour la durée du mandat, certains de ses membres pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes.

Par délibérations DEL 2026/034 en date 22 avril 2026 et DEL 2026/063 en date du 03 juin 2026 portant désignation des représentants de la commune au sein de divers organismes et institutions et dans le cadre de l'adhésion de la collectivité à différentes organisations ;

Considérant la nécessité de modifier la représentation de la commune au sein de certaines de ces instances ;

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal les désignations suivantes :

- **Association Intercommunale de Santé, Santé mentale et Citoyenneté :**
  - 1 membre titulaire de la majorité municipale
    Madame Véronique ROELS
  - 1 membre suppléant de la majorité municipale
    Monsieur Tarik BOUAISSA

- **Conseil d'administration du collège Jean Zay** :
  - 1 membre titulaire de la majorité municipale
    Monsieur Jimmy DAUCHY
  - 1 membre suppléant de la majorité municipale
    Madame Karine MORAND

- **Conseil d'administration du collège Jean Mermoz** :
  - 1 membre titulaire de la majorité municipale
    Monsieur Jimmy DAUCHY
  - 1 membre suppléant de la majorité municipale
    Madame Karine MORAND

Les modifications adoptées se substituent à celles arrêtées par les délibérations DEL 2026/034 en date 22 avril 2026 et DEL 2026/063 en date du 03 juin 2026 pour les seules instances ci-dessus désignées. Les autres désignations demeurent inchangées.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver ces désignations.
Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026093-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026093-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/093

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui prévoit la composition de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) telle que :

- Présidence par le Maire ou son représentant ;
- 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, répartis conformément au principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste, soit :
  - 4 titulaires et 4 suppléants issus de la majorité municipale ;
  - 1 titulaire et 1 suppléant issus de la minorité municipale.

Considérant la démission de Monsieur Didier MAHÉ de ses fonctions de Conseiller municipal en date du 24 août 2026 ;

Considérant l'évaluation de la nature des sujets traités ;

Considérant la proposition de désignation de la part de la minorité municipale ;

Monsieur le Maire propose d'adapter en séance la composition de la Commission d'Appel d'Offres conformément à cette répartition.

Président : Monsieur le Maire ou son représentant

Titulaires	Suppléants
Marie-Aude ANSART	Marc CAUX
Frédérique SEELS	Olivier BRUYNOGHE
Mathieu ROUX	Jimmy DAUCHY
Jessica DABBEBI	Abdenbi ALILOU
Christopher LIENARD	Jean-Luc DELIERRE

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire,
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026094-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026094-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/094

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION DE CONCESSION ET DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Conformément à l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans le cadre des concessions et délégations de service public, une commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre.

Cette Commission est similaire à la Commission d'Appel d'Offre, compétente pour les marchés publics.

Elle est composée lorsqu'il s'agit d'une Commune de 3 500 habitants et plus, par l'autorité habilitée à signer la convention de concession et/ou de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Chaque liste comprend les noms des candidats en nombre suffisant pour satisfaire les nombre total de sièges de titulaires et de suppléants à prévoir. Le nombre de suppléants est égal à celui des titulaires.

Considérant la démission de Monsieur Didier MAHÉ de ses fonctions de Conseiller municipal en date du 24 août 2026 ;

Considérant l'évaluation de la nature des sujets traités ;

Considérant la proposition de désignation de la part de la minorité municipale ;

Monsieur le Maire propose d'adapter en séance la composition de la Commission de concession et de Délégation de Service Public, conformément à cette répartition.

Président : Monsieur le Maire ou son représentant

Titulaires	Suppléants
Mohamed EL ALLALI	Véronique ROELS
Karine MORAND	Jessica DABBEBI
Frédérique COISY	Mathieu BASSEZ
Cynthia PAQUEMAR	Anna MOUILLARD-SEMINERIO
Violaine MAREIGNER	Christopher LIENARD

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
REPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
REPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026095-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026095-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/095

DÉLÉGATION : SÉCURITÉ ET TRANQUILLITÉ PUBLIQUE
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RÉAJUSTEMENT ET FIXATION DES REDEVANCES D' OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22, L2122-23, 2211-1, 2212-2-1 et L2213-6 ;

Vu le Code général de la Propriété des Personnes publics et notamment les articles L2121-1, L2122-1 à L2122-3, L2125-1, L2125-3, L2125-4 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu le règlement sanitaire départemental ;

Vu la délibération antérieure n° DEL2022063 du 23 juin 2022 relative à la fixation des tarifs d'occupation du domaine public ;

Considérant qu'un arrêté fixe les conditions générales des occupations privatives du domaine public sans emprise, liées aux commerces fixes ou ambulants, aux travaux, chantiers et animations, de façon à ce que les droits ouverts s'inscrivent dans le respect des principes de gestion et de préservation des espaces publics, des règles de sécurité publique et de circulation ;

Considérant que les règles administratives, techniques et financières de ces occupations sont définies dans cet arrêté ;

Considérant que les occupations privatives du domaine public communal, temporaires ou permanentes doivent être soumises à perception de droits de voirie ;

Considérant la nécessité de procéder à une actualisation et à une harmonisation des tarifs applicables aux différentes formes d'occupation du domaine public communal ;

Considérant que le Conseil municipal est compétent pour fixer les redevances d'occupation du domaine public ;

Considérant la proposition de nouvelle grille tarifaire présentée au Conseil municipal et annexée à la présente délibération ;

Monsieur le Maire propose de fixer les redevances d'occupation du domaine public comme suit :

► Valable pour toute demande

Demande d'occupation temporaire de la Voie Publique	10 €	Par autorisation
Occupation en sur-sol ou sur le sol de la rue	1,5 €	Par jour
Frais administratif à la régularisation d'un dossier illicite du domaine public	60 €	Par dossier
Modification d'une demande (à partir de la seconde modification)	5 €	Par modification

► Dépôts et installations liés aux travaux et chantiers

Stationnement de camion (travaux, déménagement,…)	5 €	Par jour et par emplacement
Dépôt de matériaux	15 €	Par jour
Dépôts de bennes, nacelles, engins élévateurs, grues, camions grue, camions nacelle, bungalows de chantier, WC chimiques	15 € 40 € 100 €	Par jour le week-end la semaine
Pose échafaudage	1 €	Par m² et par jour

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026095-DE

Entreprise de chantier barriérée	1 € 5 €	Par m² et par jour par m² et par jour (avec publicité)
Appareils de manutention, appontements, en occupation accidentelle : bétonnières	1 €	Par m² et par jour
Passerelle en occupation temporaire	1 €	Par m² et par jour
Conduite ou câble aérien en occupation temporaire	0,5 €	Par m² et par jour

► Les installations liées à une activité commerciale fixe ou mobile

Étalages ou présentoirs : pour les articles exposés à l'extérieur ou installations quelconques de marchandises faisant saillie sur la façade ou installées sur le trottoir	5 € 15 € 60 €	Par m² et par mois par m² par trimestre par m² par an
Supports publicitaires (2 maximum par commerce)	6 €	À l'unité par mois
Exposition permanente de véhicules	100 €	Par véhicule et par semaine
Terrasse café, restaurant	10 € 50 € 200 €	Par jour par mois par an
Bulle de vente immobilière	5 €	Par m² et par jour
Publicité scellée au sol	31,25 €	Par m² et par mois

► Commerces ambulants alimentaires ou non (hors marché)

Commerces avec emprise au sol	150 €	Par mois
Marchands ambulants occasionnels (camion de vente, buvettes, snacks et forains), hors animations et festivités municipales	53 €	Par trimestre
Commerçants ambulants de restauration et autres (camions de vente, buvette, snacks, friterie,...) à l'occasion des animations et festivités municipales organisées sur le domaine public communal	30 € 50 €	Par jour pour emplacement de moins de 5m² par jour pour emplacement ≥ à 5m² jusqu'à 10 m² (+3€ par m² au-delà de 10m²)
Terrasses de commerces	1 €	Par m² et par mois

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026095-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/095

► Les installations de type fêtes foraines, cirques, spectacles, attractions et marionnettes

Cirques, spectacles, attractions et marionnettes	200 € 400 €	Moins de 200m² à partir de 201m²
Petits manèges Grands manèges	50 € 100 € 150 €	Jusqu'à 100m² de 101 à 200m² à partir de 201m²
Stands, buvettes et restauration	5 €	Par tranche de 5m²

► Autres

Stationnement de Taxis	70 €	Par an et par véhicule
Tournage de film - occupation du domaine public - fermeture de voirie	 1 € 200 €	 Par m² et par jour par jour

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Après examen par le Conseil municipal des amendements déposés suivant le formalisme exigé dans le Règlement Intérieur de l'Assemblée, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026096-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026096-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/096

DÉLÉGATION : PERSONNEL MUNICIPAL, DIALOGUE SOCIAL, ÉTAT-CIVIL ET ÉLECTIONS
RAPPORTEUR : MONSIEUR MOHAMED EL ALLALI
OBJET : RETRAIT DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026/040 DU 22 AVRIL 2026 RELATIVE À LA CRÉATION D'UN EMPLOI FONCTIONNEL DE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Vu la délibération du 22 Avril 2026 relative à à la création d'un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services ;

Vu la réception du courrier du 18 Juin 2026 des services du contrôle de légalité de la Préfecture du Nord ayant émis un recours gracieux à l'encontre de cette délibération ;

Considérant que cette délibération existe déjà, il y a lieu de la retirer. ;

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver le retrait de la délibération n° 2026/040 du 22 Avril 2026.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : **24 SEPTEMBRE 2026**
DATE DE PUBLICATION : **24 SEPTEMBRE 2026**

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : **33**
Présents : **31**
Votants : **33**

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/097

DÉLÉGATION : PERSONNEL MUNICIPAL, DIALOGUE SOCIAL, ÉTAT-CIVIL ET ÉLECTIONS
RAPPORTEUR : MONSIEUR MOHAMED EL ALLALI
OBJET : MISE À JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS VILLE AU 30 SEPTEMBRE 2026
PIÈCE JOINTE : TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur le Maire rappelle la délibération du Conseil municipal du 22 Avril 2026 validant le tableau des effectifs du personnel municipal de l'année 2026, pour les emplois permanents, titulaires et contractuels de la Fonction Publique Territoriale, et les emplois non permanents.

Suite aux mouvements de personnel, il convient de mettre à jour le tableau des effectifs à compter du 30 Septembre 2026.

Il est donc proposé d'adopter le tableau des effectifs joint à la présente délibération.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Jean-Marc LEVILLAIN, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

ANNEXES — IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 30.09.26 VILLE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)							
Directeur général des services		1		1	0		0
Directeur général adjoint des services		1		1	1		1
Directeur général des services techniques		1		1	0		0
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53							
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)							
Attaché hors classe		2		2	0		0
Attaché Principal		4		4	3		3
Attaché		8		8	5		5
Rédacteur Principal de 1ère classe		4		4	2		2
Rédacteur Principal de 2ème classe		5		5	3		3
Rédacteur		6		6	4		4
Adjoint Administratif Principal 1ère classe		15		15	15		15
Adjoint Administratif Principal 2ème classe		13		13	4		4
Adjoint Administratif		9		9	7		7
TOTAL		66		66	43		43
FILIERE TECHNIQUE (c)							
Ingénieur hors classe		1		1	1		1
Ingénieur Principal		3		3	2		2
Ingénieur Territorial		4		4	1		1
Technicien Principal de 1ère classe		3		3	0		0
Technicien Principal de 2ème classe		4		4	1		1
Technicien		2		2	1		1
Agent de Maîtrise Principal		15		15	12		12
Agent de Maîtrise		23		23	9		9
Adjoint Technique Principal de 1ère classe		28		28	20		20
Adjoint Technique Principal de 2ème classe		40		40	12		12

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Adjoint Technique		37	0	37	37		37
TOTAL		160	0	160	96		96
FILIERE SOCIALE (d)							
Puéricultrice hors classe		1		1	0		0
Puéricultrice de classe supérieure		1		1	0		0
Infirmière en soins généraux hors classe		1		1	0		0
Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle		3		3	3		3
Educateur de jeunes enfants		3		3	3		3
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure dont un animateur		17		17	8		8
Auxiliaire de puériculture de classe normale		5	0	5	1		1
ATSEM Principal de 1ère classe		7		7	4		4
ATSEM Principal de 2ème classe		2		2	0		0
Agent social principal de 1ère classe		1		1	0		0
TOTAL		41	0	41	19		19
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)							
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)							
FILIERE SPORTIVE (g)							
Conseiller des activités physiques et Sportives Principal		1		1	0		0
Conseiller des activités physiques et Sportives		1		1	0		0
Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 1ère classe		2		2	2		2
Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives Principal de 2ère classe		1		1	0		0
Educateur territorial des Activités Physiques et Sportives		1		1	0		0
TOTAL		6		6	2		2
FILIERE CULTURELLE (h)							
Bibliothécaire Principal		1		1	1		1
Professeur de musique		1		1	0		0
Assistant de conservation Principal du patrimoine et de bibliothèque Principal de 1ère classe		1		1	0		0
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques		1		1	1		1
Assistants d'Enseignement Artistique Principaux de1ère classe		7		7	4		4

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Assistants d'Enseignement Artistique Principaux de 2ème classe		1	1	2	0		0
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe		3		3	1		1
Adjoint du patrimoine principal de 2ère classe (dont un temps non		1	1	2	1		1
Adjoint du patrimoine		2		2	2	0	2
TOTAL		18	2	20	10	0	10
FILIERE ANIMATION (i)							
Animateur Principal de 1ère classe		4		4	2		2
Animateur Principal de 2ère classe		1		1	1		1
Animateur Territorial		6		6	4		4
Adjoint d'animation Principal de 1ère classe		2		2	1		1
Adjoint d'animation Principal de 2ème classe		4		4	3		3
Adjoint d'animation		30		30	30		30
TOTAL		47		47	41		41
FILIERE POLICE (j)							
Chef de service de police principal de 1ère classe		1		1	0		0
Chef de service de police principal de 2éme classe		1		1	0		0
Chef de service de police		1		1	0		0
Brigadier Chef Principal		3		3	1		1
Gardien-brigadier		8		8	5		5
TOTAL		14		14	6		6
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j)		352	2	354	217	0	217

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine. (2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année : ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 30.09.26

C1

AGENTS CONTRACTUELS EN FONCTION AU 30.09.26	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent						
Attaché (2)	A	ADM				CDD
Rédacteur (2)	B	ADM	389			CDD
Adjoint d'animation (46)	C	ANIM				CDD
Adjoint administratif (5)	C	ADM				CDD
Éducateur jeunes enfants (1 à temps complet et 1 à temps non complet LAEP)	A	MS			L 332-13	CDD
Adjoint Technique à temps non complet et à temps complet (30)	C	TECH				CDD
Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe (1)	B	CULT				CDI
Animateur (1)	B	ANIM	389		L 332-13 et L 332-14	CDD
Auxiliaire de puériculture de classe normale (1)	B	MS	389		L 332-13	CDD
Adjoint du patrimoine (1)	C	CULT			L 332-13	CDD
ATSEM principal de 2ème classe (4)	C	MS	367		L 332-13	CDD
TOTAL des permanents (95)						
Agents occupant un emploi non permanent						
Collaborateur de Cabinet (1)					L333-1	CDD
Attaché LAEP à temps non complet (1)	A	MS	471		A	VACATAIRE
Parenthèse Marmots Psychologue à temps non complet (2)	A	MS			A	VACATAIRE
Superviseur LAEP à temps non complet (3h par mois) (1)	A	MS	-		A	VACATAIRE
Médecin à temps non complet (1)	A	MS	1027		A	VACATAIRE
Educateur des APS (1)	B	SPORT				CDD
Assistants artistiques Principaux de 2ème classe musique danse arts (23)	B	CULT	429		L-332-8-5	CDD
TOTAL des non permanents (29)						
TOTAL GENERAL DES AGENTS CONTRACTUELS (124)						
CAE-CUI, PEC (7)		OTR			A	A
Instituteur (34)		OTR			A	A

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.

TECH : Technique.

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain). S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique. SP : Sportif.

CULT : Culturel ANIM : Animation. PM : Police.

OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle). (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

- l'article L.332-23-1° : besoin lié à un accroissement temporaire d'activité,

- l'article L.332-23-2° : besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité,

- l'article L.332-24 : contrat de projet,

- l'article L.332-13 : remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,

- l'article L.332-14 : vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire,

- l'article L.332-8-1° : emploi permanent lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,

- l'article L.332-8-2° : emploi permanent lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement (recherche infructueuse de candidats statutaires) (quelle que soit la catégorie hiérarchique),

- l'article L.332-8-3° : emploi permanent dans les communes de moins de 1000 habitants ou les groupements de communes regroupant moins de 15000 habitants, pour tous les emplois (quel que soit le temps de travail et quelle que soit la catégorie),

- l'article L.332-8-4° : emploi permanent dans les communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1000 habitants, pendant une période de 3 années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création, pour tous les emplois (quel que soit le temps de travail et quelle que soit la catégorie),

- l'article L.332-8-5° : emploi permanent dans les autres collectivités territoriales ou établissements, pour tous les emplois à temps non complet lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %,

- l'article L.332-8-6° : emploi permanent des communes de moins de 2000 habitants et des groupements de communes de moins de 10000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public,

- l'article L.343-1 : certains emplois de direction,

- l'article L.333-1 : emploi de collaborateur de cabinet,

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026097-DE

- l'article L.333-12 : emploi de collaborateur de groupe d'élus.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « [illegible] contrats aidés »).

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026098-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026098-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/098

DÉLÉGATION : PERSONNEL MUNICIPAL, DIALOGUE SOCIAL, ÉTAT-CIVIL ET ÉLECTIONS
RAPPORTEUR : MONSIEUR MOHAMED EL ALLALI
OBJET : RETRAIT DE LA DÉLIBÉRATION N° 2026/067 DU 1ER JUILLET 2026 RELATIVE AU DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

Vu la délibération en date du 1er juillet 2026 transmise en préfecture le 03 juillet 2026 relative au droit à la formation des élus ;

Vu la réception d'un courrier le 3 septembre 2026, des services du contrôle de légalité de la Préfecture du Nord, émettant une observation et une préconisation juridique à des fins de complétude ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'approuver le retrait de la délibération n° 2026/067 du 1er juillet 2026.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026099-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026099-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/099

DÉLÉGATION : PERSONNEL MUNICIPAL, DIALOGUE SOCIAL, ÉTAT-CIVIL ET ÉLECTIONS
RAPPORTEUR : MONSIEUR MOHAMED EL ALLALI
OBJET : DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

Monsieur le Maire indique que le formation des élus est organisée par le Code Général des Collectivités territoriales et notamment par l'article L2123-12 du code général des collectivités territoriales qui précise que celle-ci doit être adaptée aux fonctions des conseillers municipaux.
Les organismes de formation doivent être agréés, Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article L2123-14 du code général des collectivités territoriales, les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la commune dans la limite de vingt et un jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.
Chaque élu pourra bénéficier, pour la durée du mandat, des droits à la formation selon ses souhaits.
La prise en charge de la formation des élus se fera selon les principes suivants :

- agrément des organismes de formations ;
- dépôt préalable aux stages de la demande de remboursement précisant l'adéquation de l'objet de la formation avec les fonctions de conseiller municipal ;
- liquidation de la prise en charge sur justificatifs des dépenses ;
- répartition des crédits et de leur utilisation sur une base égalitaire entre les élus ;
- les frais de déplacement, de séjour et de compensation des pertes de revenus donnent droit à un remboursement par la collectivité. Par contre, les sommes sont imputées au budget relatif aux mandats spéciaux et non à celui du droit à la formation.

Les thèmes privilégiés seront, notamment en début de mandat :

- les fondamentaux de l'action publique locale ;
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance aux différentes commissions ;
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits, ...) ;
- les formations favorisant l'efficacité collective (outils et méthodes de travail collectifs).

Il est proposé qu'une enveloppe budgétaire d'un montant égal à 5 % (seuil plancher) des indemnités de fonction soit consacrée chaque année à la formation des élus.
Chaque année, un débat aura lieu au vu du tableau récapitulatif des formations suivies, annexé au compte administratif.
Il est proposé aux membres du Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire de se prononcer sur le pourcentage fixé pour la formation des élus.

Article 1 :
Est proposé d'adopter la proposition de Monsieur le Maire.
Le montant des dépenses liées à la formation des élus locaux sera plafonné à 10 500 €.
Article 2 :
Est demandé d'inscrire les crédits correspondants au budget de l'exercice en cours.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 32

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/100

DÉLÉGATION : URBANISME, AMÉNAGEMENT URBAIN ET POLITIQUE FONCIÈRE
RAPPORTEUR : MADAME FREDERIQUE SEELS
OBJET : PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU 3) – PROCEDURE D'EVOLUTION DU PLU – LISTE DES DEMANDES PROPOSEES PAR LA COMMUNE

Le 28 juin 2024, la Métropole Européenne de Lille a approuvé son premier Plan local d'urbanisme couvrant 95 communes : le PLU 3. En décembre dernier, une première série d'évolutions a été approuvée par le Conseil métropolitain, témoignant de l'adaptation continue du PLU aux besoins du territoire.

Cette adaptation continue devra se poursuivre dans ce mandat notamment pour intégrer dans le PLU les objectifs de la loi Climat et Résilience adoptée en 2021, qui fixe l'objectif de « zéro artificialisation nette » à l'horizon 2050. Ce cap réinterroge les stratégies d'aménagement des territoires pour préserver les terres agricoles naturelles et forestières des effets de l'urbanisation.

S'est ainsi engagé dans tout le pays un important processus de refonte des documents d'urbanisme. Les Régions ont d'abord eu à réviser leurs Schéma Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) entre 2021 et 2024. Puis, les Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT) ont entamé leur révision afin de se mettre en compatibilité avec les orientations fixées par les SRADDET. Enfin, les Plans Locaux d'Urbanisme seront révisés pour intégrer les objectifs de la loi Climat Résilience qui auront été déclinés dans les SCoT.

La Région des Hauts-de-France a adopté son SRADDET modifié en novembre 2024. Le Syndicat Mixte du SCoT LILLE METROPOLE a engagé la révision du SCoT par délibération du 26 février 2025, dont la concertation est en cours. La Métropole Européenne de Lille (MEL) ne pourra engager la révision de son PLU qu'une fois le projet de nouveau SCoT stabilisé, et se dotera ainsi d'un PLU 4 révisé sur la seconde partie du mandat 2026-2032.

Au regard de ce calendrier, le Président de la Métropole Européenne de Lille a souhaité lancer une procédure d'évolution du PLU3 en cette fin d'année 2026. Ainsi, les équipes municipales peuvent solliciter des ajustements du document, sans devoir attendre la révision générale du document prévue en seconde partie de mandat.

Ces demandes d'ajustement, formulées par délibération des conseils municipaux, doivent s'inscrire dans les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU3, et rejoindre les objectifs de la politique d'aménagement portée par la Métropole Européenne de Lille.

Liste des demandes d'évolutions du PLU 3 proposées par la commune

Modification de notre ERL 1 (emplacement réservé logement) :

Nous souhaitons sortir les parcelles A3336 et A3335 de l'ERL 1 (en vert sur la carte ci-dessous). En effet, un permis de construire est en cours d'instruction pour un projet immobilier sur les parcelles A 2402 A 2403 et A3516 (en violet), les deux parcelles du dessous n'ayant pas vocation à être intégrées au projet, nous souhaitons les retirer.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/100



Modification de notre ERL 9 (emplacement réservé logement)

La ville de Faches-Thumesnil et la Métropole Européenne de Lille ont décidé de stopper l'acquisition des maisons de la cité Opsomer. En effet, l'acquisition amiable était devenue trop compliquée et aucun bilan d'opération ne permettait d'assurer la viabilité d'un projet immobilier. La présence de catiches compromet également la réalisation d'un projet de logements collectifs sur ces parcelles.
Le but sera plutôt de revendre les maisons (cible à déterminer) et de réaménager la cour; en accord avec le service Habitat de la MEL.
Le périmètre de l'ERL pourra donc être diminué, intégrant uniquement la carrosserie (A 3331) et la parcelle A 3330 – en vert sur la carte)



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/100

Instaurer une OAP (Orientation d'Aménagement et de programmation) sur la place Victor Hugo – en y intégrant la parcelle du Rouergue (AH 121)

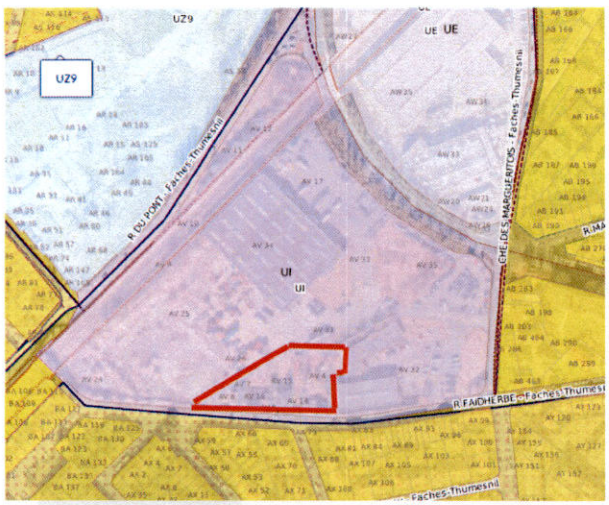
Exprimer de manière qualitative les ambitions et la stratégie de la commune sur plusieurs Thématiques : Aménagement-habitat-commerce-circulation.

Zone Auchan : Faire les modifications du PLU nécessaires pour l'atterrissage de l'étude urbaine en cours (changer le Zonage/ OAP). Sous réserve de la validation d'un projet par toutes les parties prenantes.

OAP (Orientation d'Aménagement et de programmation) de la JAPPE : Faire les modifications de l'OAP 18 conformément au besoin de la MEL (notamment sur le jardin partagé).

Sortir des parcelles de la zone UI (Zone Urbaine économique dédiée aux activités industrielles et artisanales)

Certaines parcelles sont dans la zone UI alors que ce sont des habitations. Nous aimerions régulariser cela et les intégrer dans le zonage l'USE4.2. Il s'agit des parcelles : AV 8 AV7 AV 16 AV 6- AV 15 AV 14 et AV4.



IPEN (Inventaire du Patrimoine Métropolitain)

Enregistrer un noyer 198 rue Anatole France, sur la parcelle au classement des IPEN



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/100

Enregistrer un noyer (Juglans) planté en 1933 au 35 rue Kleber au classement des IPEN



Jardins Familiaux : Nous avons constaté que les jardins familiaux de la rue Jean Jaurès (Parcelle AN 37) ne sont pas répertoriés au PLU. Nous souhaitons ajouter l'indice « jardin familiaux ».



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/100

Suppression du PAPAG (Périmètre d'attente d'un projet d'aménagement global) route d'Arras

Au vu de l'étude urbaine en cours, nous souhaitons retirer le PAPAG et inscrire au PLU des outils plus adéquats.

Nous aimerions réétudier la question des hauteurs, notamment en secteur NR/16 en dehors de la route d'Arras – Nous souhaiterions plutôt faire du R+3 + attiques ;



Nous souhaitons instaurer un indice N sur la partie nord de la commune (à Thumesnil – au-dessus du passage à niveau) pour informer les habitants sur l'état de pollution des sols.

Avis du Conseil Municipal :

Au regard de ces éléments et après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil municipal, de solliciter l'examen par la Métropole Européenne de Lille (MEL), dans le cadre de sa prochaine procédure d'évolution du PLU, de l'ensemble des demandes exposées dans la présente délibération.
Monsieur le maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.
Monsieur Stéphane HOJAIRY s'abstient de participer aux débats et au vote de la délibération.
Après examen et débat, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU)

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026101-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026101-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/101

DÉLÉGATION : URBANISME, AMÉNAGEMENT URBAIN ET POLITIQUE FONCIÈRE
RAPPORTEUR : MADAME FREDERIQUE SEELS
OBJET : ACQUISITION D UN GARAGE 64 RUE ÉMILE ZOLA

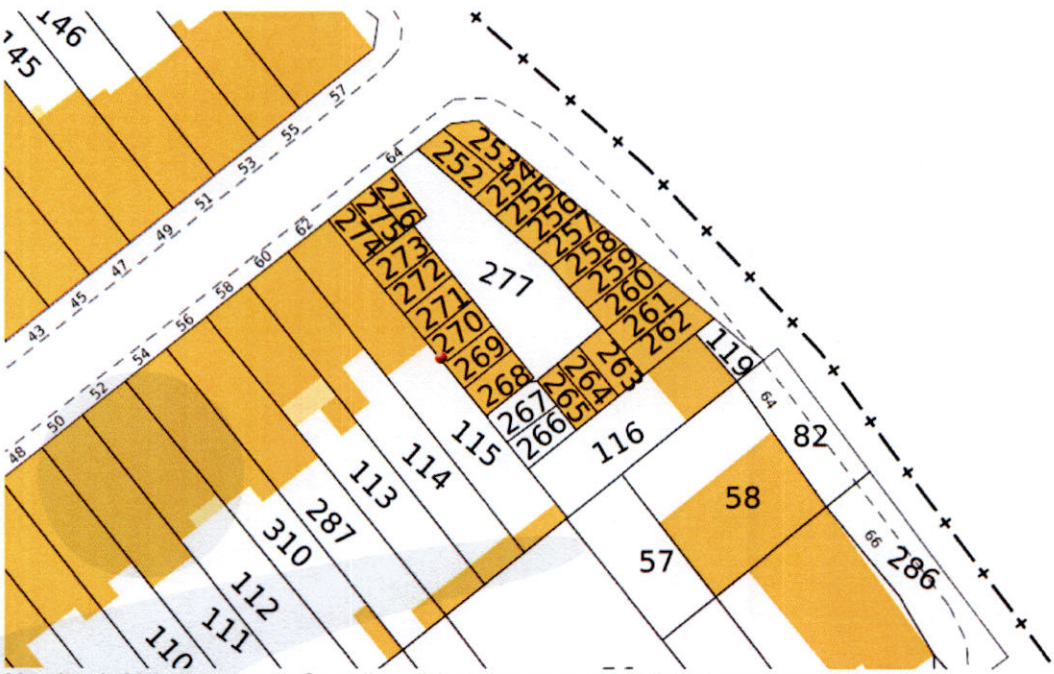
Monsieur le Maire rappelle que l'ensemble des garages sis 64 rue Émile Zola à Faches-Thumesnil sont dans le périmètre d'un emplacement réservé de superstructure - ERS – (pour la construction d'équipements scolaires, sanitaires, sportifs, sociaux, culturels ou administratifs) dans le Plan Local d'Urbanisme. Cela signifie que la ville peut devenir propriétaire par préemption ou achat amiable des différents garages dans le but de réaliser, à terme, un projet d'utilité publique.

Monsieur le Maire indique avoir été sollicité par les propriétaires du bien sis AH 270 dans le cadre d'une vente amiable. Dans ce contexte, ils proposent l'acquisition de ce bien au prix de 15 000 euros.

Dans l'attente de la réalisation de ce projet, et de l'acquisition des différents biens figurant dans le périmètre, le garage ne resterait pas vacant et pourrait être mis en location.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de l'autoriser à :

- acquérir le bien en question ;
- signer l'ensemble des documents relatifs à l'achat du bien ;
- payer le montant des frais liés à la procédure.



Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.
Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/102

DÉLÉGATION : TRANSITION ÉCOLOGIQUE
RAPPORTEUR : MONSIEUR MATHIEU ROUX
OBJET : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION ADAV (ASSOCIATION DROIT AU VÉLO) POUR 2026
PIÈCE JOINTE : CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ACCOMPAGNEMENT AU DÉVELOPPEMENT ET À LA PROMOTION DE LA PRATIQUE DU VÉLO

Pour veiller à la santé publique tant en favorisant les déplacements actifs, qu'en limitant l'usage des véhicules individuels motorisés, la ville de Faches-Thumesnil a fait le choix de soutenir l'association ADAV (Association Droit Au Vélo) afin de développer la pratique du vélo, par des aménagements de voirie, des stationnements plus nombreux, et, des incitations des citoyens à son usage.

Cette association spécialisée dans l'accompagnement au développement et à la promotion de la pratique du vélo, participe activement depuis 2021 aux réunions et aux réflexions organisés par la ville de Faches-Thumesnil où elle apporte son expertise d'usager reconnue pour développer le réseau cyclable. Elle propose des solutions d'aménagement à court, moyen et long terme. Elle contribue à la promotion de l'usage du vélo et de l'écomobilité sur le territoire de la commune.

La convention touchant à son terme, il apparaît utile et nécessaire de procéder à son renouvellement.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de partenariat entre la ville de Faches-Thumesnil et l'ADAV (Association Droit Au Vélo), ainsi que toutes les pièces afférentes et nécessaires à l'exécution de ce dossier ;

- d'imputer la dépense correspondante dans la limite des crédits inscrits au BP 2026.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.
Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

FACHES THUMESNIL

Convention de partenariat 2026 - ADAV - Association Droit Au Vélo

La présente convention a pour but de fixer les conditions de partenariat,

Entre :

La Ville de Faches-Thumesnil, Hôtel de Ville, 50, rue Jean Jaurès, 59155 FACHES-THUMESNIL, représentée par son Maire, Monsieur Brice LAURET,

Désignée ci-après « la Ville de Faches-Thumesnil »,
agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2026

D'une part,

Et :

L'Association Régionale Droit au Vélo - ADAV , régie par la loi du 1 juillet 1901 et régulièrement déclarée à la Préfecture de Lille, ayant son siège social au 5 rue Jules de Vicq, 59 800 Lille, représentée par son Président en exercice, M. Yannick PAILLARD,

Désignée ci-après « L'ADAV»,

D'autre part.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Considérant que le baromètre de cyclabilité de la Fédération des Usagers de la Bicyclette avait octroyé en 2021 la note de G sur une échelle de A à G pour notre ville, démontrant l'ampleur des changements à réaliser pour y améliorer fortement la cyclabilité,

Considérant qu'avec une amélioration de 34 %, cette note est passée à C en 2025 grâce aux solutions coconstruites entre la municipalité, le groupe de travail « Vélo et mobilités actives » et l'ADAV, démontrant de fait leur efficacité,

Considérant que l'objet de l'ADAV, tel qu'il est défini à l'article 2 de ses statuts, est de :

- Promouvoir et faciliter les mobilités actives (la marche et le vélo) et de manière générale, tous les modes de déplacement respectueux de l'environnement comme moyens de circulation privilégiés et alternatifs à la voiture individuelle ;
- Œuvrer à la sécurité des cyclistes et des piétons ;
- Lutter par tous les moyens légaux contre les manifestations de violence routière et d'incivilité dont sont ou peuvent être victimes les cyclistes et les piétons ;
- Promouvoir les solutions d'urbanisme apaisé (zone piétonne, ville 30, zone de rencontre…)
- Prévenir les accidents de la circulation notamment lors de la conception et la réalisation d'aménagement de voirie ;
- Défendre et promouvoir les bienfaits de la mobilité active en termes de santé publique, de protection de l'environnement et de lutte contre les dérèglements climatiques… ;
- Faciliter la multimodalité intégrant les mobilités actives notamment avec les transports collectifs

La ville de Faches-Thumesnil renouvelle son soutient à l'ADAV pour ses activités qui contribuent à la réalisation de son objet.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de l'Association et de la Ville.

ARTICLE 2 : CORRESPONDANTS DES DEUX PARTIES

Le correspondant pour la Ville de Faches-Thumesnil sera le Service Urgences Écologiques et Citoyenneté, représenté par sa directrice, Madame TORDOIR Hélène, qui assurera la coordination avec les autres services municipaux concernés par cette action.

Le correspondant pour l'ADAV, Julien Vitse, Chargé de concertation.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION ADAV

L'Association s'engage à :

- Participer activement aux réunions et réflexions organisés par la Ville pour la mise au point de sa politique cyclable et plus généralement de l'écomobilité ;
- Apporter son expertise d'usager reconnue pour développer le réseau cyclable (cela comprend les véloroutes et les voies vertes) en participant à des réunions de travail avec la Ville de Faches-Thumesnil. Proposer des solutions d'aménagement à court, moyen et long terme
- Contribuer à la promotion de l'usage du vélo et de l'écomobilité sur le territoire de la commune par sa participation à l'élaboration et à la conduite d'actions de communication et de sensibilisation en direction des usagers et du grand public en collaboration avec la Ville. Ces actions porteront principalement sur l'organisation ou la participation à des évènements de promotion de l'écomobilité.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE FACHES-THUMESNIL

En contrepartie, la Ville s'engage à :

- Considérer l'Association comme un partenaire privilégié en l'associant étroitement à ses projets en faveur des cyclistes et de l'écomobilité et à instaurer des rencontres régulières avec ses services élaborant les projets afin notamment de développer une approche partagée ;
- **A verser la somme de 2 000€** par an pour aider l'association à mener à bien les actions décrites précédemment dans le cadre de son action générale et de celle du centre Ressource Régional en écomobilité (CREM) qu'elle anime.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DU SECTEUR D'INTERVENTION

Il est précisé que les actions de promotion du vélo et de l'écomobilité porteront sur des interventions ponctuelles. Toutes actions lourdes en temps d'investissement sortant du cadre de la présente convention devront faire l'objet d'autres modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention est conclue pour une année à compter de sa notification.

ARTICLE 7 : MONTANT DE LA PARTICIPATION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

La Ville accordera à l'Association la **somme annuelle de 2000 €** afin de soutenir financièrement la réalisation des objectifs de l'association énoncés à l'article 1.

Cette somme sera versée à la signature de la convention en 2026 sur le compte de l'association.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DES ACTIONS

Les actions de promotion réalisées au cours de l'année seront définies conjointement et une réunion de bilan annuel sera organisée pour faire le point de l'année écoulée, apporter le cas échéant les adaptations aux méthodes de travail, et définir conjointement les axes d'intervention prioritaires pour l'année à venir.

ARTICLE 9 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association s'engage à respecter les prescriptions de ses statuts pour son organisation et pour le fonctionnement de ses instances décisionnelles.

L'association s'assure par tout moyen :

- De la tenue exacte et sincère d'une comptabilité respectant le plan comptable révisé ;
- De la tenue et de leur transmission à la Ville ;
- D'un rapport annuel d'activité quantitatif et qualitatif ;
- D'un rapport annuel financier comportant les documents comptables et budgétaires suivants : bilan, compte de résultat.

Ces documents seront envoyés au plus tard au premier semestre de l'année suivant celle de réalisation ;

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La Ville se réserve le droit de contrôler, à tout moment sur pièce et sur place et sans préavis, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des activités de l'Association, ainsi que tous documents budgétaires et comptables.

ARTICLE 11: RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente ou en cas de faute caractérisée de l'association Droit au vélo (par exemple fraude fiscale, falsification de la comptabilité, etc. …), celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.
Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part de la Ville.

ARTICLE 12 : PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

L'association s'engage par ailleurs à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière de la Ville au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias.

ARTICLE 13 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Une attestation d'assurance devra être adressée à la Ville à la signature de la présente convention, et à chaque échéance ou changement de contrat.

L'ADAV demeure entièrement et seule responsable des dommages matériels, immatériels et corporels, consécutifs ou non, qui pourraient résulter des opérations entreprise dans le cadre de cette action sans que la responsabilités de la Ville ne puisse être recherchée pour quelque cause que ce soit.

A ce titre l'association devra se couvrir par une assurance appropriée, pour tous les dommages et risques encourus par ses membres et le public amené à participer à ses activités.

Tout sinistre devra faire l'objet d'une déclaration immédiate adressée à la Ville avec copie de la déclaration adressée à la compagnie d'assurance de l'association.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026102-DE

ARTICLE 14 : RÈGLEMENT D'ÉVENTUELS LITIGES

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

En cas d'échec, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lille.

La présente convention est soumise au droit français.

ARTICLE 15 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Aucune modification à cette convention ne pourra être déduite de la passivité de la Ville, ou de simples tolérances, quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la Ville restant toujours libre d'exiger la stricte application des clauses et conditions de la présente convention.

Fait à Faches-Thumesnil en deux exemplaires originaux, le .....

Pour la Ville,
Le Maire,

Brice LAURET

Pour l'association ADAV,
Le Président,

M. Yannick PAILLARD

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026103-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : **24 SEPTEMBRE 2026**
DATE DE PUBLICATION : **24 SEPTEMBRE 2026**

NOMBRE DE CONSEILLERS :

En exercice :	**33**
Présents :	**31**
Votants :	**33**

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026103-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/103

DÉLÉGATION : TRANSITION ÉCOLOGIQUE
RAPPORTEUR : MADAME FRÉDÉRIQUE SEELS
OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT 2026 -2027 AVEC L'ASSOCIATION REPAIR CAFE
PIÈCE JOINTE : CONVENTION DE PARTENARIAT

Depuis septembre 2021, la ville de Faches-Thumesnil a mis en œuvre le volet « Réduction des déchets » de l'axe de travail « Consommation Responsable » avec notamment l'accompagnement des citoyens bénévoles à la création d'un Repair Café.

Après 5 ans d'existence et plus d'une tonne de déchets évités, le collectif de citoyens bénévoles a choisi de se structurer en se constituant en association afin de pérenniser et d'autonomiser cette action.

Considérant qu'il est nécessaire de formaliser les nouveaux engagements de chacun, il convenait donc d'établir une convention de partenariat.

Il est demandé aux membres du Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de partenariat entre la ville de Faches-Thumesnil et l'Association Repair Café, ainsi que toutes les pièces afférentes et nécessaires à l'exécution de ce dossier ;

- d'imputer la dépense correspondante (1 000 € par an) dans la limite des crédits inscrits au BP 2026.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026103-DE

FACHES-THUMESNIL

Convention de partenariat 2026 / 2027
Association Repair Café Faches-Thumesnil

La présente convention a pour but de fixer les conditions de partenariat,

Entre :

La Ville de Faches-Thumesnil, Hôtel de Ville, 50, rue Jean Jaurès, 59155 FACHES-THUMESNIL, représentée par son Maire, Monsieur Brice LAURET,

Désignée ci-après « la Ville de Faches-Thumesnil »,
agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 30 septembre 2026

D'une part,

Et :

L'Association Repair Café Faches-Thumesnil, régie par la loi du 1 juillet 1901 et régulièrement déclarée à la Préfecture de Lille, ayant son siège social au 52, rue Emile Zola, 59155 Faches-Thumesnil, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Carine GERMANEAU,

Désignée ci-après « l'Association Repair Café»,

D'autre part.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

La ville de Faches-Thumesnil soutient l'Association Repair Café pour ses activités qui contribuent à la réalisation de son objet.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de l'Association Repair Café et de la Ville de Faches-Thumesnil.

ARTICLE 2 : CORRESPONDANTS DES DEUX PARTIES

Le correspondant pour la Ville de Faches-Thumesnil sera le Service Urgences Écologiques et Citoyenneté, représenté par sa directrice, Madame TORDOIR Hélène, qui assurera la coordination avec les autres services municipaux concernés par cette action.

Le correspondant pour l'Association Repair Café sera Madame Carine GERMANEAU, sa Présidente.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION REPAIR CAFÉ

L' Association Repair Café s'engage à :

- Apporter son expertise et participer aux réflexions de la ville de Faches-Thumesnil concernant la Consommation Responsable et plus particulièrement de la réduction des déchets ;
- **Organiser 10 fois par an le Repair Café à l'espace SolACiTé**
- Participer à l'élaboration et à la conduite d'**une action par an en direction du grand public** ou de publics ciblés par la Ville de Faches-Thumesnil (public scolaire, public centres sociaux, autres).

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026103-DE

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE FACHES-THUMESNIL

En contrepartie, la Ville s'engage à :

- Considérer l' Association Repair Café comme un partenaire privilégié en l'associant étroitement à ses projets en faveur de la consommation responsable et à instaurer des rencontres avec ses services élaborant les projets afin notamment de développer une approche partagée ;
- A verser une subvention annuelle de fonctionnement pour aider l' Association Repair Café à mener à bien les actions décrites précédemment dans le cadre de son action générale.
- A poursuivre la mise à disposition du hall et de la salle de réunion de l'espace SolACiTé pour les 10 ateliers de réparations, en général chaque deuxième samedi du mois, de 13h30 à 18h30 et du matériel du service Urgences Écologiques et Citoyenneté (desserte à outils, aspirateur, compresseur, etc.) sauf demande exceptionnelle
- A leur laisser à disposition le bureau n°4 du service Urgences Écologiques et Citoyenneté où ils pourront sécuriser leur matériel et leur outillage.

ARTICLE 5 : DÉFINITION DU SECTEUR D'INTERVENTION

Il est précisé que les actions de sensibilisation porteront sur des interventions ponctuelles. Toutes actions lourdes en temps d'investissement sortant du cadre de la présente convention devront faire l'objet d'autres modalités de mise en œuvre.

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA PRÉSENTE CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention est conclue pour 2 ans à compter de sa notification et elle est révisable chaque année.

ARTICLE 7 : CONDITIONS FINANCIÈRES

La Ville accordera à l' Association Repair Café la **somme annuelle de 1 000 € qui** sera versée à la signature de la convention en 2026 et à sa date anniversaire en 2027.

ARTICLE 8 : ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DES ACTIONS

Chaque année, une réunion de bilan sera organisée par le service Urgences Écologiques et Citoyenneté pour faire le point et apporter le cas échéant les adaptations nécessaires.

ARTICLE 9 : AUTRES ENGAGEMENTS

L' Association Repair Café s'engage à respecter les prescriptions de ses statuts pour son organisation et pour le fonctionnement de ses instances décisionnelles. L' Association Repair Café s'assure par tout moyen :

- de la tenue exacte et sincère d'une comptabilité ;
- de la tenue et de la transmission à la Ville ;
  - d'un rapport annuel d'activité quantitatif et qualitatif ;
  - d'un rapport annuel financier comportant les documents comptables et budgétaires suivants : bilan, compte de résultat.

Ces documents seront envoyés au plus tard au premier semestre de l'année suivant celle de réalisation.

ARTICLE 10 : CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

La Ville se réserve le droit de demander des informations, par un.e agent.e désigné.e à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des activités de l'Association Repair Café, ainsi que tous documents budgétaires et comptables.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

L' Association Repair Café s'engage par ailleurs à faire apparaître sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels la participation financière de la Ville au moyen de l'apposition de son logo et à faire mention de cette participation dans ses rapports avec les médias.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026103-DE

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

L'Association Repair Café demeurera responsable de tous les accidents, dégâts et dommages causés par le fait de ses activités, de son personnel et du matériel utilisé, et devra pour ce faire contracter une assurance la couvrant contre les risques inhérents et garantissant les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers. Cette garantie devra être suffisante, et illimitée pour ce qui concerne les dommages corporels. La responsabilité de la Ville ne saurait alors être recherchée.
A ce titre, l' Association Repair Café devra se couvrir par une assurance appropriée, pour tous les dommages et risques encourus par ses membres et le public amené à participer à ses activités et fournir une attestation d'assurance à la Ville à la signature de la présente convention, et à chaque échéance ou changement de contrat.
En outre, l'association renoncera à tout recours contre la Ville en cas de blessure (quelle qu'en soit sa gravité), de désordre ou dommage à ses installations, survenus lors d'un incident qui ne relèverait pas de la Responsabilité Civile de celle-ci. L'association renonce à tout recours en responsabilité contre la Ville en cas de vol ou tout acte délictueux dont il pourrait être victime dans les lieux mis à disposition, la Ville n'assumant notamment aucune obligation de surveillance.
Tout sinistre devra faire l'objet d'une déclaration immédiate adressée à la Ville avec copie de la déclaration adressée à la compagnie d'assurance de l'Association Repair Café.

ARTICLE 13 : RÈGLEMENT D'ÉVENTUELS LITIGES

La présente convention est soumise au droit français. En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.
En cas d'échec, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Lille.

ARTICLE 14 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
Aucune modification à cette convention ne pourra être déduite de la passivité de la Ville, ou de simples tolérances, quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la Ville restant toujours libre d'exiger la stricte application des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'évolution substantielle du projet d'origine, de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente ou en cas de faute caractérisée de l'Association Repair Café (par exemple fraude fiscale, falsification de la comptabilité, etc.), celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part de la Ville.

Fait à Faches-Thumesnil en deux exemplaires originaux, le .....

Pour la Ville,
Le Maire,

Brice LAURET

Pour l'Association Repair Café,
La Présidente,

Carine GERMANEAU

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/104

DÉLÉGATION : TRANSITION ÉCOLOGIQUE
RAPPORTEUR : MADAME FRÉDÉRIQUE SEELS
OBJET : PROJET VIVONS LOWTECH LEVEN - AVENANT N°1 À LA CONVENTION ENTRE OPÉRATEURS RELATIF À L'INTÉGRATION DE LA VILLE DE FACHES-THUMESNIL EN TANT QUE PARTENAIRE DU PROJET
PIÈCE JOINTE : AVENANT N°1

Le projet « Vivons LowTech Leven » (VLL) constitue une initiative transfrontalière visant à promouvoir l'adoption de solutions low-tech dans le domaine de l'habitat et de la transition écologique à travers des actions de sensibilisation, d'expérimentation et de formation associant plusieurs partenaires français et belges.

Par la décision municipale n° 2026/001 du 02 février 2026, le Conseil municipal a approuvé la candidature de la ville de Faches-Thumesnil au projet « Vivons LowTech Leven » (VLL) dans le cadre du programme INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen par laquelle il était sollicité, sur l'enveloppe FEDER existante, pour les périodes 4 à 8 du projet entre 2026 et 2028, la somme de 143 680 €.

Considérant que les animateurs territoriaux du programme et les membres du comité de suivi du fonds Interreg France Wallonie Vlaanderen ont accordé la subvention à la ville de Faches-Thumesnil en validant le passage de "partenaire associé" à celui d'"opérateur partenaire", il est nécessaire aujourd'hui de formaliser ces nouvelles dispositions.

Conformément à l'article 5.2 de la convention de partenariat entre opérateurs relative à la mise en œuvre du projet "0100008 – VLL", il convient de conclure un avenant car l'ajout d'un opérateur partenaire constitue une modification majeure du projet.

L'intégration de la ville de Faches-Thumesnil en qualité d'opérateur partenaire du projet a donc donné lieu à la rédaction d'un Avenant n°1. Cet avenant a été rédigé par le fonds INTERREG et transmis au chef de file en date du 25 août 2026.
Cet avenant :

- acte l'entrée de la ville de Faches-Thumesnil comme opérateur partenaire du projet ;
- modifie l'article 12.2 de la convention initiale afin d'y intégrer les coordonnées bancaires de ce nouvel opérateur ;
- précise que l'ensemble des autres dispositions de la convention entre opérateurs signée le 31 août 2024 demeure inchangé et continue de s'appliquer à l'ensemble des partenaires, y compris à la ville de Faches-Thumesnil.

Cette évolution du partenariat est conforme aux dispositions du programme INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen et permet de renforcer la portée territoriale du projet.

Il est demandé aux membres du Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention et de l'avenant n°1,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et l'avenant n°1, ainsi que toutes les pièces afférentes et nécessaires à l'exécution de ce dossier.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.
Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Interreg

Cofinancé par l'Union Européenne
Medegefinancierd door de Europese Unie

France – Wallonie – Vlaanderen

PROGRAMME TRANSFRONTALIER INTERREG VI
GRENSOVERSCHRIJDEND INTERREG VI-PROGRAMMA
FRANCE - WALLONIE - VLAANDEREN

AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE OPERATEURS
AANHANGSEL Nr.1 OVEREENKOMST TUSSEN PROJECTPARTNERS

RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET
VOOR DE UITVOERING VAN HET PROJECT

« 0100008 – VLL»

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Vu le RÈGLEMENT (UE) 2021/1060 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas
Gelet op VERORDENING (EU) 2021/1060 VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een Rechtvaardige Transitie en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken, Visserij en Aquacultuur, en tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op deze Fondsen en op het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid,

Vu le RÈGLEMENT (UE) 2021/1058 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion
Gelet op VERORDENING (EU) 2021/1058 VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD van 24 juni 2021 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en het Cohesiefonds,

Vu le RÈGLEMENT (UE) 2021/1059 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL
du 24 juin 2021 portant dispositions particulières relatives à l'objectif «Coopération territoriale européenne» (Interreg) soutenu par le Fonds européen de développement régional et les instruments de financement extérieur
Gelet op VERORDENING (EU) 2021/1059 VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD van 24 juni 2021 houdende specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Europese territoriale samenwerking" (Interreg) die wordt ondersteund door het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en de externe financieringsinstrumenten,

Vu l'approbation du programme de coopération INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen par les Autorités partenaires du programme lors de la réunion du Comité de Suivi INTERREG V du 21 octobre 2022,
Gelet op de goedkeuring van het samenwerkingsprogramma INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen door de Partnerautoriteiten van het programma tijdens de bijeenkomst van het Comité van Toezicht INTERREG V van 21 oktober 2022,

Vu la convention de partenariat et son avenant du 8 février 2024, relative à la gestion, le financement, la mise en œuvre et le suivi du programme ainsi que le contrôle des dépenses signée le 7 octobre 2022,
Gelet op Partnerschapsovereenkomst en het addendum van 8 februari 2024, aanhangsel betreffende het beheer, de financiering, de uitvoering en de follow-up van het programma en de controle van de uitgaven, ondertekend op 7 oktober 2022,

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Vu l'approbation du programme de coopération INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen par la Commission européenne du 29 novembre 2022 – Décision CCI 2021TC16RFCB039 et la décision modificative C(2023)8042 du 20 novembre 2023,

Gelet op de goedkeuring van het samenwerkingsprogramma INTERREG VI France-Wallonie-Vlaanderen door de Europese Commissie van 29 november 2022 – Besluit CCI 2021TC16RFCB039 en wijzigingsbesluit C(2023)8042 van 20 november 2023,

Vu les documents de référence applicables au programme, dont copie est disponible aux soussignés via le site internet du programme et via l'application de gestion du programme ci-après dénommée Jems,
Gelet op de referentiedocumenten die van toepassing zijn op het programma, waarvan een kopie beschikbaar is voor ondergetekenden via de website van het programma en via de beheerapplicatie van het programma, hierna Jems genaamd,

Vu le formulaire de candidature en date du 02/04/2026 sollicitant le concours communautaire du FEDER au titre de l'axe prioritaire "Renforcer la résilience et l'adaptation des territoires face aux risques liés au changement climatique" objectif spécifique 2.4,
Gelet op de kandidatuuraanvraag van 02/04/2026 waarin de communautaire steun van het EFRO wordt gevraagd uit hoofde van prioritaire as "De veerkracht, de samenwerking en de aanpassing van de gebieden aan de risico's van klimaatverandering versterken", specifieke doelstelling 2.4,

Vu la convention entre opérateurs signée en date du 31/08/2024, relative à la gestion, au financement, à la mise en œuvre et au suivi du projet «VLL»,
Gelet op de overeenkomst tussen projectpartners getekend op 31/08/2024, *met betrekking tot het beheer, de financiering, de uitvoering en de opvolging van het project* «VLL»,

Vu la demande d'intégration d'un nouvel opérateur partenaire dans le projet,
Gelet op de aanvraag om een nieuwe projectpartner in het project op te nemen,

Vu l'attestation/les attestations d'engagement signée(s) par le(s) opérateur(s) partenaire(s) entrant(s) repris en **annexe 1** du présent avenant,
Gelet op het vastleggingsattest dat is /de vastleggingsattesten die zijn ondertekend door de nieuwe projectpartner(s), weergegeven in ***bijlage 1*** *van dit aanhangsel,*

Vu le formulaire de candidature, le budget et le plan de financement adaptés présentés en **annexe 2** du présent avenant,
Gelet op het aanvraagformulier, het budget en de financieringsplannen, die zijn aangepast en voorgelegd in ***bijlage 2*** *van dit aanhangsel.*

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

ENTRE D'UNE PART,

Ville de Roubaix

Représenté par Monsieur David GUIRAUD

Ci-après dénommé **« l'opérateur chef de file »**

ET D'AUTRE PART,

Ville de Faches-Thumesnil

Représenté par Monsieur Brice Lauret

Ci-après dénommé **« l'opérateur entrant »**

Cluster Eco-construction ASBL
Représenté par Anne-Michèle Janssen

Centrale Lille
Représenté par Thomas Maurer

IDETA
Représenté par Christophe Bonchoux

IPALLE
Représenté par *Laurent Dupont*

Sciences Po Lille
Représenté par Etienne Peyrat

Université catholique de Louvain
Représenté par Agnès Guiderdoni

Vilogia
Représenté par Frédéric Lauprêtre

Ci-après dénommés **« les opérateurs partenaires »**

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

TUSSEN ENERZIJDS,

Ville de Roubaix

Vertegenwoordigd door Monsieur David GUIRAUD

Hierna genoemd ***"de Projectleider"***

EN ANDERZIJDS,

Ville de Faches-Thumesnil
Vertegenwoordigd door Monsieur Brice Lauret

Hierna genoemd ***"de nieuwe Projectpartner",***

Cluster Eco-construction ASBL
Vertegenwoordigd door Anne-Michèle Janssen

Centrale Lille
Vertegenwoordigd door Thomas Maurer

IDETA
Vertegenwoordigd door Christophe Bonchoux

IPALLE
Vertegenwoordigd door Laurent Dupont

Sciences Po Lille
Vertegenwoordigd door Etienne Peyrat

Université catholique de Louvain
Vertegenwoordigd door Agnès Guiderdoni

Vilogia
Vertegenwoordigd door Frédéric Lauprêtre

Hierna genoemd ***"de Projectpartners"***

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

WORDT HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Article 1 : intégration des coordonnées bancaires de(s) opérateur(s) entrant(s)

L'article 12.2 de la convention entre opérateurs dans le cadre du projet intitulé « VLL» est modifié afin d'y inclure le(s) compte(s) de(s) opérateur(s) entrant(s), à savoir :

- Ville de Faches-Thumesnil : 30001 00468 D5970000000 60

Artikel 1: integratie van de bankgegevens van de nieuwe projectpartner(s)

Het artikel 12.2 van de overeenkomst tussen projectpartners in het kader van het project " VLL" is gewijzigd om de bankrekeningen van de nieuwe projectpartner(s) op te nemen, met name:

- Ville de Faches-Thumesnil : 30001 00468 D5970000000 60

Article 2 : maintien des autres dispositions

A l'exception des modifications apportées à l'article 12.2 de la convention entre les opérateurs du projet « VLL » en date du 31/08/2024, les autres articles demeurent inchangés et conservent leur pleine application en ce compris pour l'opérateur « Ville de Faches-Thumesnil ». Ce dernier reconnaît avoir reçu copie de la convention originelle.

Artikel 2: behoud van de andere bepalingen

*Met uitzondering van de wijzigingen in het artikel 12.2 van de overeenkomst tussen de projectpartners van het project "*VLL*" op* 31/08/2024*, de andere artikels blijven ongewijzigd en volledig van toepassing, inclusief voor de projectpartner "Ville de Faches-Thumesnil". Deze laatste erkent een kopie van de originele overeenkomst te hebben ontvangen.*

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Fait à ……, le …… en autant d'exemplaires que de parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Gedaan te ……, op …… in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarvan iedere partij erkent zijn exemplaar te hebben ontvangen.

Pour l'Opérateur chef de file Ville de Roubaix,
Voor de Projectleider Ville de Roubaix
David GUIRAUD

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur Ville de Faches-Thumesnil,
Voor Projectpartner Ville de Faches-Thumesnil,
Brice Lauret

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur Cluster Eco-construction ASBL,
Voor Projectpartner Cluster Eco-construction ASBL,
Anne-Michèle Janssen

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur Centrale Lille,
Voor Projectpartner Centrale Lille,
Thomas Maurer

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur IDETA,
Voor Projectpartner IDETA,
Christophe Bonchoux

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur IPALLE,
Voor Projectpartner IPALLE,
Laurent Dupont

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur SciencesPoLille,
Voor Projectpartner SciencesPoLille,
Eienne Peyrat

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur Université catholique de Louvain,
Voor Projectpartner Université catholique de Louvain,
Agnès Guiderdoni

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026104-DE

Pour l'Opérateur Vilogia,
Voor Projectpartner Vilogia,

Frédéric Lauprêtre

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/105

DÉLÉGATION : TRANSITION ÉCOLOGIQUE
RAPPORTEUR : MADAME FRÉDÉRIQUE SEELS
OBJET : BUDGET PARTICIPATIF MÉTROPOLITAIN N°2
PIÈCES JOINTES : CONVENTION PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - PRÉSENTATION

La Métropole Européenne de Lille (MEL) à travers le Budget Participatif Métropolitain (BPM) souhaite renforcer le dialogue citoyen et favoriser l'initiative citoyenne en invitant les habitants à se mobiliser et proposer des projets d'intérêt général.

Lancée en 2025, cette deuxième édition du Budget Participatif Métropolitain (BPM) a offert la possibilité aux Faches-Thumesnilois de proposer des projets sur la thématique « nature et biodiversité » afin de contribuer à leur renforcement, à leur préservation et à leur valorisation.

Sur les 137 projets déposés, la commission citoyenne a sélectionné 35 projets lauréats dont cinq à Faches-Thumesnil, quatre d'entre eux avaient par ailleurs été déposés par le groupe de travail citoyen « Biodiversité » :

- Mare au square Flandres ;
- Des chauves-souris dans les catiches du parc de la Croisette ;
- Mare et verger au parc Jean Jaurès ;
- Mare et jardin de pluie au complexe Merchier.

La phase d'étude et de programmation touchant à sa fin, les travaux vont pouvoir commencer dès la fin de cette année.

Considérant que pour exécuter ces travaux, il est nécessaire de formaliser avec la Métropole Européenne de Lille l'occupation du domaine public sous forme de convention ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention portant autorisation d'occupation du domaine public, et toutes pièces afférentes et nécessaires à l'exécution de ce dossier.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Convention

portant autorisation d'occupation du domaine public de la Commune de Faches-Thumesnil

au profit de la Métropole Européenne de Lille

(Convention d'occupation temporaire du domaine public – Projets N°4167 ; N°4159 ; N°4156 ; N°4158)

Entre : La Ville de Faches-Thumesnil

Représentée par M. Brice Lauret

Ci-après dénommée « la Ville de Faches-Thumesnil », d'une part,

Et : La Métropole européenne de Lille, l'occupant,

Sise à l'hôtel de la Métropole, 2 Boulevard des Cités Unies, CS 70043, 59040 LILLE CEDEX,

Représentée par son Président Éric Skyronka

Ci-après dénommée « la MEL », d'autre part,

Considérant que le code général de la propriété des personnes publiques organise la faculté pour les collectivités territoriales d'autoriser l'occupation privative de leur domaine public ;

Considérant que les articles L2122-1 et suivants du même code disposent que l'occupation du domaine public doit être autorisée par un titre, cette occupation est temporaire et l'autorisation est précaire et révocable ;

Considérant L. 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales portant sur les compétences de la Métropole, notamment la compétence « actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager »

Considérant la délibération N°21 C 0349 relative à la mise en place d'une ingénierie métropolitaine dans le cadre de la Charte de la participation citoyenne et l'aide à l'initiative citoyenne et l'accompagnement des communes ;

Considérant la délibération N° 25-C-0079 - Budget Participatif Métropolitain - 2ème édition

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Étant préalablement exposé que :

La MEL à travers le budget participatif métropolitain (BPM) renforce le dialogue citoyen et favorise l'initiative citoyenne en invitant les habitants à se mobiliser et proposer des projets d'intérêt général.

Lancée en 2025, cette deuxième édition du BPM a offert la possibilité aux citoyens de proposer des projets sur la thématique « nature et biodiversité » :

- Plantation ou renforcement de haies, boisements, verger nourricier, mare
- Abri ou nichoir pour la faune
- Des espaces de biodiversité à vocation pédagogique.

Ce BPM, en lien avec les communes, permet de valoriser les initiatives citoyennes qui contribuent au renforcement, à la préservation et à la valorisation de la nature et de la biodiversité.

Champs de compétences de la MEL :

Au sein d'une agglomération disposant historiquement de peu d'espaces verts, dans une région densément peuplée et dont les habitants sont très demandeurs de nature et de loisirs, la Métropole Européenne de Lille s'est dotée, depuis la prise de compétence « Valorisation du patrimoine naturel et paysager » de novembre 2000 (délibération 3C), de nouveaux espaces aménagés, d'intérêt métropolitain.

La MEL est ainsi compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, notamment en ce qui concerne la valorisation du patrimoine naturel et paysager. Elle est ainsi gestionnaire de plus de 1 119 hectares d'espaces naturels, verts et paysagers, dont elle assure l'entretien, la préservation, la restauration, et la valorisation à multiples égards, notamment en termes d'accueil qualitatif du public. Elle propose, tout au long de la saison, de nombreuses activités et animations de découverte de la nature et des cultures.

Ces actions sont inscrites dans sa Stratégie « Espaces Naturels Métropolitains » (délibération 16 C 1068), définie pour la période 2016 – 2026, en particulier dans l'objectif « AMENAGER : Développer l'offre de nature de proximité et les espaces à forte valeur écologique ». Cette stratégie prévoit de développer l'offre et le maillage d'espaces naturels récréatifs en accélérant la reconquête écologique, et en favorisant et en développant la nature en ville, notamment.

La préservation et le développement de la biodiversité constituent un axe fort de l'action de la MEL. Elle dispose en effet d'un savoir-faire technique et scientifique en termes d'expertise faunistique et botanique, ou encore d'opérations de génie écologique. Ces compétences sont mises à disposition des communes au travers de son offre de services en ingénierie écologique.

La MEL assure par ailleurs le développement et l'aménagement de nouveaux espaces de nature au travers de la mise en œuvre de la trame verte et bleue métropolitaine.

En complément, la MEL met en œuvre une Stratégie Métropolitaine de Boisement, amorcée dès 2013 (délibération n°13 C 0563) et redessinée depuis. Cette stratégie vise à augmenter la surface boisée de son territoire, en créant et en renforçant des boisements, dans le but de développer et d'étoffer les trames écologiques métropolitaines et locales. Il s'agit d'améliorer la qualité des boisements existants et futurs au travers d'une recherche de cohérence en termes de fonctionnalité et de continuité écologique, d'une diversification des boisements et d'une gestion durable. L'accent est notamment mis sur la qualité des plants, une origine sauvage et locale étant privilégiée. L'enjeu de cette stratégie est qu'elle puisse répondre qualitativement à un double objectif d'amélioration écologique, d'une part, en favorisant la restauration des écosystèmes et en améliorant la fonctionnalité écologique des corridors, et d'amélioration du cadre de vie, d'autre part. Elle cible les espaces publics du territoire métropolitain (95 communes), et se base sur une

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

cartographie de secteurs potentiels à boiser avec une hiérarchisation des niveaux d'enjeux (établie à partir de données géographiques du PLU 2, du SCOT et du SRCE). Cette stratégie de boisement intègre une stratégie plus globale de renforcement des trames écologiques du territoire, comprenant un deuxième volet d'aménagement d'Espaces de biodiversité. Cette démarche s'articule également en partie avec les attentes liées au développement de la nature en ville.

La protection et la mise en valeur de l'environnement et la politique du cadre de vie intègrent également les compétences exercées par la MEL. La MEL s'est en effet dotée d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), approuvé par la délibération n° 21 C 0044 le 19 février 2021. Le PCAET définit la politique métropolitaine de lutte contre le changement climatique et vise à agir sur trois enjeux : l'atténuation du changement climatique par la réduction de gaz à effet de serre, l'amélioration de la qualité de l'air et l'adaptation aux effets et conséquences du changement climatique. Le PCAET pose comme objectif principal l'atteinte de la neutralité carbone du territoire métropolitain d'ici 2050.

Parmi les objectifs affichés figure l'accroissement de la capacité de séquestration carbone au travers du développement de boisements et d'espaces naturels. Le développement de boisements est également visé par l'objectif d'atténuation des effets des épisodes caniculaires et des ilots de chaleur urbains, en réintroduisant la nature et l'eau dans les milieux urbanisés. Le PCAET comporte une stratégie Nature en ville.

La MEL mène ainsi plusieurs politiques environnementales métropolitaines en interactions, qui s'alimentent et se complètent, pour augmenter ses efforts de valorisation, de préservation et de développement d'espaces de nature et de la biodiversité sur l'ensemble de son territoire.

Durant le mandat 2020-2026, la MEL a quant à elle encouragé la coopération entre l'EPCI et ses communes, en mettant à leur disposition une ingénierie dédiée au déploiement des budgets participatifs communaux, et en lançant son propre budget participatif pour contribuer à l'amélioration du cadre de vie des habitants et à l'animation des 95 communes du territoire.

Parmi les 35 lauréats de cette édition, les projets ont été retenus :

Projet N°4167 - Ajout d'une mare à un jardin de pluie pour compléter un site démonstrateur sur l'eau au complexe sportif Merchier

Projet N°4159 - Creusement d'une mare et plantation d'un verger de maraude au parc Jean Jaurès

Projet N°4156 – Creusement d'une mare et gestion d'une micro-foret au square Verdun Flandres

Projet N°4158 – Aménagement d'une entrée de puit de catiches pour favoriser l'installation de chauves-souris au parc de la Croisette

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités par lesquelles la commune procède à la mise à disposition gratuite de la parcelle au profit de la MEL aux fins de réaliser **les projets N°4167 ; N°4159 ; N°4156 ; N°4158**, et à disposer du terrain ci-après déterminé, afin d'y réaliser les travaux et aménagements nécessaires.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

La présente convention ne confère aucun droit de propriété, ni aucun droit réel à la MEL sur le domaine public communal.

1.1 Localisation de la parcelle

La commune de Faches-Thumesnil met à la disposition de la MEL, qui l'accepte, le terrain situé à Faches-Thumesnil

Il est composé des parcelles suivantes :

Projet N°4167 - Complexe sportif Merchier - Parcelle : **B 4563**

Projet N°4159 - Parc Jean Jaurès - Parcelle : **AO 1**

Projet N°4156 - Square Verdun Flandres - Parcelle **B 1685**

Projet N°4158 – Parc de la Croisette - Parcelles : **A 5465** et **A 7223**

1.2 Description du projet

Projet N°4167 - Complexe sportif Merchier :
Préparation du terrain (débroussaillage, taille des arbres), Creusement d'une mare (30M², étanchéité EPDM), Connexion de 2 gouttières avec stockages en cuves IBC.

Projet N°4159 - Parc Jean Jaurès :
Creusement d'une mare (20m², étanchéité EPDM), plantation d'un verger de maraude (7 fruitiers hautes tiges).

Projet N°4156 – Square Verdun Flandres :
Creusement d'une mare (30m² étanchéité EPDM) et gestion et éclaircie des plantations d'une micro-forêt.

Projet N°4158 – Parc de la Croisette :
Désobstruction d'une entrée souterraine d'un puit de catiches, fabrication et mise en place d'une grille spécifique en tête de puits pour favoriser l'installation de chauves-souris

Pour lesdits travaux et tous autres travaux ultérieurs, la MEL s'engage par ailleurs à solliciter et à obtenir toutes autorisations administratives nécessaires.

1.3 Domanialité

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public.

À ce titre, l'autorisation d'occupation consentie présente un caractère précaire et révocable.

1.4 Durée de l'AOT

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 3 ans.

Elle entre en vigueur à compter de la dernière signature des parties.

1.5 Caractère personnel de l'occupation

La présente convention est accordée à titre strictement personnel.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Article 2 - Conditions d'entretien

2.1 Entretien spécifique à la charge de la MEL :

Pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la livraison du projet, la MEL s'engage à assurer l'entretien technique des aménagements qu'elle réalise.

La MEL assure une garantie de reprise, et que les travaux de plantation, végétalisation et l'aménagement de micro-habitats respectent les dispositions du fascicule 35 du CGCT.

- Pour la plantation d'arbres et d'arbustes, des travaux de finalisation pourront être entrepris par l'entreprise en charge des travaux :
  - Arrosage et désherbage d'une durée de 2 ans à compter de la réception des travaux
  - Par dérogation au fascicule 35, une garantie de reprise d'une période de 3 ans à compter de la réception des travaux est prévue pour la plantation d'arbres.

- Pour la végétalisation et l'aménagement de micro-habitats, des travaux de confortement pourront être entrepris par l'entreprise en charge des travaux.
  - Travaux de confortement nécessaires afin d'éviter le dépérissement des végétaux et en cas de dépérissement il s'engage à remplacer les végétaux morts.
  - Cette garantie débute à compter de la fin de la période de parachèvement et de poursuit pendant 2 ans.

À l'inverse, cette garantie ne couvre pas les dommages causés par des facteurs extérieurs tels que le vandalisme, les accidents ou un défaut d'entretien courant (comme la tonte ou le nettoyage) incombant à la commune.

2.2 Entretien spécifique à la charge de la commune :

Pendant la durée du chantier, la gestion du site reste à la charge de la commune en coordination avec les travaux en cours.

Dès la fin des travaux, la gestion et l'entretien des sites relèveront de la commune, gestionnaire du site, excluant ce qui est compris dans la garantie de reprise, en respectant les préconisations de la MEL (cf. notice en annexe)

Afin de pérenniser ces aménagements, la commune de xxx peut à tout moment en cas de difficultés, solliciter la MEL pour des conseils sur la gestion de ces espaces.

La commune de Faches-Thumesnil s'engage à respecter les aménagements réalisés, à préserver les qualités écologiques du site, ne pas modifier le profil de l'espace naturel nouvellement créé, et de ne pas mener d'action qui aille à l'encontre des travaux engagés par la MEL.

Elle s'engage notamment, en accord avec les usages du site, à autoriser et favoriser les initiatives citoyennes permettant de développer des projets pédagogiques autour de la biodiversité.

Article 3 - Conditions d'intervention et de coordination

La commune autorise la MEL à organiser des chantiers participatifs (plantations d'arbustes et plantes vivaces, creusement de mares…) en lien avec un prestataire et pourra fournir un accompagnement technique pour l'organisation du chantier.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

En cas de chantier participatif organisé par la MEL, le maintien de la garantie de reprise de 3 ans est conditionné à l'encadrement technique des aménagements par un prestataire ou des agents de la MEL.

Article 4 – Assurances

Les parties s'engagent à être assurées, chacune pour leurs risques, par un contrat d'assurance de responsabilité civile permettant de couvrir les conséquences pécuniaires de leurs responsabilités respectives et garantissant les tiers, y compris chacune des parties, contre tout dommage corporel, matériel, immatériel consécutif ou non.

Jusqu'à la réception des aménagements :

- chacune des parties pourra solliciter l'autre signataire afin d'obtenir l'attestation d'assurance correspondante. Celle-ci sera transmise dans les 15 jours suivants la sollicitation ;

- toute constatation de sinistre en lien avec les travaux/aménagements/plantations réalisés fera l'objet d'une information de l'autre partie dans les meilleurs délais.

Article 5 - Renonciation à recours

Dans le cadre de la présente convention, chacune des parties renonce et fait renoncer ses assureurs à tout recours contre l'autre partie et ses assureurs.

Article 6 – Litiges

En cas de différend relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement amiable.

À défaut d'accord, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente.

Lille, le 2 septembre 2026

M. Éric Skyronka
Président de la MEL

M. Brice Lauret
Maire de la commune
de Faches-Thumesnil

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

MÉTROPOLE
EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Faites pousser vos idées pour la biodiversité !

Proposez vos projets sur participation.lillemetropole.fr

2e budget participatif



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Commune de Faches-Thumesnil

Projet N°4167 - Ajout d'une mare à un jardin de pluie pour compléter un site démonstrateur sur l'eau au complexe sportif Merchier

Projet N°4159 - Creusement d’une mare et plantation d’un verger de maraude au parc Jean Jaurès

Projet N°4156 – Creusement d’une mare et gestion d’une micro-foret au square Verdun Flandres

Projet N°4158 – Aménagement d’une entrée de puit de catiches pour favoriser l’installation de chauves-souris au parc de la Croisette



À vous la parole

MEL

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Commune de Faches-Thumesnil

Projet N° 4167 - Ajout d'une mare à un jardin de pluie pour compléter un site démonstrateur sur l'eau au complexe Merchier



À vous la parole

Faches-Thumesnil/4167 - Ajout d'une mare à un jardin de pluie pour compléter un site démonstrateur sur l'eau au complexe Merchier

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE



Site en bordure d'une salle de sport

Aménagement récent d'un « jardin de pluie » en chantier participatif recevant la moitié des eaux de toiture

Projet de voie verte en front nord

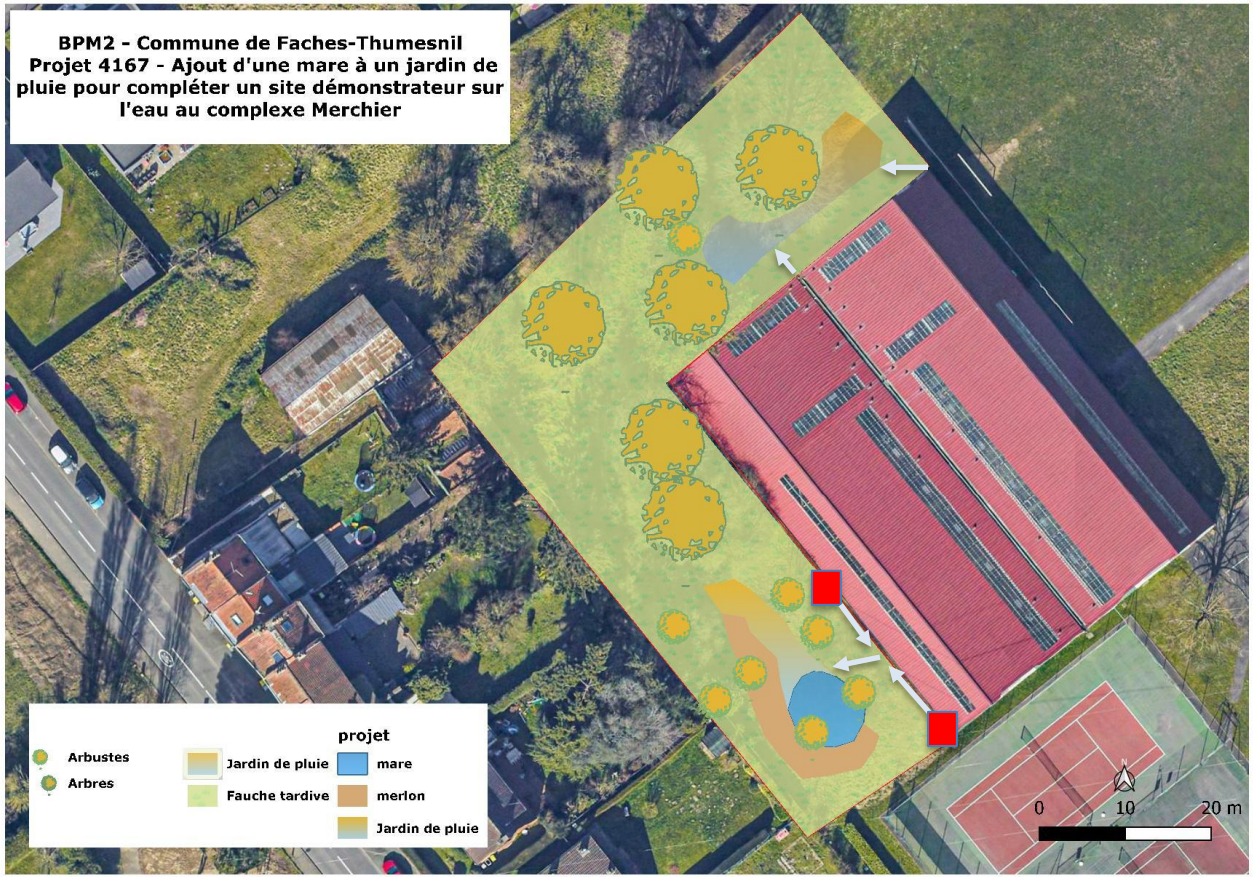
Zone ouverte favorable au creusement d'une mare au sud du site

Potentiel pédagogique important

Budget prévisionnel 30 000 Euros

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Faches-Thumesnil/4167 - Ajout d'une mare à un jardin de pluie pour compléter un site démonstrateur sur l'eau au complexe Merchier



Préparation du terrain :

- Débroussaillage en bordure du bâtiment et zone mare (400m²), services techniques?
- Taille/élagage, recepage, broyage arbres et arbustes

Aménagement d'une mare : **14 377.20 € TTC**

- Terrassement d'une mare de 30m²
- Étanchéité en bâche EPDM + confinement avec 30/40 cm de terre
- Distance minimale de 5m du Bâtiment

Réalisation d'une déconnexion gouttières et mare

- Mise en place de 2 cuves IBC en descente de gouttières.
- Connexion des cuves à la mare

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Commune d'Annœullin

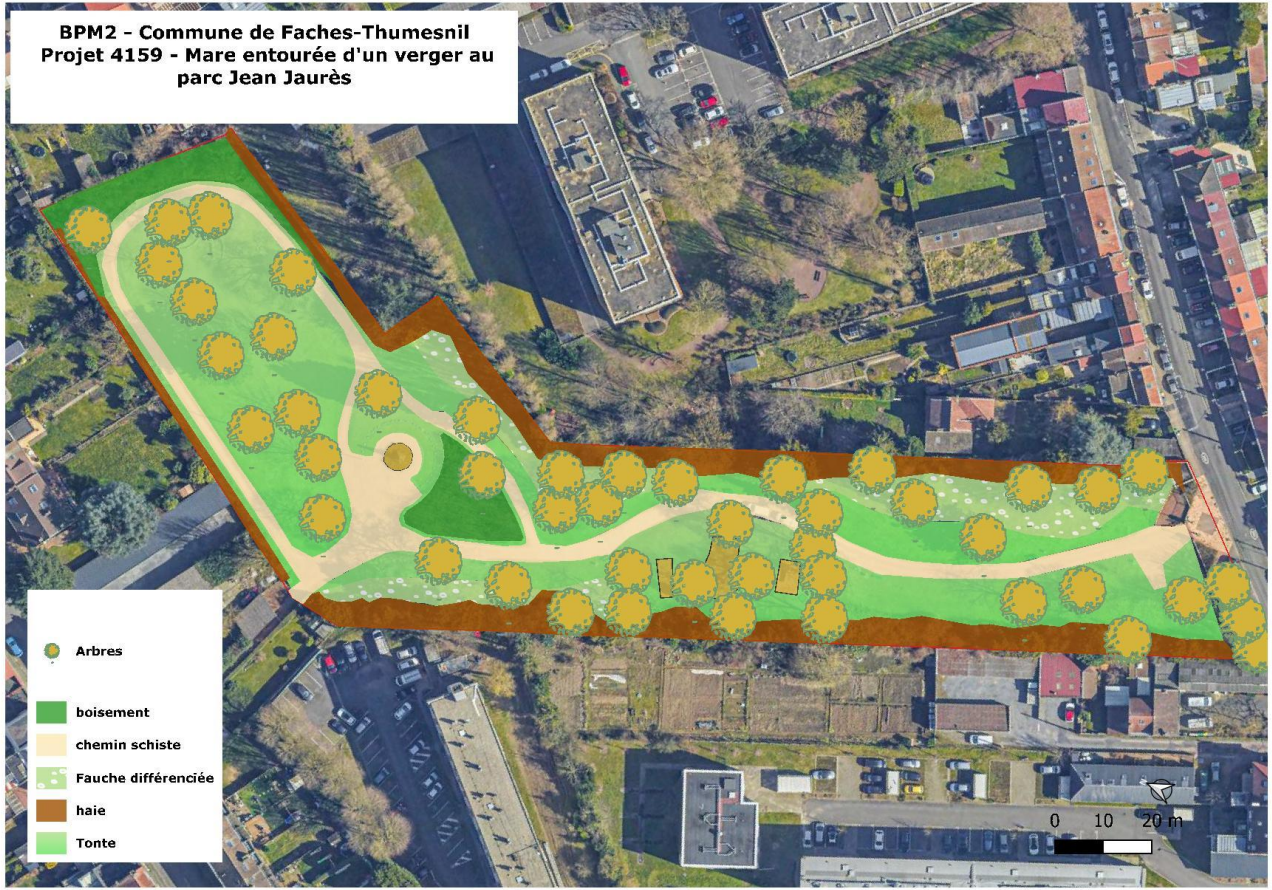
Projet N°4159 - Creusement d'une mare et plantation d'un verger de maraude au parc Jean Jaurès



À vous la parole

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Faches-Thumesnil/4159 - Mare entourée d'un verger au parc Jean Jaurès



Parc urbain en gestion différencié avec un patrimoine arboré diversifié

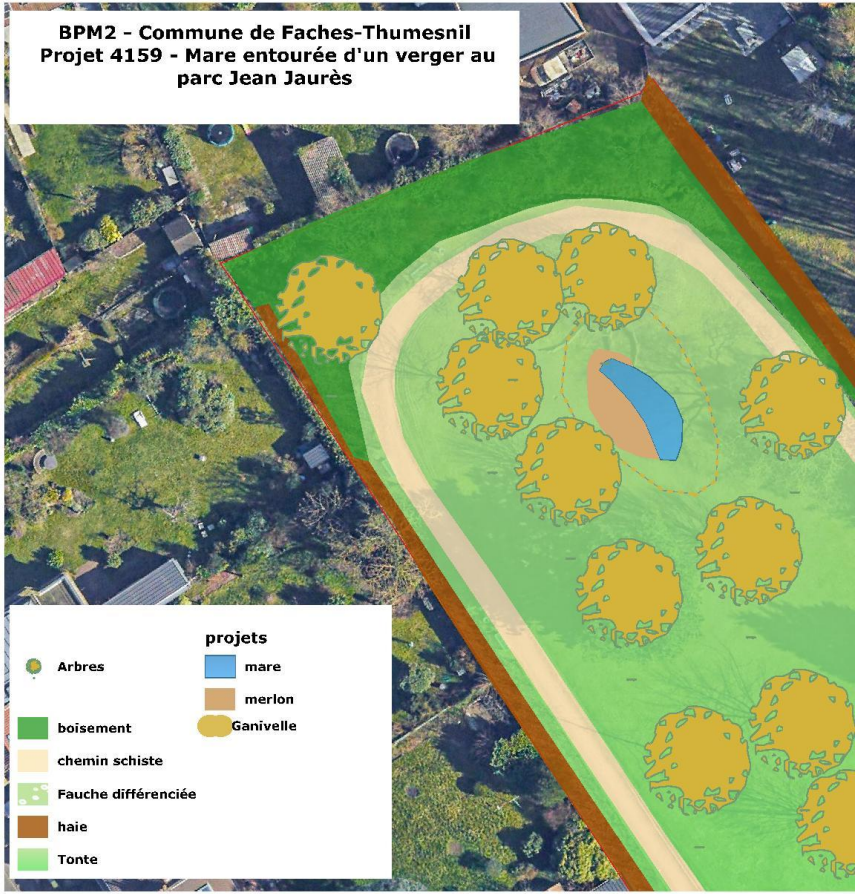
Forte pression canine sur zone identifiée

Taille de la mare réduite par la taille du site (10 à 20 m²)

Possibilité de chantier participatif (Blongios)

Faches-Thumesnil/4159 - Mare entourée d'un verger au parc Jean Jaurès

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

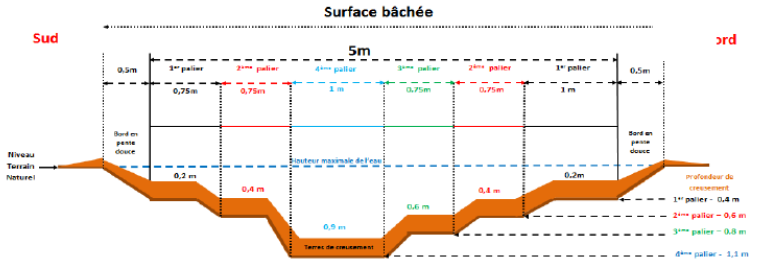


Creusement d'une mare de 20 m²

- Pré-creusement mécanique de la mare (4x5m) avec une attention particulière sur les paliers (largeur minimale 50cm)
- tri des terres de creusement (évacuation/stockage des terres des 30 premiers cm)
- Réserve des terres des paliers suivants en merlon

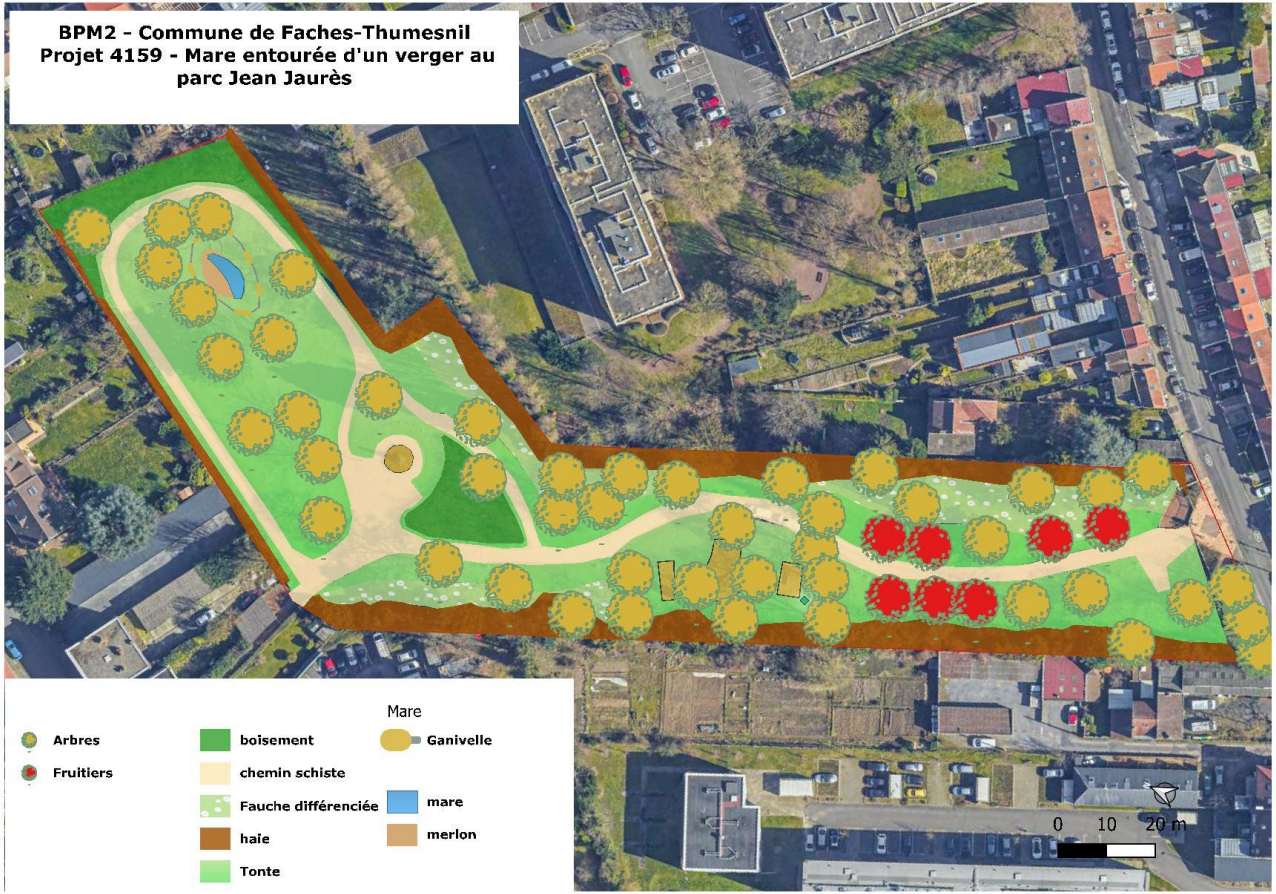
- **Chantier participatif Blongios**
- Creusement et reprofilage des paliers
- Mise en place du géotextile + grillage anti rongeur
- Dépôt des terres par-dessus la bâche pour créer un support racinaire (épaisseur 10 à 30 cm),
- Dépôt d'éléments d'agréments de la mare (pierres, rondins),
- Végétalisation des abords de la mare,

Coupe de profil type de la mare envisagée *(Les dimensions mentionnées sur ce plan ne correspondent pas au projet de Faches)*



Faches-Thumesnil/4159 - Mare entourée d'un verger au parc Jean Jaurès

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE



Plantation d'un verger

- Plantation 7 fruitiers haute-tige d'essences variées et de variétés régionales :
  - Pommes X2
    - Tardive de Bouvignies,
    - Reinette étoilée
  - Poires X2
    - Sans pépins/Belle de Bruxelles,
    - Beurré d'Anjou
  - Prunes X2
    - Monsieur hâtif,
    - Sainte Catherine
  - Pêches
    - Pêche de Moncheaux

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Commune de Faches-Thumesnil

Projet N° 4156 - Creusement d'une mare et gestion d'une micro-foret au square Verdun Flandres



À vous la parole

MEL

Faches-Thumesnil/4156 - mare et gestion d'une micro-foret au square Verdun Flandres

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE



Square en gestion différencié

Présence d'une micro-foret urbaine

Fossé anti-intrusion qui ceinture le site

Faches-Thumesnil/4156 - mare et gestion d'une micro-foret au square Verdun Flandres

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE



Installation d'une mare : 9 326.40 € TTC

- 30 m² en épaisseur du fossé existant
- Étanchéité en EPDM
- Protection par ganivelle (a chiffrer)

Étudier la connexion au réseau

- Étudier la possibilité d'alimenter le fossé et la mare avec le réseau d'eau de pluie
- Trop plein avec retour au réseau
- Attention sur le risque de pollution

Gestion de la micro- foret

- Réalisation d'un plan de gestion et intervention sélective pour assurer l'avenir de la plantation
- Possibilité d'ajoute un perrier ou hibernaculum

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE







À vous la parole

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

Commune de Faches-Thumesnil

Projet N°4158 – Aménagement d'une entrée de puit de catiches pour favoriser l'installation de chauves-souris au parc de la Croisette



À vous la parole

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE



Visite et préconisation service carrière mairie de Lille

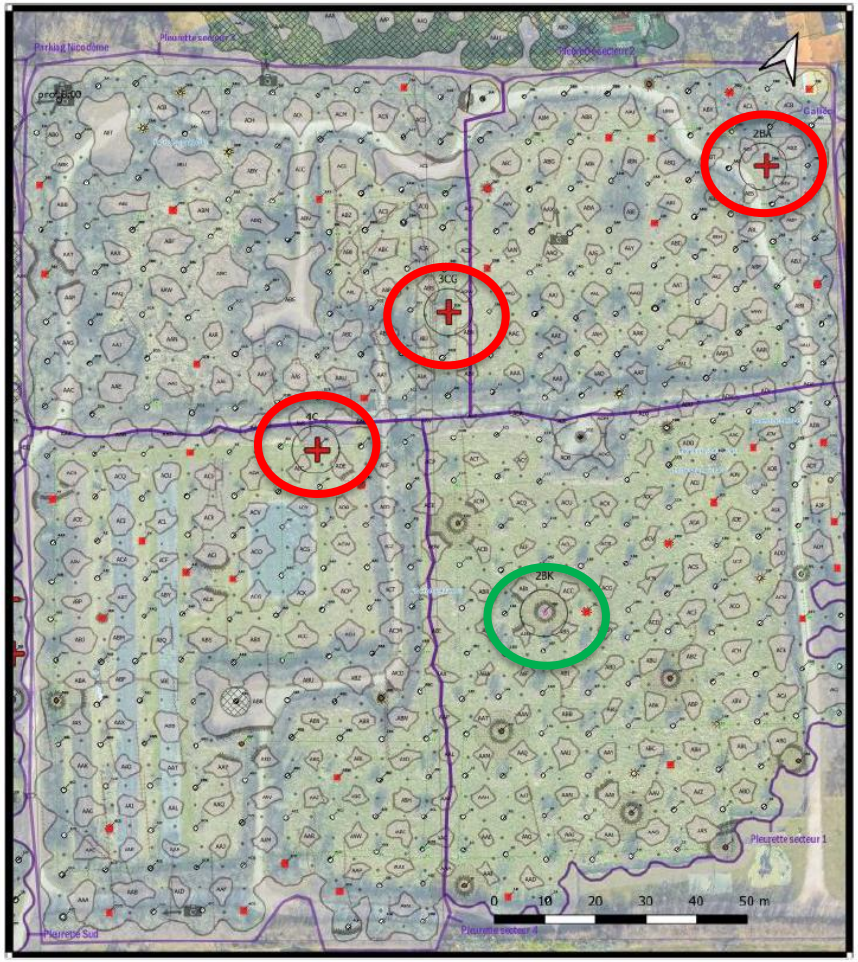
- pas vu de chiroptères ni trouvé d'éventuel signe de présence (Pas de dossier réglementaire pour les travaux).
- 11 puits potentiels (de part leurs dégradations). Sur les onze seul 4 sont au milieu d'espaces enherbés régulièrement fauché par la commune, les autres puits sont à moins de 10 m d'une allée.
- Sur les 4 puits, un semble plus favorable pour l'aménagement de l'accès à chiroptères

Espèces recensées en hibernation, carrière rue Faidherbe (2025-2026) :
Murin à moustache
Murin de Daubenton
Murin de Natterer

Espèces recensées capteur du MNHN (Birdbox)
Pipistrelle commune
Pipistrelle de Nathusius
Noctule de Leiser
Noctule commune
Sérotine commune

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

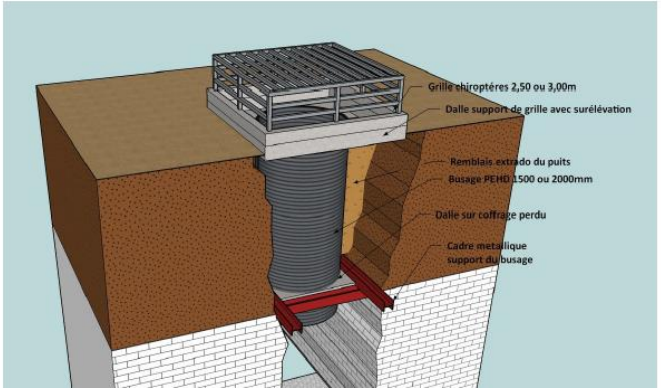
Faches-Thumesnil/ 4158 - Favoriser l'installation de chauves-souris dans les catiches du parc de la Deûle



Aménagement d'une entrée de puit de catiches

- Désobstruction d'une entrée souterraine d'un puit de catiches,
- fabrication et mise en place d'une grille spécifique en tête de puits





Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026105-DE

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026106-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026106-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/106

DÉLÉGATION : ÉCLAIRAGE PUBLIC ET COMMISSIONS DE SÉCURITÉ
RAPPORTEUR : MONSIEUR ABDENBI ALILOU
OBJET : ADOPTION D'UN PLAN DE RÉTABLISSEMENT DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC NOCTURNE

La Commune affirme sa volonté de renforcer la qualité de vie, la sécurité et l'attractivité de l'espace public en engageant une évolution maîtrisée de son éclairage public. Dans un contexte où les enjeux de sobriété énergétique, de préservation de la biodiversité et de lutte contre les nuisances lumineuses s'imposent à toutes les collectivités, la municipalité choisit une approche équilibrée conciliant responsabilité environnementale et besoins quotidiens des habitants.
Ce choix s'inscrit dans une stratégie plus large de transition écologique et de sécurisation des mobilités, en réponse aux attentes exprimées par les usagers, notamment concernant le sentiment d'insécurité lors des déplacements nocturnes. Le maintien d'un éclairage en cœur de nuit, associé à une gradation intelligente, constitue un levier essentiel pour rassurer, prévenir les incivilités et faciliter les circulations, tout en maîtrisant les dépenses publiques.
Grâce aux technologies de gestion dynamique installées sur le réseau, la Commune peut désormais adapter l'intensité lumineuse aux usages réels du territoire, réduire l'empreinte énergétique et limiter la pollution lumineuse. Ce pilotage fin permet d'atteindre un équilibre entre sécurité, sobriété et protection du vivant, en cohérence avec les engagements municipaux.
Afin de concrétiser cette ambition, la Commune adopte un plan de gestion dynamique de l'éclairage public, fondé sur le maintien de l'éclairage nocturne et une gradation par paliers temporels.
La programmation sera appliquée selon les régimes suivants :
Régime d'Hiver :

- Tombée de la nuit à 22h00 : 100 % de la puissance
- 22h00 à 01h00 : 70 %
- 01h00 à 05h00 : 50 %
- 05h00 au lever du jour (crépuscule du matin) : 100 %

Régime d'Été :

- Tombée de la nuit à 23h00 : 100 % de la puissance
- De 23h00 à 02h00 : 70 %
- De 02h00 à 06h00 : 50 %
- De 06h00 au lever du jour : 100 %

L'extinction matinale s'effectue automatiquement lorsque la luminosité naturelle atteint le seuil réglementaire.
La municipalité pourra adapter temporairement ces niveaux en cas d'évènements publics ou de circonstances particulières.
La présente mesure entrera en vigueur dès la reprogrammation technique des armoires de commande du réseau.
Il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la délibération présentée visant le maintien d'un éclairage continu en coeur de nuit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer l'ensemble des documents, actes, arrêtés nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, ainsi qu'à engager toutes démarches utiles à son exécution.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.
Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Jean-Marc LEVILLAIN, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/107

DÉLÉGATION : CADRE DE VIE, VOIRIE, ESPACES PUBLICS ET PROPRETE
RAPPORTEUR : MONSIEUR ALEXANDRE TORNU
OBJET : FRAIS ADMINISTRATIFS LIÉS A LA RÉGULARISATION DE DOSSIER D'OCCUPATION ILLICITE DU DOMAINE PUBLIC
PIÈCE JOINTE : ARRÊTÉ N° PV 020/2026

Vu :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, et L. 2213-1 à L. 2213-6 ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), notamment ses articles L. 2125-1, L. 2125-3 et L. 3111-1 ;
- Le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 115-1, L. 116-1 à L. 116-8 et R. 116-2 ;
- Le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-1 à R. 411-25 ;
- L'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR) - Livre I, 8ème partie (Signalisation temporaire) ;
- L'Arrêté Municipal n° PV 020/2026 fixant la réglementation générale et les conditions d'occupation du domaine public.

Considérant la nécessité d'assortir l'obligation d'autorisation préalable d'un dispositif tarifaire dissuasif et compensatoire pour les dépenses engagées par la ville.

Conformément aux dispositions normatives, l'occupation du domaine public fait l'objet d'une autorisation en contrepartie de laquelle le bénéficiaire (particulier) s'acquitte d'une redevance. En ce qui concerne les entreprises missionnées par les concessionnaires, celles-ci doivent faire une demande d'occupation du domaine public temporaire auprès du service voirie.

Suite à de nombreuses occupations du domaine public de manière illicite et le « non-nettoyage » de l'emprise chantier ; est introduit un tarif permettant l'application de frais administratifs liés à la régularisation de dossier d'occupation lorsque les demandes n'ont pas été effectuées, ni renouvelées auprès des services de la ville. Ce tarif permettra de limiter les occupations illicites du domaine public.

Enfin, compte tenu du relèvement du seuil de mise en recouvrement des créances non fiscales, toute demande sera facturée au minimum 15 €, quel qu'en soit la nature et le montant.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL REPUBLIQUE FRANÇAISE 59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL REPUBLIQUE FRANÇAISE 59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

RÉGLEMENTATION ET INSTAURATION DE FRAIS ADMINISTRATIFS DE RÉGULARISATION POUR OCCUPATION SANS TITRE DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Procédure d'instruction a posteriori, réfection des emprises et modalités de recours gracieux et de conciliation

LE MAIRE DE LA VILLE DE FACHES-THUMESNIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 2121-29, L. 2131-1 à L. 2131-9, L. 2212-1, L. 2212-2, et L. 2213-1 à L. 2213-6 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de voirie, de circulation et de stationnement ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), notamment ses articles L. 2122-1 (inaliénabilité et obligation d'autorisation préalable), L. 2125-1, L. 2125-3 et L. 3111-1 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 115-1, L. 116-1 à L. 116-8, R. 116-2 relatifs à la conservation du domaine public routier et à la poursuite des occupations sans titre ;

VU le Code de la Route, notamment les articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-1 à R. 411-25 ;

VU l'Instruction Interministérielle du 22 octobre 1963 consolidée sur la Signalisation Routière (IISR) — Livre I, 8ème partie (Signalisation temporaire) ;

VU le décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006 modifié le 4 juillet 2007, relatifs aux prescriptions techniques d'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

CONSIDÉRANT qu'il incombe au Maire d'assurer la sécurité des usagers, la salubrité publique et la conservation de la voirie communale et communautaire sur le territoire de la commune ;

CONSIDÉRANT la récurrence des occupations du domaine public sans autorisation préalable ou hors délais accordés par les entreprises de travaux, concessionnaires et sous-traitants, générant des coûts administratifs et d'inspection supplémentaires pour les services municipaux ;

CONSIDÉRANT la nécessité de responsabiliser les intervenants économiques pour garantir le nettoyage, la remise en état conforme des chaussées et trottoirs et la fluidité des déplacements ;

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

ARRÊTE

Article 1 - Principe d'Autorisation Préalable et Redevance

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1 du CG3P, toute occupation temporaire du domaine public routier (communal ou communautaire) est subordonnée à l'obtention préalable d'un arrêté d'autorisation (permission de voirie ou arrêté de circulation/stationnement) délivré par le Maire après instruction du service Voirie.
Cette occupation donne lieu au versement d'une redevance domaniale calculée selon le barème tarifaire fixé par délibération du Conseil Municipal. Les entreprises et concessionnaires de réseaux (eau, gaz, électricité, télécoms, assainissement) ou leurs sous-traitants sont soumis à cette obligation légale avant tout démarrage d'emprise chantier.

Article 2 – Instauration des Frais Administratifs de Régularisation

En cas de constat d'une occupation du domaine public réalisée sans demande préalable, sans arrêté valide, ou maintenue au-delà de la date d'échéance autorisée sans demande explicite de renouvellement introduit au moins 48 heures avant le terme:
Une procédure de régularisation administrative d'office est engagée par le service Voirie. Les frais de dossier et d'instruction a posteriori sont appliqués de plein droit à l'entreprise exécutante ou au maître d'ouvrage, s'ajoutant au montant normal de la redevance domaniale due.

Nature de l'infraction / Emprise Sans titre	Frais administratifs de régularisation (par dossier)	Seuil minimum facturé
Forfait d'Instruction, régularisation à posteriori Dossier non déposé, déposé hors délai, ou non renouvelé à temps (baraque de chantier, benne, camion atelier, camion toupie/curage, engin de levage, monte-meubles/matériaux, compresseur, groupe électrogène, matériel divers).	200,00 € / dossier	25,00 €
Redevance domaniale journalière d'occupation Maintien non autorisé d'installations ou d'équipements sur le domaine public.	Tarif journalier en vigueur + 25% majoration	15,00 € minimum légal

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

Article 3 – Restitution, Propreté et Réfection du Domaine Public

L'entreprise ou l'intervenant doit obligatoirement restituer le domaine public dans un état parfait de propreté et conforme à son état initial. Les enrobés, pavés, bordures et espaces verts dégradés doivent être réfectionnés dans le respect des règles de l'art et du règlement de voirie.
En cas de carence, de défaut de nettoyage ou de dégradation non réparée, la Ville fera procéder d'office aux travaux de remise en état aux frais exclusifs de l'entreprise défaillante, sans préjudice des poursuites au titre de la police de la conservation du domaine public (PV de grande voirie).

PROCÉDURE EXPLICATIVE ET DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE (PORTE DE SORTIE CONCILIATOIRE)

Afin d'encourager la concertation administrative et de prendre en compte les contraintes opérationnelles d'urgence avérée (pannes majeures de réseau, fuites de gaz/eau à caractère périlleux), l'entreprise contrevenante dispose d'un délai de 8 jours francs à compter de la notification de l'avis de régularisation pour :

- Solliciter un rendez-vous de conciliation auprès de Monsieur le Maire ou de son adjoint délégué à la Voirie;
- Ou adresser un mémoire explicatif écrit apportant la justification d'un cas de force majeure ou d'un motif légitime indiscutable.

Après examen personnalisé du dossier, Monsieur le Maire conserve la faculté d'accorder à titre exceptionnel la dispense ou l'atténuation des frais administratifs de régularisation, sous réserve du dépôt immédiat d'un dossier conforme et du parfait nettoyage des lieux.

Article 4 – M. Le président de la Métropole Européenne de Lille, M. le Commandant de Police de Wattignies, Aux représentants des concessionnaires, M. Le Directeur Général des Services, M. Le Responsable de la Police Municipale, le Cabinet du Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, affiché et publié conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L-2122-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à FACHES-THUMESNIL, le 21 juillet 2026

Le Maire,

Mairie de FACHES THUMESNIL
NORD

Brice LAURET

JG

GW

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026107-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION :	**24 SEPTEMBRE 2026**	**NOMBRE DE CONSEILLERS :**	En exercice : **33**
DATE DE PUBLICATION :	**24 SEPTEMBRE 2026**		Présents : **31**
			Votants : **33**

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/108

DÉLÉGATION : DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET PROTECTION ANIMALIÈRE
RAPPORTEUR : MADAME MATHILDE DELEFORGE
OBJET : MISE EN PLACE DES CONSEILS DE QUARTIER DE FACHES-THUMESNIL
PIÈCES-JOINTES : RÈGLEMENT DES CONSEILS DE QUARTIER DE FACHES-THUMESNIL ET CARTE DES CINQ QUARTIERS

La Municipalité s'est engagée à faire de la participation citoyenne un pilier de son action, via des échanges dans chaque quartier, l'information des habitants en amont des projets, l'identification des priorités et la construction de solutions adaptées aux besoins du terrain.

Pour favoriser cet engagement, il est proposé la création de Conseils de quartier pour les quartiers suivants : Thumesnil en Nord, Thumesnil Ouest, Thumesnil Mairie, Côte de Faches, Sainte-Marguerite.

Objectifs et missions :

Les Conseils de quartier auront pour objectifs de :

- Favoriser l'expression des habitants sur les sujets d'intérêt local ;
- Formuler des propositions et des observations relatives à la vie des quartiers ;
- Contribuer à l'information et à la concertation entre la population et la Municipalité.

Leurs missions seront ainsi les suivantes :

- Remplir un rôle de relais des questions d'habitants et d'observation de la vie des quartiers ;
- Produire des avis sur les sujets ayant un impact sur la vie publique locale ;
- Proposer et conduire des projets en faveur des quartiers ;
- Réaliser des Assemblées générales de quartier.

Composition :

Chaque Conseil de quartier comptera au maximum 30 habitants de Faches-Thumesnil, âgés d'au moins 18 ans et représentant, à titre individuel, un lien avec une association ou encore une activité économique de la ville. Lors de la constitution, la parité homme/femme, la diversité d'âge et la diversité géographique à l'intérieur du quartier seront respectées.

Chaque Conseil de quartier sera dirigé par un Président de Conseil de quartier, désigné par Monsieur le Maire avec une lettre de mission.

Le Conseil de quartier comptera également un co-animateur désigné parmi les membres du Conseil de quartier.

Fonctionnement :

Le mandat des Conseils de quartier court jusqu'aux prochaines élections municipales. (voir si on améliore la formulation)

En plus d'actions de terrain ponctuelles, chaque Conseil de quartier se réunira régulièrement afin de travailler sur les sujets en cours. Le calendrier des séances sera fixé au début de chaque trimestre. Ces séances donneront lieu à des comptes-rendus diffusés auprès des élus municipaux et des membres du Comité de direction de la ville. De plus, avant chaque séance du Conseil municipal, chaque Conseil de quartier pourra poser directement au Maire jusqu'à trois questions écrites ayant trait aux affaires de leur quartier.

Pour mener à bien leurs missions, les Conseils de quartier disposeront de divers accompagnements de la part de la Mairie : humains, matériels, financiers mais aussi pour les aider à acquérir des compétences et à communiquer au sujet de leurs travaux.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/108

Étapes de la mise en place :

- Un appel à candidature sera lancé courant octobre 2026, via les canaux de la communication municipale ;
- Les habitants pourront candidater :
  - par courrier, à l'attention de la Direction Urgences écologiques et citoyenneté, Mairie de Faches-Thumesnil, 50 rue Jean Jaurès, 59155 FACHES-THUMESNIL ;
  - par mail à l'adresse suivante : jeparticipe@ville-fachesthumesnil.fr ;
  - ou sur la plateforme jeparticipe.ville-fachesthumesnil.fr, dans la rubrique « Je m'inscris ».
- La composition finale des Conseils de quartier sera fixée en fonction de la meilleure représentativité possible selon les critères énoncés plus haut : parité homme/femme, diversité des âges et répartition géographique.

Le règlement intérieur en annexe de cette délibération présente plus en détail les missions, les principes de composition et le fonctionnement des Conseils de quartiers. Le second document en annexe présente la nouvelle répartition des rues dans les cinq quartiers de la ville.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver le principe de la création des Conseils de quartier ;
- valider le règlement intérieur des Conseils de quartier ;
- valider la nouvelle répartition des rues dans les cinq quartiers de la ville.

Après examen par le Conseil municipal des amendements déposés suivant le formalisme exigé dans le Règlement Intérieur de l'Assemblée, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 ABSTENTIONS (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

FACHES-THUMESNIL

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Répartition des rues de la ville / 5 quartiers

Thumesnil en Nord :

Anatole France (Hoche à Résistance)	Crinoline	Linière
Arras (Ferrer à Joffre)	David	Manet
Bajeux	Degas	Matisse
Bas Liévin	Delacroix	Pasteur
Bellevue	Delory	Place Victor Hugo
Boileau	Ferrer	Renoir
Carnot (Hoche à Ferrer)	Gambetta	Résistance
Cezanne	Gauguin	Ronchin
Chemin Rouge (Ferrer à Saint-Venant)	Ghesquière	Watteau
Cité Butin	Guesde	Zola
Clément	Herbaut	
Corneille	Hoche	
Corot	Lafargue	
	Lavoisier	

Thumesnil Ouest :

Anatole France (Haubourdin à Hoche)	D'Ormesson	Morts
Arras (Haubourdin à Joffre)	Dumas	Myosotis
Aubépines	Fayolle	Nouvelle
Baudelaire	Foch	Nungesser
Bedène	Franchet d'Esperey	Oeillets
Capucines	Gallieni	Périseaux (chemin)
Carnot (Haubourdin à Kléber)	Guynemer	Résidence les Peupliers
Carrière Bonnier	Haubourdin (Arras à Turenne)	Roses
Carrière Duthilleul	Joffre	Saint Exupéry
Chateaubriand	Lilas	Thomas
Chemin des Morts	Lyautey	Tulipes
Cité Opsomer	Maupassant	Verdoncq
Clos des musiciens	Mendès-France	Violettes
Cramette	Mermoz	

Thumesnil Mairie :

Blum	Diligent	Pont
Braille	Éco-quartier "Jappe-Geslot"	Racine
Carnot (de Haubourdin à Hoche)	Esquermoise	Résidence Hirondelles
Charles Saint-Venant	Fertein	Sabine
Chemin Rouge (Saint-Venant à rue du Pont)	Godin	Salengro
	Haubourdin (Turenne à rue du Pont)	Sartre
Cité Godin	Jappe	Schumann
Colombier	Jaurès	Turenne
Cour Olivier	La Fontaine	Vieux Papillon
Cours d'Eau	Lebas	Vincent
Despature	Olivier	

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Côte de Faches :

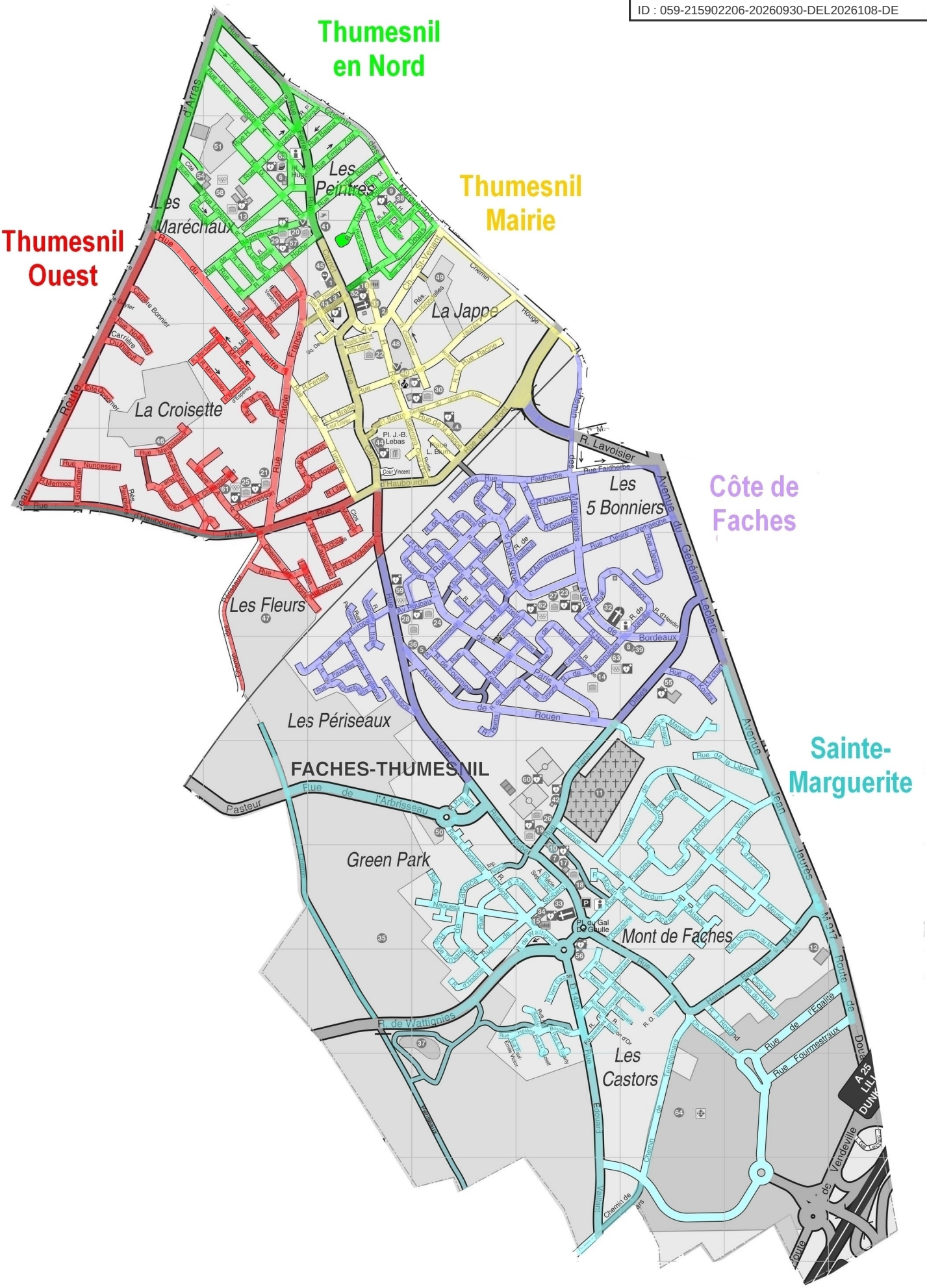
Armentières	Debussy	Flers	Havre	Marguerite
Bailleul	Denain	Fontainebleau	Hazebrouck	Marie
Baisieux	Desnos	Fontenoy	Hellemmes	Mozart
Bavay	Dieppe	Fourmies	Hesdin	Paris
Belgique	Dijon	Fréjus	Italie	Pays Bas
Bergot	Dillies (Rouen à Leclerc)	Fretin	Jemmapes	Périseaux
Bersée	Dinan	Gounod	Joignies	Prévert
Bondues	Doullens	Grande Bretagne	Joigny	Reims
Bordeaux	Dunkerque	Graveline	Joinville	Roubaix
Cambrai	Englos	Grenoble	Kléber (Carnot à Prévert)	Rouen
Cassel	Europe	Grignon	Koufra	Tchad
Caudry	Faidherbe	Guéret	Leclerc (Faidherbe à Tchad)	Verhaeghe
Comines	Faumont	Guingamp	Luxembourg	

Sainte-Marguerite :

Adamus	Boutons d'Or	Flandres	Ozanam	Tabarly
Alouettes	Cattolica	Fourmestraux	Pâquerettes	Tazieff
Alsace	Champagne	Hodonin	Périseaux (chemin)	Templemars
Aragon	Clos du Moulin	Kléber (Prévert à De Gaulle)	Picardie	Tinkaré
Arbrisseau	Clos Joli	Leclerc (Tchad à Fourmestraux)	Ponticelli	Vaillant
Ardennes	Concorde	Liberté	Prévert	Vercruysse
Argonne	Coquelicots	Mandela	Régina	Verdun
Artois	De Gaulle	Marne	Rostand	Vert Gazon
Barbusse	Delezenne	Mercier	September	Victor
Bastié	Dillies (Kléber à Rouen)	Meuse	Somme	Visconti
Bleuets	Domaine du Mont	Moulins	St-Neots	Wattignies
Boucher	Égalité	Naoussa	Stolberg	

Plan des 5 quartiers →

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

FACHES-THUMESNIL

Projet de règlement des Conseils de quartier de Faches-Thumesnil

Préambule

Les Conseils de quartiers sont des instances de démocratie participative de la Ville de Faches-Thumesnil. Ils répondent aux objectifs suivants :

- Favoriser l'expression des habitants sur les sujets d'intérêt local
- Formuler des propositions et des observations relatives à la vie du quartier
- Contribuer à l'information et à la concertation entre la population et la municipalité

Trois grandes missions répondent à ces objectifs :

- Jouer un rôle de relais entre les habitants et la Mairie
- Échanger, formuler des avis et propositions sur les sujets touchant à la vie des quartiers et de la commune
- Réaliser des projets afin d'améliorer le cadre de vie et le lien entre les habitants

Chaque quartier de Faches-Thumesnil comprend un Conseil de quartier :

- Thumesnil en Nord
- Thumesnil Ouest
- Thumesnil Mairie
- Côte de Faches
- Sainte-Marguerite.

1 - Rôle des conseils et des conseillers de quartier

Les Conseils de quartier sont des lieux d'information, d'échange, de propositions et de projets.

Article 1 - Rôle des conseillers de quartier

1. Relais de questions d'habitants et observation de la vie des quartiers :

Les conseillers de quartier sont des observateurs de la vie communale. Ils sont également à l'écoute des riverains pour toute question et proposition touchant à l'intérêt général.

Ce rôle est rempli grâce à plusieurs initiatives :

- Rencontres et consultations d'habitants
- Visites de quartiers en autonomie ou accompagné d'élus municipaux.

Les questions et observations recueillies sont abordées lors des réunions des Conseils de quartier. Elles sont consignées dans des comptes-rendus, afin de permettre un suivi par chaque Conseil de quartier ainsi que par les services et les élus municipaux concernés.

2. Les Conseils de quartier émettent des avis sur les sujets ayant un impact sur la vie publique locale :

- Les projets d'aménagement sur l'espace publique et les projets d'urbanisme
- Les projets d'événements
- Les projets de délibération du Conseil municipal concernant le quartier.

S'ils le proposent ou si la Mairie le juge nécessaire, la formulation d'un avis peut être élargi à la population des quartiers concernés.

3. Les Conseils de quartier proposent des projets concernant les quartiers :

Les projets doivent se baser sur un besoin réel identifié auprès des habitants. Pour cela, des échanges ou des consultations préalables peuvent être prévus. Les projets doivent également servir l'intérêt général et profiter à tous.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Pendant l'élaboration d'un projet, la Mairie juge de la pertinence de celui-ci. Lorsqu'il est jugé recevable, le projet est réalisé avec le soutien des élus et des services municipaux concernés.

4. Assemblées générales de quartier :

Chaque Conseil de quartier tient au moins une Assemblée générale annuelle. Cette Assemblée constitue le cadre privilégié d'échange entre les habitants, les représentants du Conseil de quartier et les élus municipaux.

A cette occasion, chaque Conseil de quartier peut formaliser des questions ou propositions relevant de la compétence communale.

A l'issue de l'Assemblée générale annuelle, chaque Conseil de quartier peut transmettre au Maire une ou plusieurs questions ou propositions. Ces contributions doivent :

- Être formulées par écrit
- Porter sur des sujets d'intérêt local relevant des compétences de la commune.

Le nombre maximal de questions transmises par Conseil de quartier peut être fixé par délibération du Conseil municipal.

Les questions sont adressées au Maire dans un délai fixé par celui-ci, permettant leur instruction par les services municipaux.

2 - Composition, désignation et mandat

Article 2 – Composition

Chaque Conseil de quartier est composé :

D'un Président du Conseil de quartier, désigné par Monsieur le Maire avec une lettre de mission.

De membres :
- habitants du quartier, à titre individuel
- ou représentant d'une association ou d'une entreprise du quartier. Le membre d'une association dont l'activité concerne uniquement le quartier peut rejoindre le Conseil de quartier même s'il ne réside pas dans ce quartier (avec pouvoir d'appréciation du président)
- âgés de 18 ans au moins
- ayant candidaté volontairement.

à l'exception :

- des membres d'autres Conseils de quartier de Faches-Thumesnil
- des élus municipaux de Faches-Thumesnil (sauf pour le Président du Conseil de quartier)
- des agents de la commune de Faches-Thumesnil.

Ses membres comptent également :

- un co-animateur, désigné sur la base du volontariat, parmi les conseillers de quartier
- un seul représentant issu des membres non-élus de chaque liste présentée aux dernières élections municipales (en plus du Président du Conseil de quartier)

Un Conseil de quartier peut compter jusqu'à 30 membres maximum. La composition de chaque Conseil de quartier doit respecter au mieux :

- la parité entre hommes et femmes
- la diversité des âges
- la diversité géographique au sein du quartier.

Les élus du Conseil municipal peuvent également participer aux réunions, sans en être membres, sur invitation du Conseil de quartier ou sur proposition de leur part.

Le Chargé de mission Démocratie participative participe aux réunions en tant qu'appui à l'activité et pour en assurer le secrétariat.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Article 3 – Candidatures et condition de désignation

Les candidatures se font auprès de la Direction Urgences écologiques et citoyenneté qui s'assure que les critères de diversité précisés dans l'article 3 sont respectés.

Les modalités de candidature sont les suivantes :
- Par courrier à la Mairie de Faches-Thumesnil (50 rue Jean Jaurès), à l'attention de la Direction Urgences écologiques et citoyenneté
- Par mail à l'adresse suivante : jeparticipe@ville-fachesthumesnil.fr
- Ou sur la plateforme jeparticipe.ville-fachesthumesnil.fr, rubrique « Je m'inscris ».

Il est possible de candidater au cours du mandat.

Articles 4 – Durée du mandat des membres des Conseils de quartier

Le mandat des membres des Conseils de quartier est lié à celui du Conseil municipal qui les a mis en place et prend fin :
- lors du renouvellement du Conseil municipal
- en cas de suspension ou de dissolution du Conseil municipal.

Article 5 – Vacance parmi les conseillers de quartier

Une place est estimée vacante en cas :
- de démission d'un conseiller de quartier
- d'incidents répétés ou de comportement incompatible avec l'exercice des fonctions de conseiller de quartier
- d'absence d'un conseiller à au moins 5 séances consécutives.

La place vacante peut être attribuée à un habitant qui aura candidaté selon les modalités précisées dans l'article 4.

S'il y a plusieurs candidats, la sélection se fait en fonction des critères de diversité précisés dans l'article 3 : parité, âge, répartition géographique.

Article 6 – Statut des conseillers de quartier

Les conseillers de quartier ont un statut de collaborateur occasionnel de la Ville de Faches-Thumesnil.

Ils s'engagent à représenter les Conseils de quartier vis-à-vis des habitants, des associations locales et d'autres instances ou organisations. Les conseillers de quartier, de par leur statut, peuvent accompagner la commune de manière bénévole dans l'organisation d'événements environnementaux, sportifs ou culturels.

Ils ne doivent pas prendre de position politique, syndicale, religieuse ou communautaire au nom des Conseils de quartier. La liberté d'expression prévaut à cette exception près.

Le mandat de chaque conseiller de quartier est soumis à deux conditions :
- la participation régulière aux activités de son Conseil de quartier
- le respect du présent règlement intérieur.

Article 7 – Moyens mis à disposition des Conseils de quartier

Les membres des Conseils de quartier bénéficient d'outils pris en charge par la Mairie, afin de faciliter leur mission :

Accompagnement humain : les Conseils de quartier bénéficient de l'aide d'un Chargé de mission Démocratie participative pour :
- Apporter des informations et faciliter le suivi des réunions
- Accompagner la réalisation des actions et des projets.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Accompagnement matériel : la Mairie facilite l'accès à des salles municipales et à du petit matériel permettant de réaliser les réunions :

- En mettant à disposition, sur réservation et en fonction de leur disponibilité :
  → Les salles de l'Hôtel de Ville, 50 rue Jean Jaurès : salle d'Honneur, salle des Mariages, salle Annexe
  → L'espace SolACiTé, 286 rue Kléber
- En prévoyant un badge d'accès pour le Président de chaque Conseil de quartier
- En favorisant le prêt de petit matériel (paperboard, stylos…).

Accompagnement au niveau des compétences :

- Un temps d'intégration
- Des temps de formation
- Une réunion annuelle commune à l'ensemble des Conseils de quartier.

Accompagnement financier : Des moyens financiers permettant aux Conseils de quartier de faciliter leur activité et de mener des projets feront l'objet d'une inscription au budget de la commune et seront administrés par la Direction Urgences écologiques et citoyenneté.

Chaque Conseil de quartier dispose d'une enveloppe maximum de 15 000 € pour l'ensemble du mandat (2 500 € / année budgétaire).

Les projets nécessitant des moyens financiers conséquents (ex : aménagements importants) doivent être prévus au budget communal de l'année suivante.

Accompagnement en terme de communication : chaque Conseil de quartier peut solliciter les moyens de communication de la Ville de Faches-Thumesnil :

- Moyens numériques :
  → Site Internet de la Ville :
  → Plateforme « Je participe »
  → Page Facebook officielle de la Ville
- Moyens physiques :
  → Journal municipal
  → Affiches
  → Flyers

Cette sollicitation des moyens de communication se fait par l'intermédiaire du Président du Conseil de quartier et/ou du Chargé de mission Démocratie participative. Chaque sollicitation doit anticiper des délais de traitement, de validation et de développement des supports de communication demandés.

3 – Fonctionnement

Article 8 – Présidence, co-animation et secrétariat de séance

Chaque Conseil de quartier est animé par le Président du Conseil de quartier assisté du co-animateur qui veillent au bon déroulement des réunions et actions du Conseil de quartier.

Le rôle de secrétaire de séance est rempli par le Chargé de mission Démocratie participative. Il réalise le compte-rendu des réunions.

Article 9 – Périodicité des séances

La périodicité des réunions est fixée en fonction de l'activité du Conseil de quartier. Sauf exception (projet à finaliser, sujet urgent sur lequel son avis est nécessaire), un Conseil de quartier ne peut réaliser plus d'une réunion par mois.

Un calendrier des réunions est fixé au début de chaque semestre (en janvier puis en juin).

Article 10 – Convocation

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026108-DE

Pour chaque Conseil de quartier, toute convocation des membres est faite par le Président du Conseil de quartier, par courrier électronique aux conseillers de quartier, cinq jours francs au moins avant le jour de la réunion.

La convocation est accompagnée d'un ordre du jour et, si besoin, de documents liés à celui-ci.

L'ordre du jour est arrêté par le Président du Conseil de quartier en lien avec les conseillers de quartier à la fin de la réunion précédente. Cependant, d'autres points peuvent être ajoutés en sollicitant le Président du Conseil de quartier.

Article 11 – Participation de personnes extérieures aux séances

À la demande des conseillers de quartier et sur invitation du Président, chaque Conseil de quartier peut inviter toute personne dont la compétence est liée aux questions inscrites à l'ordre du jour : élu, agent municipal, citoyen, partenaire associatif…

Si un élu thématique souhaite solliciter l'avis d'un Conseil de quartier au sujet d'une question ou d'un projet, il propose au Président du Conseil de quartier d'intervenir lors d'une réunion. Sa participation sera donc inscrite à l'ordre du jour de la réunion.

Si une intervention informative par un élu thématique le nécessite, une réunion commune aux cinq Conseils de quartier peut être proposée par la Mairie, qui en fixera les modalités (dates, horaires, lieu).

Article 12 – Vote

Pour les sujets le nécessitant, les avis et propositions du Conseil de quartier sont adoptés à la majorité absolue des suffrages exprimés. En cas de partage égal des voix, la voix du Président du Conseil de quartier est prépondérante.

Article 13 – Compte-rendu des réunions

Le compte-rendu de chaque réunion d'un Conseil de quartier est rédigé par le secrétaire de séance et signé par le Président du Conseil de quartier. Lors de chaque réunion, le Conseil de quartier approuve le compte-rendu de la séance précédente et examine le suivi apporté aux sujets antérieurs.

Le compte-rendu de réunion est transmis dans les meilleurs délais :
- au Maire
- aux membres du Conseil municipal
- aux membres du Comité de direction de la Ville
- aux membres du Conseil de quartier

Un relevé de décision extrait du compte-rendu est consultable par le public sur la plateforme « Je participe ».

Article 14 – Questions écrites au Conseil municipal

Avant chaque Conseil municipal, chaque Conseil de quartier peut poser directement au Maire jusqu'à trois questions écrites ayant trait aux affaires du quartier.

Les questions transmises par les Conseils de quartiers font l'objet d'une réponse écrite qui sera présentée en séance du Conseil municipal.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026109-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026109-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/109

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'ÉQUILIBRE AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LA VILLE DE FACHES-THUMESNIL

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville de Faches-Thumesnil est un établissement qui a la particularité de comporter deux budgets annexes, que sont la Résidence Arthur François et l'EHPAD Arthur François. La situation des EHPAD en France est actuellement au plus bas, et celui de Faches-Thumesnil ne déroge pas à la règle. Vient s'ajouter à cela les difficultés de mobilisation des personnels sur les emplois difficiles mais nécessaires au fonctionnement de ce type d'établissement.

La Résidence et l'EHPAD étant deux budgets annexes du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), la trésorerie (c'est-à-dire les fonds bancaires) s'additionne sur un même compte bancaire pour les trois entités, gérée par la Direction Générale des Finances Publiques. À ce jour, la trésorerie est faible, et met en difficultés les services dans la régularisation des factures échues.

À ce titre, il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle d'équilibre d'un montant de 360 000 € au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Faches-Thumesnil, pour l'année en cours, afin de pallier ses difficultés financières et lui permettre de continuer à assurer pleinement ses missions sociales.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026110-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026110-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/110

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MADAME MARIE-AUDE ANSART
OBJET : CESSION DU WOODYBUS À LA SOCIÉTÉ HUMBIRD

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-22 ;
Considérant que la ville de Faches-Thumesnil a acquis un Woodybus pour un montant de 24 215,62 €, auquel se sont ajoutés une capote de pluie pour 1 152 € et différents équipements, notamment des sièges enfants et selles adultes, pour 1 372,56 €, soit un coût d'acquisition total de 26 740,18 € ;
Considérant que l'exploitation de cet équipement génère des charges récurrentes de maintenance, de contrôle et d'entretien, qui se sont élevées à 1 362,90 € en 2026 et sont estimées à environ 1 700 € par an à compter de 2027 ;
Considérant qu'au regard de l'utilisation constatée de cet équipement, de ses coûts de fonctionnement et de maintenance ainsi que des perspectives d'utilisation futures, il apparaît opportun pour la commune de procéder à sa cession ;
Considérant que la société HUMBIRD a adressé à la Commune une proposition de rachat du Woodybus et de ses équipements pour un montant de 12 240 €, hors frais de transport de retour ;
Considérant que cette proposition permet à la Commune de valoriser l'équipement tout en évitant les dépenses futures liées à sa conservation, son entretien, ses contrôles et son assurance ;
Considérant que le montant de la cession étant supérieur à 4 600 €, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur cette aliénation ;
Il est proposé aux membres du Conseil municipal :
ARTICLE 1 : d'approuver la cession du Woodybus appartenant à la Commune de Faches-Thumesnil, comprenant ses équipements et accessoires, au profit de la société HUMBIRD, pour un montant de 12 240 € ;
ARTICLE 2 : de préciser que les frais liés au transport de retour du Woodybus ne sont pas compris dans le prix de cession et seront pris en charge par la Commune dans les conditions prévues pour son acheminement ;
ARTICLE 3 : d'autoriser la sortie du Woodybus et de ses accessoires de l'inventaire communal et la réalisation de l'ensemble des opérations comptables et patrimoniales correspondantes ;
ARTICLE 4 : de préciser que la recette issue de cette cession sera inscrite au budget communal.
ARTICLE 5 : d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte de cession ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026111-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026111-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/111

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MADAME MARIE-AUDE ANSART
OBJET : DÉCISION BUDGÉTAIRE MODIFICATIVE N°2

Monsieur le Maire informe que les décisions modificatives sont destinées à procéder, en cours d'année, après le vote du budget primitif, à des ajustements comptables.

Sont proposés les ajustements suivants :

FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement					Montant
Chap	Fonction	Nature	Service	Libellé	
042	01	6811	FIN	Amortissements - ajouts au prorata temporis	130 000,00 €
65	420	657363	FIN	Complément subvention CCAS	360 000,00 €
023	01	23	FIN	Virement à la section d'investissement	-425 200,00 €
011	70	6288	URGE	Réduction des dépenses - Autres	-10 000,00 €
				Total	**54 800,00 €**

Recettes de fonctionnement					Montant
Chap	Fonction	Nature	Service	Libellé	
042	01	777	FIN	Transferts au compte de résultat - subventions d'équipement reçues	3 900,00 €
013	020	6419	RH	Indemnités journalières	5 000,00 €
70	025	70311	ECIV	Concessions	13 000,00 €
74	01	74834	FIN	Compensations au titre des exonérations de taxes	32 900,00 €
				Total	**54 800,00 €**

INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement					Montant
Chap	Fonction	Nature	Service	Libellé	
4541101	01	4541101	FIN	Annulation des mandats relatifs au 1 route d'Arras	179 000,00 €
040	01	13911	FIN	Transferts au compte de résultat - subventions d'équipement reçues	3 900,00 €
21	21318	581	URBA	Report acquisition du 6 rue Roger Salengro selon délibération 2025/157	-150 000,00 €
204	70	20421	URGE	Primes vélo	5 000,00 €
043	01	2313	FIN	Opération d'ordre - transfert des frais d'étude au compte d'immobilisation	220 000,00 €
				Total	**257 900,00 €**

INVESTISSEMENT

Recettes d'investissement					Montant
Chap	Fonction	Nature	Service	Libellé	
21	01	21351	FIN	Annulation des mandats relatifs au 1 route d'Arras	175 000,00 €
21	01	21318	FIN	Annulation des mandats relatifs au 1 route d'Arras	4 000,00 €
4541201	01	4541201	FIN	Travaux effectués d'office pour compte de tiers - Récupération des mandats relatifs au 1 route d'Arras	179 000,00 €
040	01	28188	FIN	Amortissements - ajouts au prorata temporis	130 000,00 €
024	01	024	FIN	Vente du Woodybus - produit de cession	12 240,00 €
024	01	024	FIN	Vente anciens véhicules PM	2 300,00 €
021	01	021	FIN	Virement de la section de fonctionnement	-425 200,00 €
16	01	1641	FIN	Emprunt	-39 440,00 €
043	01	2031	FIN	Opération d'ordre - transfert des frais d'étude au compte d'immobilisation	220 000,00 €
				Total	**257 900,00 €**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026111-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/111

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :

25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).

8 ABSTENTIONS (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026112-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026112-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/112

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MADAME MARIE-AUDE ANSART
OBJET : NON-FACTURATION DES REPAS DE CANTINE NON CONSOMMÉS EN RAISON DES FORTES CHALEURS

En raison de l'épisode caniculaire la semaine du 22 juin 2026, les familles qui en avaient la possibilité ont été autorisées à garder leurs enfants à domicile afin de limiter leur exposition aux fortes chaleurs.

Cette possibilité constituait une mesure de souplesse laissée à l'appréciation des parents, mais en aucun cas une obligation. Les services de restauration scolaire ont été maintenus.

De plus, suite au passage de notre territoire en vigilance rouge canicule, la ville de Faches-Thumesnil a mis en place plusieurs mesures, notamment la fermeture des écoles de la commune les 25 et 26 juin à 14h, à l'exception des écoles Daudet et Bettignies (écoles équipées de la climatisation).

Considérant que ces conditions ont entraîné l'absence de nombreux enfants et la non-consommation des repas réservés les 25 et 26 juin 2026 ;

Considérant qu'il est proposé de ne pas facturer les repas qui n'ont pas été consommés en raison de ces circonstances exceptionnelles ;

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de ne pas facturer les repas de cantine non consommés les 25 et 26 juin 2026 en raison des fortes chaleurs dans les 10 écoles ayant fermé à 14h (Anatole France, Florian, Kleber, La Bruyère, La Fontaine, Mozart, Pascal, Pasteur-Curie, Sand, Hugo-Lamartine). Cela représente 899 repas, soit un montant de 3 133,30 €.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026113-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026113-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/113

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MADAME MARIE-AUDE ANSART
OBJET : MAJORATION DE LA COTISATION DUE AU TITRE DES LOGEMENTS MEUBLÉS

Monsieur le Maire de Faches-Thumesnil expose les dispositions de l'article 1407 ter du code général des impôts permettant au Conseil municipal de majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires due au titre des logements meublés.

La commune de Faches-Thumesnil est située dans une zone caractérisée par un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements.

Dans ce contexte, la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires constitue un outil permettant d'encourager la mobilisation du parc de logements au bénéfice de l'habitation principale, tout en renforçant les ressources fiscales de la commune.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal de fixer cette majoration au taux maximal prévu par la loi, soit 60 %.

Vu l'article 1407 ter du code général des impôts ;

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de :

- Majorer de 60 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires due au titre des logements meublés ;

- Charger le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
8 ABSTENTIONS (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026114-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026114-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/114

DÉLÉGATION : FINANCES ET MAÎTRISE BUDGÉTAIRE
RAPPORTEUR : MADAME MARIE-AUDE ANSART
OBJET : ADMISSIONS EN NON VALEUR – ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N° 2026/079
PIÈCE JOINTE : TABLEAU DES CRÉANCES CONCERNEES

La présente délibération a pour objet d'annuler et de remplacer la délibération n°2026/079 du 1er juillet 2026 relative aux admissions en non-valeur, afin de prendre en compte le montant actualisé des créances irrécouvrables transmis par le comptable public. Le montant total des admissions en non-valeur est ainsi porté de 6 700,06 € à 6 544,06 €.

Ces produits proposés en non-valeur, dont détail est joint à la présente délibération, n'ont pu être recouvrés malgré les recherches et les poursuites effectuées à ce jour.

Le motif est la plupart du temps l'insolvabilité du tiers (après constat d'huissier de carence ou achèvement des procédures usuelles de recouvrement : lettres de relance, lettres de mise en demeure, opposition à tiers détenteur sur salaire et compte bancaire).

L'admission en non-valeur de ces produits a pour effet d'apurer la comptabilité du comptable, dont la responsabilité ne se trouve pas dégagée pour autant. Ainsi, l'encaissement de ces recettes sera poursuivi, notamment dans le cas d'un changement de situation financière du débiteur.

Parmi ces créances irrécouvrables, on distingue deux types :

- Les admissions en non-valeur, créances pour lesquelles, malgré les diligences effectuées, aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes). Il est à préciser que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.

- Les créances éteintes. On constate l'extinction de ces créances, définitivement effacées, consécutivement à la liquidation judiciaire de fournisseurs ou de sociétés titulaires de marchés publics. Ces créances sont annulées par décision judiciaire (clôture insuffisante d'actif, règlement judiciaire, surendettement décision d'effacement de dette). Pour ces créances éteintes, la ville et la trésorerie ne pourront plus intenter d'action de recouvrement.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

- de prononcer l'admission en non-valeur des produits irrécouvrables pour un montant total de 6 544,06 € ;
- d'admettre en non-valeur les produits irrécouvrables pour un total de 6 544,06 € au compte 6541 sur le budget principal de la ville ;
- de procéder à la reprise de provision du montant de ces non-valeurs ;
- de l'autoriser à signer toutes les pièces du dossier.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026114-DE

Année	N°Pièce	N°Compte	Objet	Montant
N° de liste	**7732220033**			
2024	754	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	27,00 €
2024	1542	6541	REGIE ENFANCE	0,04 €
2024	2136	6541	REGIE ENFANCE	0,06 €
2024	67	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2024	82	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2024	91	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2024	751	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2025	51	6541	REGIE ENFANCE	0,60 €
2025	70	6541	REGIE ENFANCE	0,08 €
2025	114	6541	REGIE ENFANCE	0,04 €
				119,82 €
N° de liste	**7959661533**			
2020	1487	6541	REGIE ENFANCE	22,70 €
2021	150	6541	REGIE ENFANCE	44,77 €
2021	442	6541	REGIE ENFANCE	61,05 €
2021	979	6541	REGIE ENFANCE	48,84 €
2021	1219	6541	REGIE ENFANCE	501,19 €
2021	1317	6541	REGIE ENFANCE	207,57 €
2021	1508	6541	REGIE ENFANCE	154,44 €
2021	1706	6541	REGIE ENFANCE	51,77 €
2021	1999	6541	REGIE ENFANCE	48,88 €
2022	85	6541	REGIE ENFANCE	75,77 €
2022	378	6541	REGIE ENFANCE	20,24 €
2022	975	6541	REGIE ENFANCE	49,48 €
2022	1182	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	0,10 €
2022	1183	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2022	1241	6541	REGIE ENFANCE	23,33 €
2022	1536	6541	REGIE ENFANCE	35,37 €
2022	1729	6541	REGIE ENFANCE	30,35 €
2022	2284	6541	REGIE ENFANCE	48,52 €
2022	2398	6541	REGIE ENFANCE	44,00 €
2022	2706	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2708	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2709	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2714	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2717	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2722	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2725	6541	FOURRIERE	30,00 €
2022	2731	6541	REGIE ENFANCE	409,20 €
2022	2749	6541	REGIE ENFANCE	35,52 €
2023	42	6541	MEDIATHEQUE	23,00 €
2023	54	6541	MEDIATHEQUE	38,00 €
2023	56	6541	MEDIATHEQUE	178,00 €
2023	61	6541	MEDIATHEQUE	38,00 €
2023	370	6541	REGIE ENFANCE	30,00 €
2023	405	6541	REGIE ENFANCE	17,20 €
2023	406	6541	REGIE ENFANCE	29,24 €
2023	515	6541	ACTIVITES CULTURELLES	158,00 €
2023	579	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	580	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	617	6541	REGIE ENFANCE	25,08 €
2023	776	6541	REGIE ENFANCE	142,12 €
2023	779	6541	REGIE ENFANCE	20,40 €
2023	837	6541	REGIE ENFANCE	19,26 €
2023	964	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	1034	6541	REGIE ENFANCE	25,08 €
2023	1040	6541	REGIE ENFANCE	19,01 €
2023	1115	6541	REGIE ENFANCE	112,86 €
2023	1156	6541	REGIE ENFANCE	40,00 €
2023	1438	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	47,00 €
2023	1464	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	27,00 €
2023	1466	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	23,00 €
2023	1569	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	1571	6541	FOURRIERE	30,00 €

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026114-DE

Année	N°Pièce	N°Compte	Objet	Montant
2023	1572	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	1578	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	1580	6541	FOURRIERE	30,00 €
2023	1596	6541	REGIE ENFANCE	16,56 €
2023	1601	6541	REGIE ENFANCE	241,68 €
2023	1602	6541	REGIE ENFANCE	105,37 €
2023	1612	6541	REGIE ENFANCE	162,00 €
2023	1663	6541	REGIE ENFANCE	21,20 €
2023	1669	6541	REGIE ENFANCE	17,60 €
2023	1731	6541	REGIE ENFANCE	87,78 €
2023	1755	6541	REGIE ENFANCE	70,12 €
2023	3038	6541	REGIE ENFANCE	28,06 €
2024	105	6541	REGIE ENFANCE	190,80 €
2024	311	6541	REGIE ENFANCE	26,25 €
2024	410	6541	REGIE ENFANCE	59,36 €
2024	596	6541	REGIE ENFANCE	84,80 €
2024	794	6541	REGIE ENFANCE	29,68 €
2024	1182	6541	REGIE ENFANCE	59,36 €
2024	1292	6541	REGIE ENFANCE	16,96 €
2024	1309	6541	REGIE ENFANCE	89,04 €
2024	1479	6541	REGIE ENFANCE	93,28 €
2024	1716	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	27,00 €
2024	1727	6541	OUVRAGES NON RESTITUES	109,00 €
2024	1803	6541	REGIE ENFANCE	25,44 €
2024	2031	6541	REGIE ENFANCE	172,00 €
2025	13	6541	REGIE ENFANCE	129,00 €
2025	229	6541	REGIE ENFANCE	94,60 €
2025	650	6541	REGIE ENFANCE	68,80 €
2025	853	6541	REGIE ENFANCE	141,90 €
2025	1018	6541	REGIE ENFANCE	55,90 €
2025	1229	6541	REGIE ENFANCE	120,40 €
2025	1387	6541	FOURRIERE	30,00 €
2025	1571	6541	REGIE ENFANCE	146,20 €
2025	2044	6541	REGIE ENFANCE	87,20 €
2026	9	6541	REGIE ENFANCE	126,44 €
2026	213	6541	REGIE ENFANCE	87,20 €
2026	411	6541	REGIE ENFANCE	135,16 €
2026	604		REGIE ENFANCE	69,76 €
				6 424,24 €
				6 544,06 €

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026115-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS : En exercice : 33 / Présents : 31 / Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026115-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/115

DÉLÉGATION : ÉCONOMIE LOCALE
RAPPORTEUR : MONSIEUR OLIVIER BRUYNOGHE
OBJET : DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL

Depuis la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, le choix des ouvertures dominicales est laissé aux municipalités à hauteur de cinq dimanches par an et sur avis conforme de la Métropole Européenne de Lille (MEL), au-delà.
Le Conseil de la Métropole Européenne de Lille, dans un objectif de coordination à l'échelle métropolitaine, a fixé un calendrier de 7 dates, dans un cadre maximal de 8 dates possibles, laissant le choix sur une unique journée aux communes. En dessous de 6 dimanches délibérés par le Conseil municipal, l'avis de la Métropole Européenne de Lille n'est cependant pas exigé dans la détermination des dimanches ouverts.
Par ailleurs, il a été rappelé aux entreprises que chaque salarié privé de repos dominical au titre « des dimanches du maire » percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps (accordé par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos).
Compte-tenu des éléments précités et conformément à l'article R 3132-21 du code du travail, Monsieur le Maire a consulté les organisations professionnelles et de salariés intéressées.
Monsieur le Maire propose au Conseil municipal, les sept dates suivantes, à savoir :

- les deux premiers dimanches des soldes **(10 janvier et 27 juin 2027) ;**
- le dimanche précédant la rentrée des classes **(29 août 2027) ;**
- les quatre dimanches précédant Noël **(28 novembre 2027, 05, 12, 19 décembre 2027).**

Concernant les concessions automobiles, dont le calendrier des ouvertures dominicales est basé sur des dispositifs nationaux de promotion, les dates spécifiques suivantes sont proposées : **les 17 janvier, 14 mars, 13 juin, 12 septembre et 17 octobre 2027.**
En application de la loi du 6 août 2015, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le Maire, dans la limite de trois.
Compte tenu de ce qui précède, Monsieur le Maire, demande aux membres du Conseil municipal de bien vouloir approuver le calendrier des ouvertures dominicales retenu.
Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
REPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
REPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DÉPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/116

DÉLÉGATION : ÉCONOMIE LOCALE – COMMERCE DE PROXIMITÉ
RAPPORTEUR : MADAME ANNA MOUILLARD-SEMINERIO
OBJET : CONVENTION POUR LA RÉFECTION DE LA FAÇADE DU 34 RUE FERRER
PIÈCE JOINTE : PROJET DE CONVENTION

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles R. 421-17 et R. 421-17-1 ;

Vu le titre d'occupation du local commercial communal situé 34 rue Ferrer conclu avec l'entreprise « La Fée des Bulles » ;

Vu le projet de convention annexé à la présente délibération ;

Vu les crédits inscrits au budget communal ;

Considérant que la commune est propriétaire du local commercial situé 34 rue Ferrer à Faches-Thumesnil ;

Considérant que ce local est occupé par l'entreprise exploitée sous l'enseigne « La Fée des Bulles », représentée par Mme Amélie Pont ;

Considérant que l'occupante souhaite procéder elle-même à la remise en état esthétique de la façade du local qu'elle exploite ;

Considérant que l'entretien de cette façade concourt à la conservation du patrimoine communal et à la qualité du linéaire commercial ;

Considérant que les travaux seront strictement limités à la préparation des supports, aux reprises superficielles et à l'application des produits de finition validés par la commune, sans intervention sur la structure, l'étanchéité générale, l'isolation, les ouvertures, les réseaux ou l'enseigne ;

Considérant que la commune fournira exclusivement les consommables incorporés à son immeuble ou nécessaires à leur application, dans la limite de 1 000 € TTC, tandis que l'occupante réalisera les travaux à titre gratuit, sans rémunération, indemnité, remise de loyer, prorogation du titre d'occupation ni autre contrepartie ;

Considérant qu'aucun matériel, engin, échafaudage ni personnel communal ne sera mis à disposition ;

Considérant qu'il convient d'encadrer les conditions techniques, administratives, assurantielles et financières de cette intervention par une convention ;

Il est proposé aux membres du conseil municipal :

Article 1 : Autorisation des travaux
D'autoriser l'entreprise exploitée sous l'enseigne « La Fée des Bulles », représentée par Mme Amélie Pont, à réaliser la réfection superficielle de la façade du local communal situé 34 rue Ferrer, dans les limites et conditions fixées par la convention annexée.

Article 2 : Fourniture des consommables
D'approuver la fourniture directe par la commune des peintures, enduits de rebouchage ou de finition, primaires, produits de préparation et petits consommables expressément listés dans la fiche technique annexée à la convention, pour un montant total maximal de 1 000 € TTC. Ces produits demeurent affectés au bâtiment communal ; tout reliquat non utilisé doit être restitué à la commune.

Article 3 : Régime financier
De préciser que l'intervention de l'occupante est réalisée à titre gratuit et n'ouvre droit à aucune rémunération, indemnité, remboursement, réduction ou franchise de loyer, prorogation du titre d'occupation, droit réel ou autre avantage. La convention ne modifie pas les conditions financières du titre d'occupation en vigueur.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/116

Article 4 : Approbation de la convention
D'approuver la convention d'autorisation et de réalisation de travaux annexée à la présente délibération et d'autoriser le maire, ou son représentant, à la signer ainsi que tout document strictement nécessaire à son exécution.

Article 5 : Conditions préalables au commencement
De subordonner le commencement des travaux à la réalisation cumulative des conditions suivantes :

- obtention de la décision de non-opposition à la déclaration préalable ou de toute autre autorisation d'urbanisme requise ;
- validation écrite par les services municipaux de la teinte, des produits, du mode opératoire et du calendrier ;
- remise par l'occupante d'une attestation d'assurance en cours de validité mentionnant expressément la couverture des dommages susceptibles de résulter de travaux de préparation, d'enduit et de peinture sur façade ;
- établissement d'un constat contradictoire avant travaux, accompagné de photographies ;
- obtention, le cas échéant, des autorisations d'occupation du domaine public et des mesures de circulation nécessaires.

Article 6 : Exécution budgétaire
D'imputer les dépenses correspondantes sur les crédits disponibles du budget communal de l'exercice 2026.

Article 7 : Contrôle et compte rendu
De charger le Maire de veiller à l'exécution de la présente délibération et de rendre compte au conseil municipal des actes pris dans ce cadre selon les règles applicables.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
26 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU).
7 ABSTENTIONS (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal d'approuver la délibération présentée.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Convention d'autorisation et de réalisation des travaux de façade

Local commercial communal situé 34 rue Ferrer à Faches-Thumesnil

Entre les soussignés

La commune de Faches-Thumesnil, sise Hôtel de Ville, 50 rue Jean Jaurès, 59155 Faches-Thumesnil, représentée par son maire, dûment habilité par la délibération du conseil municipal n° 2026/021 du 28 mars 2026, ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

Et

L'autoentreprise exploitée sous l'enseigne « La Fée des Bulles », dont le siège ou l'adresse professionnelle est situé au 34, rue Ferrer représentée par Mme Amélie Pont en qualité de gérante, occupante du local commercial communal situé 34 rue Ferrer, 59155 Faches-Thumesnil, ci-après dénommée « l'Occupante »,

D'autre part,

Préambule

La Commune est propriétaire du local commercial situé 34 rue Ferrer. L'Occupante y exerce son activité sous l'enseigne « La Fée des Bulles » en vertu d'un titre d'occupation conclu le 1er aout 2024.

À la demande de l'Occupante, les parties souhaitent organiser une remise en état superficielle de la façade. La Commune fournit les seuls consommables destinés à être incorporés à son immeuble ou utilisés pour leur mise en œuvre. L'Occupante réalise personnellement les travaux, à titre gratuit et dans l'intérêt de l'usage du local qu'elle occupe.

La présente convention ne modifie ni la durée ni le loyer ni les autres conditions financières du titre d'occupation. Elle n'emporte aucune rémunération ou autre contrepartie au bénéfice de l'Occupante et ne lui confère aucun droit réel sur l'immeuble.

Il est convenu ce qui suit.

Article 1 : Objet

La Commune autorise l'Occupante à réaliser la remise en état superficielle de la façade du local situé 34 rue Ferrer et fixe les conditions de fourniture des consommables, d'exécution, de contrôle, de sécurité, d'assurance et de responsabilité applicables à cette intervention.

La présente convention constitue une autorisation limitée. Elle ne vaut ni transfert de maîtrise d'ouvrage, ni mise à disposition de personnel ou de matériel communal, ni autorisation d'occuper le domaine public.

Article 2 : Documents applicables

Font partie de la convention :

- la fiche technique et financière des travaux figurant en annexe 1 ;
- le constat contradictoire et les photographies avant travaux figurant en annexe 2 ;
- la décision relative à la déclaration préalable et ses prescriptions ;
- les fiches techniques des produits validés par les services municipaux ;
- l'attestation d'assurance remise par l'Occupante.

Le titre d'occupation du local demeure applicable. En cas de contradiction, la présente convention régit uniquement les travaux qu'elle autorise et ne peut être interprétée comme modifiant le titre d'occupation.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Article 3 : Nature et limites des travaux

Les travaux autorisés comprennent exclusivement :

- la protection des abords, vitrines, menuiseries et équipements existants ;
- le nettoyage du support selon le procédé validé par la Commune ;
- le grattage des parties non adhérentes et les reprises localisées au moyen d'un enduit adapté ;
- l'application du primaire et des couches de peinture ou de finition prévues par les fiches techniques ;
- le nettoyage final et l'évacuation régulière des déchets.

Sont exclus les travaux touchant à la structure, à l'étanchéité générale de la façade, à l'isolation thermique par l'extérieur, aux ouvertures, aux réseaux, à la toiture, aux éléments porteurs, à l'enseigne ou à tout élément amianté ou susceptible de l'être. Toute fissure profonde, humidité persistante, instabilité du support ou découverte imprévue impose l'arrêt immédiat des travaux et l'information de la Commune.

Article 4 : Engagements de la Commune

La Commune s'engage à :

- définir et valider les teintes, produits, quantités et prescriptions figurant en annexe 1 ;
- acheter directement et remettre à l'Occupante les consommables validés, dans la limite de 1 000 € TTC ;
- déposer, en qualité de propriétaire, la déclaration préalable ou autoriser expressément l'Occupante à la déposer en son nom ;
- communiquer les prescriptions résultant de l'autorisation d'urbanisme ;
- organiser les constats contradictoires avant et après travaux.

La Commune ne fournit aucun agent, véhicule, échafaudage, nacelle, escabeau, outil électroportatif, équipement de protection individuelle ou autre matériel. Elle ne rembourse aucun achat effectué sans son accord écrit préalable.

Article 5 : Engagements de l'Occupante

L'Occupante s'engage à :

- réaliser personnellement les travaux décrits, sans les sous-traiter ni faire intervenir un tiers sans autorisation écrite préalable de la Commune ;
- respecter l'autorisation d'urbanisme, les prescriptions municipales, les fiches techniques des fabricants et les règles de l'art ;
- fournir à ses frais les équipements, matériels d'accès et protections individuelles nécessaires ;
- protéger les personnes, les biens, les vitrines, le trottoir et les propriétés voisines ;
- maintenir les accès et ne pas gêner la circulation sans autorisation ;
- signaler immédiatement tout incident, dégradation ou difficulté technique ;
- évacuer les déchets dans une filière adaptée et maintenir le chantier propre ;
- restituer à la Commune tous les produits non ouverts et les reliquats réutilisables ;
- remédier, dans le délai fixé par la Commune, aux défauts ou dommages imputables à son intervention.

Article 6 : Conditions préalables

Aucun travail ne peut commencer avant que la Commune ait confirmé par écrit la réunion de toutes les conditions suivantes :

- décision de non-opposition à la déclaration préalable ou autorisation requise devenue exécutoire ;
- validation du descriptif, des teintes, des produits et du calendrier ;
- attestation d'assurance de l'Occupante en cours de validité couvrant explicitement les dommages corporels, matériels et immatériels causés à la Commune et aux tiers à l'occasion des travaux autorisés ;
- constat contradictoire avant travaux signé par les parties ;
- autorisation d'occupation du domaine public et arrêté de circulation, lorsqu'ils sont nécessaires.

À défaut de couverture assurantielle explicite ou d'autorisation administrative requise, les travaux sont reportés. Cette suspension n'ouvre droit à aucune indemnité.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Article 7 : Sécurité et occupation des abords

L'Occupante organise son intervention sous sa seule responsabilité et utilise exclusivement des équipements adaptés, stables, conformes et correctement entretenus. Elle s'interdit tout dispositif improvisé. Les travaux en hauteur ne peuvent être réalisés que si les conditions météorologiques, l'éclairage et la protection contre les chutes le permettent.

Toute implantation sur le trottoir ou la chaussée est interdite sans titre d'occupation et mesures de circulation préalables. La Commune peut faire suspendre immédiatement les travaux en cas de danger, de non-respect des prescriptions ou d'atteinte aux biens et aux tiers.

Article 8 : Régime financier et absence de contrepartie

La Commune supporte uniquement le coût des consommables préalablement validés et achetés directement par elle, dans la limite de 1 000 € TTC. Les frais de main-d'œuvre, de déplacement, d'équipement, de location de matériel, de protection, de nettoyage et d'évacuation restent à la charge de l'Occupante.

L'Occupante ne peut réclamer aucune rémunération, indemnité, remboursement, réduction de loyer, compensation de créance, prorogation du titre d'occupation ou avantage de quelque nature que ce soit. Elle ne peut facturer les travaux à la Commune.

Article 9 : Affectation des produits et sort des améliorations

Les consommables fournis restent la propriété de la Commune jusqu'à leur incorporation à l'immeuble. Ils ne peuvent être cédés, emportés ou utilisés pour un autre bien. Les reliquats sont restitués à la fin des travaux.

Les produits incorporés et les améliorations réalisées demeurent attachés à l'immeuble communal, sans indemnité au profit de l'Occupante, y compris à l'expiration de son titre d'occupation.

Article 10 : Responsabilité et assurances

L'Occupante répond des dommages corporels, matériels et immatériels causés à la Commune, aux tiers ou aux biens du fait de son intervention, de son matériel, des personnes qu'elle aurait fait intervenir avec autorisation ou du non-respect des prescriptions.

Elle maintient pendant toute la durée des travaux une assurance adaptée et remet l'attestation correspondante avant le démarrage. Elle informe son assureur de la nature exacte de l'intervention. Tout sinistre est déclaré sans délai à la Commune et aux assureurs concernés.

La Commune reste responsable des dommages résultant de ses propres fautes ou d'un défaut du bâtiment dont elle aurait eu connaissance et qu'elle n'aurait pas signalé, dans les conditions prévues par les règles d'ordre public applicables.

Article 11 : Calendrier

Les travaux sont réalisés entre le xxx et le xxx, aux horaires suivants : xxxx. Toute modification du calendrier est soumise à l'accord écrit préalable de la Commune.

L'Occupante interrompt les travaux lorsque les conditions météorologiques ou l'état du support compromettent la sécurité, l'adhérence ou la qualité de la finition.

Article 12 : Contrôle et constat d'achèvement

Les services municipaux peuvent accéder aux abords de la façade pour vérifier la conformité des travaux, sans assumer la direction technique de l'intervention.

À l'issue des travaux, les parties établissent un constat contradictoire d'achèvement accompagné de photographies. Les réserves imputables à l'exécution sont corrigées par l'Occupante dans un délai de 10 jours calendaires ou dans tout autre délai fixé d'un commun accord.

Article 13 : Durée suspension et résiliation

La convention entre en vigueur à sa signature et prend fin après la levée des éventuelles réserves et la restitution des reliquats, au plus tard le xxx.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

La Commune peut suspendre immédiatement l'intervention pour des motifs de sécurité, d'urbanisme, de conservation du bâtiment, de nécessité de service ou d'intérêt général. En cas de manquement non régularisé dans le délai indiqué par mise en demeure, elle peut résilier la convention. En cas d'urgence ou de danger, la suspension ou la résiliation peut être immédiate.

La suspension ou la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité. L'Occupante met alors les lieux en sécurité, restitue les produits non utilisés et répare les dommages imputables à son intervention.

Article 14 Modification

Toute modification de la nature des travaux, des teintes, des produits, du montant maximal ou du calendrier doit faire l'objet d'un écrit signé par les parties et, lorsque la modification excède l'habilitation donnée au maire, d'une nouvelle délibération du conseil municipal.

Article 15 Règlement des différends

Les parties recherchent d'abord une solution amiable. À défaut d'accord dans un délai de trente jours à compter de la réception d'une réclamation écrite, le différend est porté devant la juridiction matériellement et territorialement compétente.

Article 16 Élection de domicile et exemplaires

Pour l'exécution de la convention, les parties élisent domicile aux adresses indiquées en tête des présentes. La convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chaque partie.

Fait à Faches-Thumesnil, le

Pour la Commune de Faches-Thumesnil	**Pour l'entreprise exploitée sous l'enseigne La Fée des Bulles**
Brice LAURET, Maire	Mme Amélie Pont, Gérante
Signature et cachet	Signature et cachet

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Annexe 1 Fiche technique et financière

Cette fiche doit être complétée et signée avant la remise des produits.

Descriptif validé

Support et état apparent [à compléter]
Préparation prévue [à compléter]
Système d'enduit prévu [à compléter]
Primaire prévu [à compléter]
Peinture ou finition prévue [à compléter]
Teinte et référence [à compléter]
Nombre de couches [à compléter]

Consommables fournis par la Commune

Désignation	Marque et référence	Quantité	Prix unitaire TTC	Total TTC	Date de remise
Produit de nettoyage ou préparation	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
Enduit extérieur de rebouchage ou finition	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
Primaire d'accrochage	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
Peinture ou revêtement de finition	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
Ruban, bâches et abrasifs	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]
Rouleaux et pinceaux consommables	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]	[à compléter]

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Montant total maximal autorisé 1 000 € TTC

Les quantités remises et les reliquats restitués sont consignés contradictoirement. Aucun produit de substitution ne peut être utilisé sans validation écrite de la Commune.

Calendrier et autorisations

Déclaration préalable n° [référence]

Date de non-opposition [date]

Autorisation d'occupation du domaine public [sans objet ou référence]

Période d'intervention du [date] au [date]

Référent communal [nom téléphone courriel]

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026116-DE

Annexe 2 Constats contradictoires

Constat avant travaux

Date et heure [à compléter]

Personnes présentes [à compléter]

État du support [à compléter]

Fissures humidité ou désordres observés [à compléter]

Protections à prévoir [à compléter]

Photographies jointes [nombre et références]

Observations [à compléter]

Constat après travaux

Date et heure [à compléter]

Conformité aux teintes et produits validés [oui non observations]

État des abords et nettoyage [à compléter]

Reliquats restitués [liste et quantités]

Réserves éventuelles [à compléter]

Délai de correction [à compléter]

Photographies jointes [nombre et références]

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026117-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS : En exercice : 33 / Présents : 31 / Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026117-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/117

DÉLÉGATION : CULTURE – PATRIMOINE, PROGRAMMATION ET ASSOCIATIONS RATTACHÉES AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS
RAPPORTEUR : MONSIEUR BERNARD BALCEREK
OBJET : SUBVENTION À L'ASSOCIATION HARMONIE DE FACHES-THUMESNIL

L'association Harmonie de Faches-Thumesnil existe depuis 1995. Elle rassemble depuis lors de nombreux musiciens de Faches -Thumesnil chaque année, pour des répétitions hebdomadaires à l'école de musique et des concerts sur le territoire, au bénéfice des habitants.

Forte de plus de 130 concerts depuis sa création, l'Harmonie mène chaque année des projets et des interventions, lors d'événements municipaux, dans le cadre des jumelages, et/ou en partenariat avec les élèves et professeurs de l'École de Musique municipale, autour d'un répertoire très large : classique, opéra, opérette, musique sacrée, jazz, musique de film, variétés, air traditionnel...

L'association a sollicité début 2026 une première partie de subvention dans le cadre de la disposition prévue par le Maire dans le cadre de l'année électorale, qui permettait aux associations de solliciter 50 % du montant de la subvention accordée en 2025 par la commune, sur simple demande, puis, le solde, dans le cadre d'un dépôt de dossier complet.

En 2026, L'association a déjà participé à un projet de concert commun avec les élèves de l'École Municipale de Musique, qui a eu lieu salle Baron au mois de mai, et à également participé aux Fanfaronnades en partenariat avec la direction de la Culture et l'école de musique.
Par ailleurs, l'Harmonie a collaboré à l'événement associatif Vivr'Art à la salle Jacques Brel le 12 avril 2026.

L'Harmonie participera également à l'événement Féeries de Noël en décembre prochain.

L'association sollicite la commune en 2026 pour une subvention qui s'élève au total à 3 800 €, dont 1 900 € ont déjà été versés.

Il est proposé, au vu des éléments ci-dessus, d'attribuer une subvention à l'Harmonie de Faches-Thumesnil pour un montant de 1 900 €, en complément des 1 900 € déjà versés au titre de l'année 2026.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026118-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 33

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026118-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N° 2026/118

DÉLÉGATION : SPORTS
RAPPORTEUR : MONSIEUR MATHIEU ROUX
OBJET : RÈGLEMENT D'UTILISATION DES CITY-STADES
PIÈCE JOINTE : PROJET D'ARRÊTÉ

Le règlement défini les modalités de pratique et de mise à disposition des espaces sportif en accès libre que possède la ville de Faches-Thumesnil. Ces espaces sont au nombre de deux et se situent à côté du complexe sportif Kléber pour l'un et à côté de la salle Baron pour l'autre, d'où leur nom respectif : Espace Kléber et Espace Baron.

Y figurent :

- les conditions d'accès ;
- les dispositions particulières d'utilisation ;
- les horaires de pratique ;
- les conditions d'ordre et de sécurité.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de l'autoriser à signer l'arrêté qui précise le règlement d'utilisation des espaces de pratiques libres de sports des City-stades.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la délibération présentée.

Les membres du Conseil municipal approuvent à l'unanimité des suffrages exprimés.

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire
Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026118-DE

SPORTS N°2026/

ARRÊTÉ DU MAIRE
Portant règlement des City-Stades

Nous, Brice LAURET, Maire de la Ville de FACHES-THUMESNIL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Pénal, notamment son article R. 610-5 disposant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés,

VU le Code du Sport et notamment les articles L. 212-1, L. 212-11, L. 321-1, L.332-1 à L. 332-21, L. 331-9 et R. 322-4 et suivants,

VU le Code de l'Éducation et notamment son article L. 214-4,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L. 3335-4,

VU le décret N°2006-1386 fixant les conditions d'application d'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectifs,

VU l'arrêté du 20 octobre 2020 portant règlement des équipements sportifs, le stade et les terrains de plein air de la commune,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'adapter les conditions d'utilisation des City-stades,

A R R E T O N S

ARTICLE 1. Accès – Généralités

Les City-stades sont des équipements ouverts à tous, libres d'accès sous certaines conditions dans l'intérêt des usagers publics et des riverains.

En y accédant, les utilisateurs reconnaissent avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter toutes les conditions et être conscients qu'il pourra lui être opposé, à toutes fins utiles.

La commune se réserve le droit, à tout moment, de modifier ce règlement ou les horaires d'accès pour garantir les conditions de bonne utilisation, d'entretien et de respect du voisinage (nuisances sonores).

Les City-stades sont exclusivement réservés à la pratique du football, du basketball. Toute autre activité pour laquelle il n'est pas destiné est interdite : rollers, planches à roulettes, trottinettes , deux roues ou engins à moteur...

ARTICLE 2.- Accès – Dispositions Particulières

Utilisation des équipements sportifs

Les City-stades ne sont pas surveillés. Les personnes mineures sont sous la responsabilité de leur représentant légal.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026118-DE

L'accès aux City-stades et leurs utilisations sont formellement interdits :
- aux enfants de moins de 3 ans,
- aux enfants de moins de 10 ans sauf sous la responsabilité d'un parent ou d'une tierce personne majeure.

Les utilisateurs doivent veiller à ne pas mettre en danger la sécurité des autres utilisateurs et à avoir un comportement respectueux. Les manifestations de type spectacles, épreuves sportives, tournois...., ne peuvent être organisées sans autorisation de la Mairie, qui se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien du bon ordre.

L'accès aux City-stades pourra être interdit sans préavis pour les motifs suivants : Intempéries, neige, verglas, travaux d'entretien, trouble de l'ordre public, utilisation jugée prioritaire par la commune.

ARTICLE 3.- LES HORAIRES

Les City-stades sont accessibles tous les jours y compris le week-end,

- de 8h à 21h00, du 1er octobre au 31 mars,
- de 8h à 23h00, du 1er avril au 30 septembre

Les terrains seront éclairés du 1er octobre au 31 mars, de 17h00 à 21h00 et du 1avril au 30 avril de 19h à 23h.

L'accès est interdit avant et après les heures indiquées ci-dessus permettant ainsi aux riverains d'avoir des plages de tranquillité.

La mairie se réserve à tout moment de modifier les horaires d'ouverture pour garantir les conditions de bonne utilisation et le respect du voisinage

ARTICLE 4.- CONDITIONS D'ORDRE ET DE SECURITE

D'une manière générale, les usagers doivent utiliser les City-stades dans le respect des autres et du matériel mis à leur disposition.

Sont donc formellement interdit dans l'enceinte des City-stades :

- les boules de pétanque, les rollers, planches à roulettes, vélos, cycles et engins motorisés, les chaussures à crampons sur le terrain de basket-ball.

Il est également interdit :

- de troubler le calme et la tranquillité des riverains, en utilisant du matériel sonore dépassant le niveau légal, des pétards ou fusées.
- de modifier, de rajouter, même de façon provisoire, toutes sortes d'obstacles de structures, de matériel non adaptés ou hors normes ;
- d'utiliser cet espace pour d'autres activités que celles sportives notifiées ci-dessus ;
- d'escalader ou de grimper sur les panneaux de basket, buts, ou rambardes ;
- de fumer des cigarettes ou autre. De consommer de l'alcool, d'introduire des bouteilles en verre, des flacons en verre.

L'accès à l'enceinte est formellement interdit aux animaux même tenus en laisse.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026118-DE

En cas de détérioration, de dégâts ou d'obstacles, les usagers ou toute personne qui constate ces dégâts seront tenus d'avertir la mairie au 03 20 62 61 61 (rappel des numéros d'urgence : Police : 17 – Pompiers : 18 - SAMU: 15)

ARTICLE 5.- Recours

Tout comportement incivil est strictement prohibé au sein de l'équipement sportif. Les infractions aux dispositions du présent règlement seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les prescriptions ainsi édictées ont pour objet la conservation des installations sportives municipales en bon état d'utilisation dans l'intérêt des usagers et du public en général : les dégradations constatées pourront être l'objet d'un recours auprès des contrevenants.

ARTICLE 6.-

Le présent arrêté sera inscrit aux registres des actes de la Ville, publié et affiché. Une ampliation de cet arrêté sera adressée à :

Monsieur le Préfet du Nord

Fait à Faches-Thumesnil, le 27 juillet 2026

Le Maire,

Brice LAURET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'état. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026119-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 32

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026119-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/119

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MONSIEUR PATRICK PROISY

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2123-35 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.242-1 à L.242-5 ;

Vu le Code électoral, notamment son article L.52-18-1 ;

Vu la demande de protection fonctionnelle présentée par M. Patrick PROISY, conseiller municipal, reçue par la commune le **4 août 2026**, faisant état d'une agression subie le vendredi 6 mars 2026 ;

Considérant que l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la commune accorde sa protection au maire, aux autres membres du conseil municipal ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions actuelles ou passées ;

Considérant que le même article prévoit que l'élu bénéficie de la protection de la commune selon la procédure qu'il définit et que le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élu bénéficie de cette protection ;

Considérant que le bénéfice de la protection de la commune au titre du mandat municipal suppose l'existence d'un lien entre les faits invoqués et l'exercice des fonctions municipales de l'élu concerné ;

Considérant que les faits du 6 mars 2026 invoqués par M. Patrick PROISY sont survenus à l'occasion d'unmeeting organisé dans le cadre de la campagne pour les élections municipales de mars 2026 de la liste « Faches-Thumesnil en commun » ;

Considérant que M. Patrick PROISY était candidat aux élections municipales de mars 2026 sur cette liste et participait à ce meeting dans le cadre de cette campagne électorale ;

Considérant que ce meeting constituait une réunion électorale et non une manifestation organisée par la commune ou relevant de l'exercice des fonctions municipales de M. Patrick PROISY ;

Considérant qu'aucun élément porté à la connaissance de la commune ne permet d'établir que l'agression invoquée aurait été commise à l'occasion ou du fait des fonctions municipales actuelles ou passées de M. Patrick PROISY, ni qu'il aurait été pris pour cible en raison de l'exercice de celles-ci ;

Considérant, en revanche, que les éléments dont dispose la commune rattachent les faits à sa participation à la campagne électorale en qualité de candidat aux élections municipales de mars 2026 ;

Considérant que l'article L.52-18-1 du Code électoral prévoit que chaque candidat bénéficie, pendant la période qu'il définit, de la protection prévue aux articles L.134-1 à L.134-12 du Code général de la fonction publique et que cette protection est assurée par l'État ;

Considérant, par conséquent, que les faits invoqués ne présentent pas le lien avec l'exercice des fonctions municipales requis pour justifier le maintien de la protection de la commune au titre de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026119-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/119

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MONSIEUR PATRICK PROISY

Article 1er – De retirer la protection fonctionnelle de la commune accordée à M. Patrick PROISY à la suite de sa demande reçue le 4 août 2026, les éléments portés à la connaissance de la commune ne permettant pas d'établir que l'agression invoquée est intervenue à l'occasion ou du fait de ses fonctions municipales actuelles ou passées.

Article 2 – De préciser que le présent retrait ne porte aucune appréciation sur la réalité, la gravité ou la qualification juridique des faits dont M. Patrick PROISY indique avoir été victime, mais repose exclusivement sur l'absence de rattachement établi de ces faits à l'exercice de ses fonctions municipales.

Article 3 – De rappeler que les faits invoqués étant survenus dans le cadre d'un meeting de campagne auquel M. Patrick PROISY participait en qualité de candidat aux élections municipales de mars 2026, sa situation est susceptible de relever du dispositif de protection des candidats prévu par l'article L.52-18-1 du Code électoral, dont la protection est assurée par l'État.

Article 4 – La présente délibération sera notifiée à M. Patrick PROISY et transmise au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité.

Article 5 – Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

M. Patrick PROISY ne prend part ni aux débats ni au vote de la présente délibération.
Monsieur le Maire, Président de séance, met aux voix la délibération.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU)
1 ABSTENTION (Jean-Marc LEVILLAIN)
6 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026120-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 31
Votants : 32

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026120-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/120

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MONSIEUR CHRISTOPHER LIENARD

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2123-35 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.242-1 à L.242-5 ;

Vu le Code électoral, notamment son article L.52-18-1 ;

Vu la demande de protection fonctionnelle présentée par M. Christopher LIENARD, conseiller municipal, reçue par la commune le **4 août 2026**, faisant état d'une agression subie le vendredi 6 mars 2026 ;

Considérant que l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la commune accorde sa protection au maire, aux autres membres du conseil municipal ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions actuelles ou passées ;

Considérant que le même article prévoit que l'élu bénéficie de la protection de la commune selon la procédure qu'il définit et que le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élu bénéficie de cette protection ;

Considérant que le bénéfice de la protection de la commune au titre du mandat municipal suppose l'existence d'un lien entre les faits invoqués et l'exercice des fonctions municipales de l'élu concerné ;

Considérant que les faits du 6 mars 2026 invoqués par M. Christopher LIENARD sont survenus à l'occasion d'un meeting organisé dans le cadre de la campagne pour les élections municipales de mars 2026 de la liste « Faches-Thumesnil en commun » ;

Considérant que M. Christopher LIENARD était candidat aux élections municipales de mars 2026 sur cette liste et participait à ce meeting dans le cadre de cette campagne électorale ;

Considérant que ce meeting constituait une réunion électorale et non une manifestation organisée par la commune ou relevant de l'exercice des fonctions municipales de M. Christopher LIENARD ;

Considérant qu'aucun élément porté à la connaissance de la commune ne permet d'établir que l'agression invoquée aurait été commise à l'occasion ou du fait des fonctions municipales actuelles ou passées de M. Christopher LIENARD, ni qu'il aurait été pris pour cible en raison de l'exercice de celles-ci ;

Considérant, en revanche, que les éléments dont dispose la commune rattachent les faits à sa participation à la campagne électorale en qualité de candidat aux élections municipales de mars 2026 ;

Considérant que l'article L.52-18-1 du Code électoral prévoit que chaque candidat bénéficie, pendant la période qu'il définit, de la protection prévue aux articles L.134-1 à L.134-12 du Code général de la fonction publique et que cette protection est assurée par l'État ;

Considérant, par conséquent, que les faits invoqués ne présentent pas le lien avec l'exercice des fonctions municipales requis pour justifier le maintien de la protection de la commune au titre de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026120-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/120

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MONSIEUR CHRISTOPHER LIENARD

Article 1er – De **retirer la protection fonctionnelle de la commune accordée à M. Christopher LIENARD** à la suite de sa demande reçue le 4 août 2026, les éléments portés à la connaissance de la commune ne permettant pas d'établir que l'agression invoquée est intervenue à l'occasion ou du fait de ses fonctions municipales actuelles ou passées.

Article 2 – De préciser que le présent retrait ne porte aucune appréciation sur la réalité, la gravité ou la qualification juridique des faits dont M. Christopher LIENARD indique avoir été victime, mais repose exclusivement sur l'absence de rattachement établi de ces faits à l'exercice de ses fonctions municipales.

Article 3 – De rappeler que les faits invoqués étant survenus dans le cadre d'un meeting de campagne auquel M. Christopher LIENARD participait en qualité de candidat aux élections municipales de mars 2026, sa situation est susceptible de relever du dispositif de protection des candidats prévu par l'article L.52-18-1 du Code électoral, dont la protection est assurée par l'État.

Article 4 – La présente délibération sera notifiée à M. Christopher LIENARD et transmise au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité.

Article 5 – Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

M. Christopher LIENARD ne prend part ni aux débats ni au vote de la présente délibération.
Monsieur le Maire, Président de séance, met aux voix la délibération.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU)
1 ABSTENTION (Jean-Marc LEVILLAIN)
6 VOIX CONTRE (Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Violaine MAREIGNER, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL 59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026121-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DATE DE CONVOCATION : 24 SEPTEMBRE 2026
DATE DE PUBLICATION : 24 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE CONSEILLERS :
En exercice : 33
Présents : 24
Votants : 26

Sous la Présidence de Monsieur Brice LAURET, Maire de FACHES-THUMESNIL,

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Mathilde DELEFORGE a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, à l'unanimité.

APPEL DES MEMBRES

Il a été procédé à l'appel des membres et à l'enregistrement des procurations comme indiqué ci-dessous :

Étaient présents : Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Clément LEBLOND, Charlotte LEROY, Jean-Marc LEVILLAIN, Christopher LIÉNARD, Violaine MAREIGNER, Constantine MIR, Karine MORAND, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Patrick PROISY, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Christine TABUTAUD, Alexandre TORNU

Étaient excusés avec pouvoir : Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR,

Formant la majorité des membres en exercice ;

Le quorum étant atteint, le Conseil municipal de FACHES-THUMESNIL peut valablement délibérer.

Département du Nord - Arrondissement de Lille
Ville de FACHES-THUMESNIL
50 rue Jean Jaurès
59155 FACHES-THUMESNIL
03 20 62 61 61
https://www.ville-fachesthumesnil.fr/

DEPARTEMENT DU NORD – ARRONDISSEMENT DE LILLE - 50 RUE JEAN JAURES 59155 FACHES THUMESNIL www.ville-fachesthumesnil.fr

MEL MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026121-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/121

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MADAME VIOLAINE MAREIGNER

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2123-35 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L.242-1 à L.242-5 ;

Vu le Code électoral, notamment son article L.52-18-1 ;

Vu la demande de protection fonctionnelle présentée par Mme. Violaine MAREIGNER, conseillère municipal, reçue par la commune le **4 août 2026**, faisant état d'une agression subie le vendredi 6 mars 2026 ;

Considérant que l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la commune accorde sa protection au maire, aux autres membres du conseil municipal ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsqu'ils sont victimes de violences, de menaces ou d'outrages à l'occasion ou du fait de leurs fonctions actuelles ou passées ;

Considérant que le même article prévoit que l'élue bénéficie de la protection de la commune selon la procédure qu'il définit et que le conseil municipal peut retirer ou abroger la décision de protection par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élue bénéficie de cette protection ;

Considérant que le bénéfice de la protection de la commune au titre du mandat municipal suppose l'existence d'un lien entre les faits invoqués et l'exercice des fonctions municipales de l'élu concerné ;

Considérant que les faits du 6 mars 2026 invoqués par Mme. Violaine MAREIGNER sont survenus à l'occasion d'un meeting organisé dans le cadre de la campagne pour les élections municipales de mars 2026 de la liste « Faches-Thumesnil en commun » ;

Considérant que Mme. Violaine MAREIGNER était candidate aux élections municipales de mars 2026 sur cette liste et participait à ce meeting dans le cadre de cette campagne électorale ;

Considérant que ce meeting constituait une réunion électorale et non une manifestation organisée par la commune ou relevant de l'exercice des fonctions municipales de Mme. Violaine MAREIGNER ;

Considérant qu'aucun élément porté à la connaissance de la commune ne permet d'établir que l'agression invoquée aurait été commise à l'occasion ou du fait des fonctions municipales actuelles ou passées de Mme. Violaine MAREIGNER, ni qu'elle aurait été pris pour cible en raison de l'exercice de celles-ci ;

Considérant, en revanche, que les éléments dont dispose la commune rattachent les faits à sa participation à la campagne électorale en qualité de candidate aux élections municipales de mars 2026 ;

Considérant que l'article L.52-18-1 du Code électoral prévoit que chaque candidat bénéficie, pendant la période qu'il définit, de la protection prévue aux articles L.134-1 à L.134-12 du Code général de la fonction publique et que cette protection est assurée par l'État ;

Considérant, par conséquent, que les faits invoqués ne présentent pas le lien avec l'exercice des fonctions municipales requis pour justifier le maintien de la protection de la commune au titre de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 059-215902206-20260930-DEL2026121-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2026

DEL N°2026/121

DÉLÉGATION : CONSEIL MUNICIPAL
RAPPORTEUR : MONSIEUR LE MAIRE
OBJET : RETRAIT DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDÉE À MADAME VIOLAINE MAREIGNER

Article 1er – De **retirer la protection fonctionnelle de la commune accordée à Mme. Violaine MAREIGNER** à la suite de sa demande reçue le 4 août 2026, les éléments portés à la connaissance de la commune ne permettant pas d'établir que l'agression invoquée est intervenue à l'occasion ou du fait de ses fonctions municipales actuelles ou passées.

Article 2 – De préciser que le présent retrait ne porte aucune appréciation sur la réalité, la gravité ou la qualification juridique des faits dont Mme. Violaine MAREIGNER indique avoir été victime, mais repose exclusivement sur l'absence de rattachement établi de ces faits à l'exercice de ses fonctions municipales.

Article 3 – De rappeler que les faits invoqués étant survenus dans le cadre d'un meeting de campagne auquel Mme. Violaine MAREIGNER participait en qualité de candidate aux élections municipales de mars 2026, sa situation est susceptible de relever du dispositif de protection des candidats prévu par l'article L.52-18-1 du Code électoral, dont la protection est assurée par l'État.

Article 4 – La présente délibération sera notifiée à Mme. Violaine MAREIGNER et transmise au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité.

Article 5 – Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Jean-Luc DELIERRE, Elise DESTREBECQ, Clément LEBLOND, Violaine MAREIGNER, Christopher LIÉNARD, Patrick PROISY, Christine TABUTAUD ne prennent part ni aux débats ni au vote de la présente délibération.
Monsieur le Maire, Président de séance, met aux voix la délibération.

Les membres du Conseil municipal approuvent par :
25 VOIX POUR (Abdenbi ALILOU, Marie-Aude ANSART, Bernard BALCEREK, Mathieu BASSEZ, pouvoir à Frédérique SEELS, Tarik BOUAÏSSA, Olivier BRUYNOGHE, Marc CAUX, Frédérique COISY, Jessica DABBEBI, Touhami DAHOU, Jimmy DAUCHY, Mathilde DELEFORGE, Mohamed EL ALLALI, Stéphane HOJAIRY, Brice LAURET, Charlotte LEROY, Constantine MIR, Karine MORAND, Roseline MORTKA, pouvoir à Constantine MIR, Anna MOUILLARD SEMINERIO, Cynthia PAQUEMAR, Véronique ROELS, Mathieu ROUX, Frédérique SEELS, Alexandre TORNU)
1 ABSTENTION (Jean-Marc LEVILLAIN).

La Secrétaire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
REPUBLIQUE FRANÇAISE
59155 NORD

Mathilde DELEFORGE

Certifié exécutoire

Le Maire,

Mairie de FACHES-THUMESNIL
59155 NORD

Brice LAURET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication. Le Tribunal Administratif peut également être saisi par l'application "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr